



**Réseau des
Nations Unies**

SÉRIE 2

Récits d'expérience

Consolider l'action conjointe en nutrition au niveau des pays pour renforcer l'impact



“Alors que le monde pratiquait la distanciation sociale pour contenir la pandémie de COVID-19, nous avons connu des périodes d’isolement et avons commencé à percevoir un nouveau sens à la solidarité et une nouvelle valeur aux partenariats.”

DR. PURNIMA KASHYAP,
DIRECTRICE ET COORDONNATRICE MONDIALE DU RÉSEAU DES NATIONS UNIES
POUR LA NUTRITION

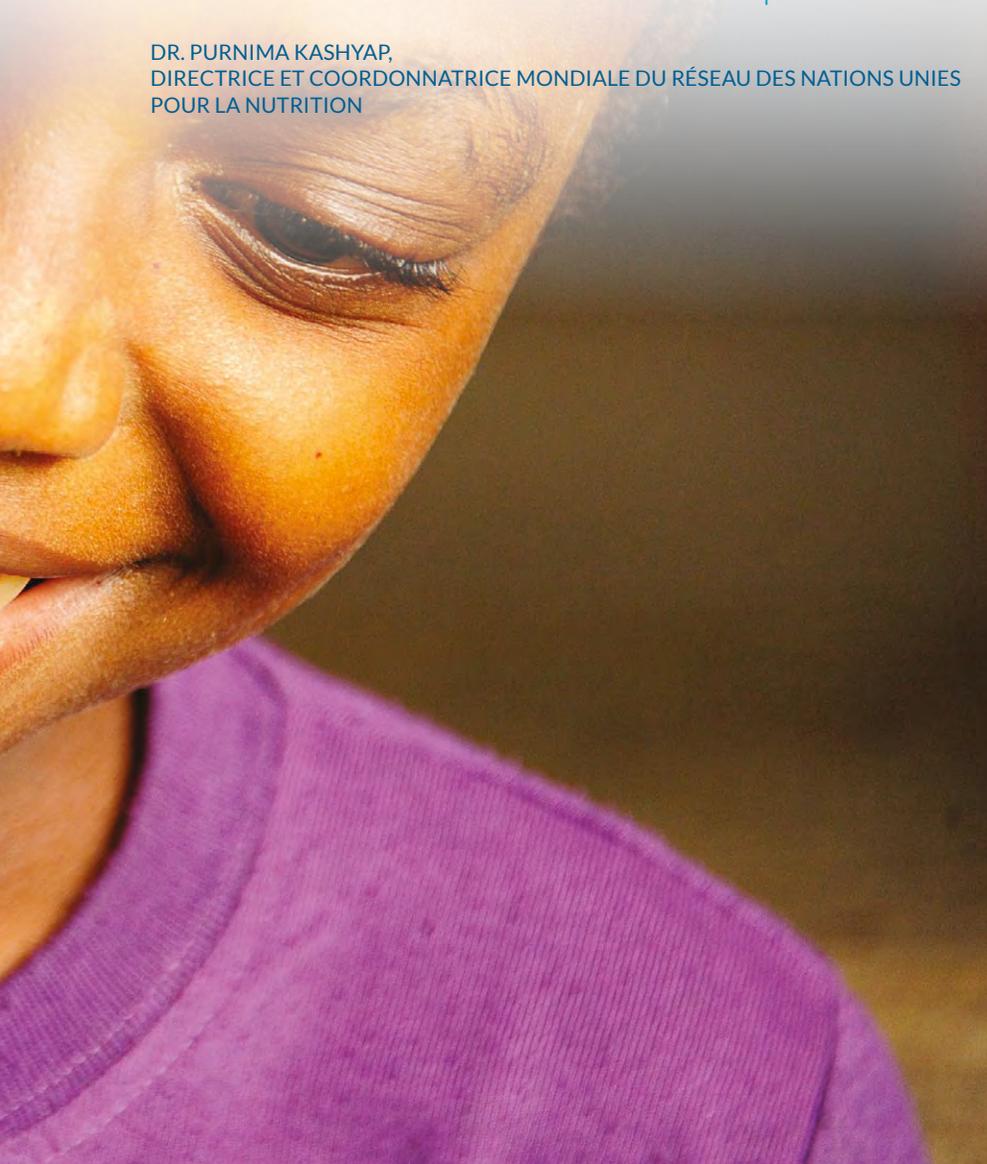


Table des matières

Avant-propos	3
Liste des sigles	5
Introduction	10
Récits d'expériences de l'UNN	12
PROFILS DE L'UNN	
Récit 1. Un champion de l'UNN offre quelques conseils sur comment déclencher un succès collectif en nutrition	14
Récit 2. Construction d'une approche holistique au Costa Rica	20
Récit 3. Des responsables de l'ONU au Lesotho partagent leur point de vue sur les progrès obtenus en nutrition avec le soutien de Sa Majesté le Roi Letsie III	29
Récit 4. Une journée dans la peau d'une facilitatrice de l'UNN-REACH	37
Récit 5. Systématisation des progrès au Myanmar	44
Récit 6. Des acteurs non traditionnels de la Papouasie-Nouvelle-Guinée alignent leurs priorités en nutrition	51
Récit 7. Leadership, coordination et plaidoyer: trois éléments fondamentaux pour renforcer l'action commune en faveur de la nutrition au Rwanda	59
Récit 8. Du Kenya au Philippines, l'UNN à l'origine d'échanges animés sur comment combattre le paradoxe sous-nutrition/surnutrition	71
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS PAR L'UNN	
Récit 9. Les agences de l'ONU soutiennent l'agenda de l'Afghanistan pour la sécurité alimentaire et la nutrition	77
Récit 10. Esprit de collaboration au Népal	87
Récit 11. L'UNN-REACH soutient le salon national de la nutrition de la Sierra Leone, un événement à fort impact	97

PROGRAMMATION ET PARTENARIATS DE L'UNN

Récit 12. L'or blanc (Burundi)	101
Récit 13. Une programmation conjointe efficace en Gambie	110
Récit 14. Mise en place d'un Réseau des Nations Unies au Honduras	123
Récit 15. Une révision des plans pour intégrer la réponse au COVID-19	135
Récit 16. Des structures de coordination non conventionnelles au Nigéria donnent un résultat collectif renforcé	150
Récit 17. Une approche innovante de l'équité entre les sexes au Sri Lanka	161
Récit 18. Libérer le « pouvoir du nous » en Afrique australe	169
OUTILS ANALYTIQUES DE L'UNN	
Récit 19. Une deuxième vague de cartographie au Niger révèle des lacunes et clarifie les priorités en nutrition	184
Récit 20. Le Pérou entreprend une Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition	194
Récit 21. Les outils analytiques de l'UNN se font connaître	206
Récit 22. Adapter les outils analytiques de l'UNN au contexte du COVID-19	220
Conclusion	231

Avant-propos

C'est avec une grande fierté et avec un grand plaisir que je vous présente cette deuxième série de récits du Réseau des Nations Unies pour la Nutrition, une collection d'expériences de collaboration des Nations Unies en nutrition. Cette publication arrive à point nommé, car nous abordons la troisième phase du Mouvement SUN, et la communauté de la nutrition des Nations Unies met en place une nouvelle entité de coordination, ONU Nutrition. L'engrenage du changement est en marche, et je suis convaincue que ces expériences de pays s'inscriront dans la durée et seront à l'origine d'un apprentissage mutuel par-delà les frontières. J'espère également que des récits partagés comme ceux-ci contribueront à renforcer l'esprit du SUN 3.0, qui est celui du pays et de ses habitants.

Dans un certain sens, l'ensemble de ces récits d'expérience forme un laboratoire d'apprentissage, un mécanisme permettant de prendre un instantané des bonnes pratiques, d'amplifier les voix des pays et de montrer au monde comment les Nations Unies travaillent ensemble en nutrition pour investir aujourd'hui dans les individus et parvenir demain à un monde meilleur. Cette année nous a permis d'apprécier davantage l'action conjointe. Alors que le monde pratiquait la distanciation sociale pour contenir la pandémie de COVID-19, nous avons connu des périodes d'isolement et avons commencé à percevoir un nouveau sens à la solidarité et une nouvelle valeur aux partenariats. Le Réseau des Nations Unies pour la Nutrition (UNN) sous ses différentes formes a rendu cette convergence possible pour la communauté de la nutrition, contribuant à soutenir le Mouvement SUN dans de nombreux pays.

L'UNN a pour but de célébrer la diversité et de tirer parti des forces individuelles des agences des Nations Unies pour renforcer un esprit collectif. C'est une façon de mettre en pratique les principes de la réforme des Nations Unies et de placer les individus - mères, pères, enfants et seniors - au cœur de nos actions.

Nos collègues des Nations Unies ont eu le courage de partager leur vécu et la patience de répondre à nos questions, malgré une charge de travail considérable qui s'est multipliée du jour au lendemain avec l'arrivée du coronavirus (COVID-19). Leur effort en soi témoigne de l'importance et de la popularité de ces récits.

Excellente lecture à toutes et à tous



Dr Purnima Kashyap

Directrice et Coordonnatrice mondiale du Réseau des Nations Unies



Liste des sigles

3N	Initiative des Nigériens Nourrissant les Nigériens
AFSeN-A	Programme pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afghanistan
AOP	Bureau administratif du Président (Afghanistan)
ASAP	Programme d'adaptation pour petits exploitants agricoles (Burundi)
APD	aide publique au développement
ATPE	aliments thérapeutiques prêts à l'emploi
CCNSC	communication pour le changement des normes sociales et des comportements
CERF	Fonds central pour les interventions d'urgence
CERFAM	Centre d'excellence régional contre la faim et la malnutrition (Côte d'Ivoire)
CHANGE	Projet pour la réalisation de progrès en santé via la nutrition et l'égalité hommes-femmes
COVID-19	maladie à coronavirus 2019
DFID	ministère britannique du Développement international
DPCG	Groupe de coordination des partenaires au développement (Rwanda)

DPN	Réseau des partenaires au développement (Nigeria)
ECHO	Office d'Aide Humanitaire de la Commission européenne
ESARO	Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe (UNICEF)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FENU	Fonds d'équipement des Nations unies
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMARD	ministère de l'Agriculture et du Développement rural (Nigeria)
FNCO	Bureau de coordination de l'alimentation et de la nutrition (Lesotho)
FNG	combler le déficit en nutriments
HACCP	Analyse des risques aux points critiques
IEC	information, éducation et communication
INFF	Cadre de financement national intégré (Rwanda)
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
JNSP	Programme conjoint de soutien à la nutrition
LGBTI	lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes
MAM	malnutrition aiguë modérée
MAS	malnutrition aiguë sévère
MDAs	ministères, départements et agences
MINAGRI	ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation (Pérou)

MIP	programme d'intervention maximale (Lesotho)
MNT	maladies non transmissibles
MoBNP	ministère du Budget et de la Planification nationale (Nigeria)
MS-NPAN	Plan d'action national multisectoriel pour la nutrition 2018-2022 (Myanmar)
MSNP-I	Plan nutritionnel multisectoriel-I, 2013-2017 (Népal)
MSNP-II	Plan nutritionnel multisectoriel-II, 2018-2022 (Népal)
MSP	plates-formes multisectorielles à parties prenantes multiples
N4G	Nutrition pour la croissance
NCN	conseil national de la nutrition (Nigeria)
NECDP	Programme national de développement de la petite enfance (Rwanda)
NIPN	plate-forme nationale d'information sur la nutrition
NISR	Institut national de la statistique du Rwanda
NNFSP	portail sur la nutrition et la sécurité alimentaire au Népal (Népal)
NSDP II	Plan national de développement 2018/19-2022/23 (Lesotho)
ODD	objectifs de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	organisations non gouvernementales
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
OPS/OMS	Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la Santé
PNG	Papouasie-Nouvelle-Guinée
PNSN	Politique nationale de sécurité nutritionnelle (Niger)
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PROSPER	Promouvoir des partenariats durables pour une résilience renforcée (Malawi)
PyENSAN	Politique et stratégie nationales de nutrition et de sécurité alimentaire (Honduras)
RDC	République démocratique du Congo
SISESAN	Système d'information pour le suivi de la nutrition et de la sécurité alimentaire (Honduras)
SSG	sous-secrétaire général(e)
SUN	Mouvement pour le renforcement de la nutrition
UHT	ultra-haute température
UNDAF	Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement
UNDAP II	Plan d'aide au développement des Nations Unies, 2018-2023
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
UNN	Réseau des Nations Unies pour la Nutrition

UNN-REACH	Efforts renouvelés de l'UNN contre la faim et la dénutrition chez les enfants
UNOCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
UNSDCF	Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable
UTSAN	Unité technique pour la sécurité alimentaire et la nutrition (Honduras)
WFP	Programme alimentaire mondial
WHO	Organisation mondiale de la Santé

Introduction

Le Réseau des Nations Unies pour la Nutrition (UNN) fédère la grande famille des Nations Unies pour soutenir les progrès en nutrition au niveau des pays, et, en retour, libérer le potentiel de la nutrition comme facteur de développement durable. Fondé en 2013 par les dirigeants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Programme alimentaire mondial (WFP) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Réseau compte aujourd'hui pas moins de seize agences.¹ Cette multiplication par trois du nombre de membres témoigne de la confiance dans l'UNN, et qu'il est désormais reconnu que celui-ci opère un changement des mentalités pour adopter une action collective sur la nutrition dans tous les secteurs et toutes les institutions. Bien qu'il soit l'un des quatre principaux réseaux du Mouvement SUN, ses services et outils ont également été utilisés par des pays non-membres du Mouvement SUN tout aussi désireux de consolider l'expertise technique de l'ONU et d'aider les gouvernements à traiter la nutrition de manière globale.

L'UNN-REACH² a joué un rôle de catalyseur dans la mise en place et le renforcement des UNN au niveau des pays, comme le démontrent les récits d'expérience présentés dans la Série 1³ comme dans la Série 2. Les outils d'analyse de l'UNN ont aussi permis de mobiliser les Nations Unies sur le sujet de la nutrition et d'établir

1 Celles-ci incluent: la FAO, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le FIDA, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'UNICEF, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), le Programme alimentaire mondial (WFP), l'OMS et la Banque mondiale.

2 REACH fait référence à l'initiative pour le Renforcement des efforts contre la faim de l'enfant et la sous-nutrition, qui fait partie du dispositif multisectoriel d'assistance technique de l'UNN.

3 Disponible en anglais uniquement.

des priorités et un langage communs. Le Réseau a également tiré parti de l'influence des coordonnateurs et coordonnatrices résident(e)s des Nations Unies pour inciter davantage d'approches communes et inscrire la nutrition à l'ordre du jour politique, même au lendemain de la pandémie de COVID-19.

Lancés en 2019, les récits d'expérience de l'UNN sont rapidement devenus un « best-seller » des Nations Unies, incitant de nombreux autres pays à y faire connaître leur vécu. Cette deuxième édition est structurée selon quatre thèmes: (1) profils de l'UNN, y compris les coordonnateurs et coordonnatrices résident(e)s et leur participation au programme national de nutrition, (2) renforcement des capacités par l'UNN, (3) programmation et partenariats de l'UNN, et (4) outils analytiques du Réseau. Il est particulièrement gratifiant de constater à quel point, au cours des dernières années, les investissements en matière de planification et de cadres communs ainsi que la sensibilisation de hauts responsables des Nations Unies se sont concrétisés sous la forme d'une programmation intégrée. La pandémie de COVID-19 ayant marqué le monde entier au cours de l'année dernière, celle-ci fait inévitablement figure de fil conducteur dans ces récits. Bien que les expériences des pays soient présentées ici sous la forme d'un ensemble complet, chaque récit peut être abordé individuellement, en fonction des domaines qui intéresseront plus le lecteur.

L'objectif de ce recueil n'est pas seulement de partager ses expériences, mais aussi d'apprendre les uns des autres et de s'inspirer mutuellement afin que les contributions de chacun aillent plus loin, et que les inégalités qui sous-tendent la sous-alimentation, le surpoids et l'obésité soient progressivement érodées. La nutrition est à la base d'une bonne santé et de la prospérité des nations. De même, elle a toujours été au carrefour de nombreuses disciplines. Ce qui est différent aujourd'hui, c'est que nous constatons une volonté de s'unir, non seulement parce que la réforme des Nations Unies la prévoit, mais aussi parce que cette approche est riche de sens. Les pandémies mondiales comme celle du COVID-19 nous le rappellent encore davantage.

Des financements généreux de l'Union européenne, d'Irish Aid et des agences des Nations Unies ont permis de réaliser les travaux mis en lumière dans cette publication, qu'ils visent à améliorer la gouvernance de la nutrition, à mettre en place une programmation commune ou à mieux gérer les données. Nous remercions tout particulièrement le Programme alimentaire mondial, pour avoir apporté un soutien financier conséquent et hébergé le Secrétariat du Réseau des Nations Unies depuis sa création.

Récits d'expériences de l'UNN







PROFILS DE L'UNN

Un champion de l'UNN
offre quelques conseils
sur comment déclencher
un succès collectif
en nutrition



RETOUR SUR EXPÉRIENCE AU TCHAD

Récit !

À l'occasion de la réception SUN S/ Heroes qui s'est tenue lors du Rassemblement mondial du Mouvement SUN de 2019, Mohamed Cheikh Levrac a été reconnu pour ses efforts remarquables en tant que facilitateur international de l'UNN-REACH au Tchad. Il a souhaité dédicacer ce prix à ses collègues du Tchad, en rappelant l'aspect collectif de ces avancées. Son message était clair: la contribution de chaque partie prenante compte. L'interview de suivi du Secrétariat du Réseau des Nations Unies (UNN) a permis d'apporter un éclairage supplémentaire sur son travail remarquable.



Le facilitateur international de l'UNN-REACH au Tchad, Mohamed Cheikh Levrac, à l'honneur lors du rassemblement mondial du SUN de novembre 2019.

Secrétariat de l'UNN/Sarah Cruz

Question 1: Vos collègues au Tchad ont salué votre capacité à mettre à l'aise les acteurs de la nutrition des différents groupes d'acteurs, à créer un climat de travail agréable et à aider les acteurs à parvenir à un consensus. Quelles sont les caractéristiques qui vous permettent d'y parvenir? Quels sont les outils et les tactiques dont vous vous servez?

Un facilitateur de l'UNN-REACH doit avoir certaines compétences et un savoir-faire, il doit être apte à travailler en équipe et avoir un leadership professionnel. Un facilitateur doit user d'une certaine diplomatie, rester neutre et flexible, avoir l'acceptation et la confiance des collaborateurs et partenaires et être en mesure de mener les différentes parties à un consensus (gagnant-gagnant). Dans le cadre de la multisectorialité, chacun doit avoir un rôle à jouer et le facilitateur doit valoriser ce rôle et le faire ressortir, cela motivera l'acteur ou le secteur concerné et il se sentira utile dans le processus.

L'utilisation des évidences scientifiques et des outils REACH permet de faire prendre conscience aux différents acteurs de la problématique, d'où la recherche de solution. Le facilitateur doit être également une référence pouvant fournir l'appui, l'information et la facilitation à tous les acteurs, au besoin.

Question 2: *Compte tenu de son caractère multisectoriel, la nutrition est l'affaire de tous, toutefois nous constatons qu'il peut être difficile d'en faire la responsabilité de tous. Quelles paroles de sagesse avez-vous pour les autres membres de la communauté de la nutrition?*

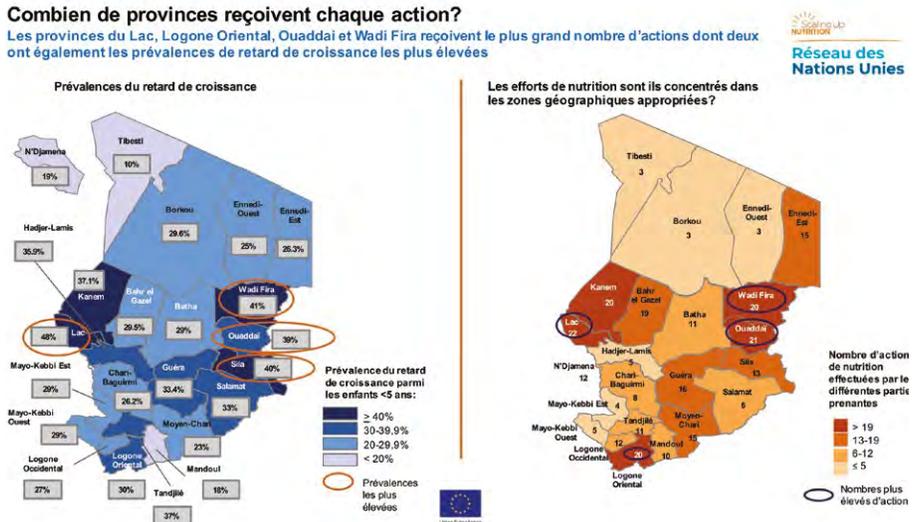
Cui, la multisectorialité est l'affaire de tous, et aucun résultat ou impact durable ne peut se réaliser sans la contribution de tous. On doit réfléchir multisectoriel même si on va agir sectoriel. On doit se mettre en tête qu'on vise un objectif noble qui ne peut être atteint que par le concours de tous, y compris nous-mêmes. Chacun donc doit se sentir responsable, concerné et acteur clé.

Question 3: *Aujourd'hui, les actions multisectorielles en matière de nutrition et leur coordination au niveau infranational sont un sujet de grand intérêt au sein de la communauté SUN. Selon votre expérience, quels sont les trois ingrédients de la réussite pour les pays qui aspirent à poursuivre cette tâche (et les trois défis) dont ils devraient, selon vous, être conscients lorsqu'ils s'engagent dans cette tâche?*

Cette approche est inévitable si on tient à avoir des résultats et faire bouger les indicateurs. Trois éléments au moins doivent être pris en considération, il s'agit des capacités fonctionnelles de coordination, de l'engagement des autorités et acteurs locaux et du financement.

Les politiques, stratégies et plans d'action visent une mise à l'échelle des interventions au niveau terrain, cela nécessite une bonne coordination au niveau des régions/provinces, des capacités fonctionnelles, un budget, une programmation conjointe. C'est grâce à ces éléments réunis et bien d'autres, que nous pouvons faire avancer la nutrition. Cela ne sera pas évidemment facile car on cherche à promouvoir une nouvelle façon de travailler, on veut changer des habitudes et on veut emmener des secteurs clés à oublier leur drapeau pour un travail conjoint. Cela doit se faire de façon participative et avec les acteurs eux-mêmes. Un effort doit être fait pour emmener les parties prenantes au consensus et les outils comme l'analyse de situation, les tableaux de bord, la cartographie peuvent aider à convaincre les parties prenantes et les emmener à une prise de conscience de la problématique.

FIGURE 1.
Extrait de la Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition (2019) réalisée par l'UNN-REACH



Mais l'approche multisectorielle reste quelque chose de nouveau, surtout au niveau décentralisé. L'un des défis majeurs après la compréhension commune reste la pérennisation et l'autonomisation, en d'autres termes, la relève, car les résultats enregistrés jusqu'ici le sont essentiellement à travers des appuis/expertises souvent externes qui vont disparaître un jour. Les mécanismes mis en place doivent être impérativement intégrés et pris en charge par les dispositifs nationaux avec une autonomie financière et de gestion assurant le développement et la pérennité de l'approche.

Question 4: Quelles stratégies et quels efforts recommandez-vous de mettre en œuvre pour rapprocher les domaines de travail central et décentralisé afin d'assurer la cohérence et de maximiser l'impact?

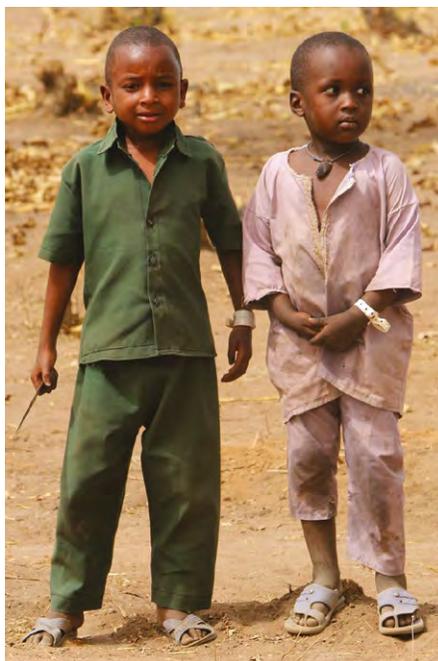
Les dispositifs de coordination sont nécessaires à tous les niveaux et la coordination au niveau central est essentielle, mais une vraie passerelle fonctionnelle doit être établie avec le niveau régional car les activités sont mises en œuvre au niveau terrain. Il est donc nécessaire de renforcer les capacités au niveau des régions, de les appuyer à avoir leur plan d'action intersectoriel régional avec une autonomie de planification, de mise en œuvre et de suivi. Le niveau central doit assurer un suivi et un appui continu pour le niveau régional avec focus sur le renforcement des capacités, la communication et l'apprentissage à la planification régionale.



Question 5: Vos collègues ont mis en lumière plusieurs réalisations à l'occasion de la réception SUN S/heroes. Quelle est la réalisation dont vous êtes le plus fier et pourquoi?

Toutes ces réalisations me tiennent à cœur et elles ont été possibles grâce à l'engagement des collègues que vous citez. Je noterai ici notre expérience dans le cadre de la gouvernance de la nutrition au niveau des provinces (régions).

C'est un challenge qui nous tenait à cœur et sur lequel on a travaillé depuis un certain temps. L'idée est venue des zones de convergences au Niger que le REACH a déjà expérimenté. Nous avons tout d'abord lancé une approche pilote au niveau de 5 régions et après une année, nous sommes passés à 11 régions et nous comptons mettre en place 4 autres Comités Provinciaux dans les mois à venir pour arriver à 15. Cette expérience commence à prouver sa pertinence au Tchad, nous assistons à des réunions mensuelles des plates formes multisectorielles sous l'autorité des Gouverneurs, certaines provinces disposent déjà d'un plan Intersectoriel de Nutrition budgétisé et le travail conjoint commence à se faire sentir au niveau terrain.





PROFILS DE L'UNN

Construction d'une approche holistique au Costa Rica



COMMENT LA COORDONNATRICE RÉSIDENTE
APPROCHE LA RÉFORME DE L'ONU ET LA
GOUVERNANCE DE LA NUTRITION TOUT EN
S'ATTAQUANT À UN PATRIARCAT ENRACINÉ

Récit 2

Le jour de mon entretien avec Alice Shackelford, la coordonnatrice résidente des Nations Unies au Costa Rica,⁴ la visite de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme était imminente, et la région s'apprêtait à faire face à des précipitations hors saison. Malgré une pression qui augmentait au fil de la journée, Alice est restée entièrement présente et sincère, et a fait preuve d'une honnêteté rafraîchissante sur les questions abordées. Au fil de l'entretien, cette même présence et ce même intérêt se sont manifestés dans son approche d'un ensemble de questions qu'elle traite dans le cadre de ses fonctions de coordinatrice résidente - y compris les préjugés sexistes auxquels elle fait face quotidiennement.



Alice Shackelford, la coordonnatrice résidente des Nations Unies au Costa Rica, visite le site de programmation dans le nord en 2018.

Bureau de la coordonnatrice résidente des Nations Unies, Costa Rica

À travers le monde, 55% des coordonnateurs résidents des Nations unies (CRNU) sont des femmes et 45% des hommes. Plus qu'atteinte, la parité des sexes a donc même été dépassée.⁵ Mais malgré cela, savoir si une femme est acceptée à un poste de pouvoir reste une question complexe, qu'Alice négocie avec le même courage et le même espoir que lorsqu'elle considère les objectifs de développement durable (ODD).

Les atteindre d'ici 2030 est un défi pour le Costa Rica, et l'un des dénominateurs communs des dix-sept objectifs n'est autre que la nutrition. Le Costa Rica est confronté à un triple fardeau de malnutrition: carences en micronutriments, surpoids et obésité, et retard de croissance - la prévalence actuelle du surpoids chez les moins de 5 ans est de 8,1%, ce qui éclipse les moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance (5,6%). L'anémie touche près de 25% des femmes enceintes, tandis que près d'un tiers des adultes sont obèses (31,5%).⁶

4 Alice Shackelford a depuis pris ses fonctions de coordonnatrice résidente des Nations Unies au Honduras.

5 Nations Unies. *Page web sur la Stratégie de parité des sexes*. Disponible à l'adresse <https://reform.un.org/fr/content/gender-parity-strategy>.

6 Secrétariat du Mouvement SUN (SMS). 2019. Rapport d'avancement 2019 du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN): Profil du Costa Rica. Genève. Disponible à l'adresse: https://scalingupnutrition.org/wp-content/themes/elision/pdf/SUNPR-2019/SUN_Report_FR_2019_Country_Costa_Rica.pdf.

L'augmentation des inégalités a un impact sur le développement social, économique et environnemental du pays et nécessite des changements et des réformes structurelles. En même temps, le changement climatique est un autre facteur qui entravera la capacité du pays à respecter les ODD. Aux côtés du Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, le Costa Rica fait partie du « couloir sec »,⁷ où les écosystèmes sont caractérisés par une forte sécheresse, des pluies excessives et de graves inondations, qui, ensemble, ont un impact négatif sur la production agricole. Bon nombre des observations d'Alice touchaient à l'idée que l'ONU est une plateforme utile pour cultiver un esprit collectif entre les diverses agences et le traduire en action pour soutenir les priorités des pays. Malgré des progrès réalisés sur de nombreux fronts, les projections montrent que le Costa Rica ne devrait pas parvenir à atteindre les objectifs mondiaux de 2030 en matière d'anémie chez les femmes en âge de procréer, de faible poids à la naissance, d'obésité adulte (ni chez les hommes ni chez les femmes) et de problèmes de santé tels que le diabète, qui peuvent être déclenchés par de mauvaises pratiques alimentaires.⁸ Ma conversation avec Alice m'a permis de comprendre en quoi cela pourrait être le cas, ainsi que ce qu'elle espère pour le pays.

Question 1: Quels sont les trois problèmes les plus urgents auxquels le Costa Rica est actuellement confronté?

Le Costa Rica est un pays doté d'une bureaucratie complexe. Il compte plus de 300 institutions publiques qui rendent la gouvernance compliquée en termes de prise de décision et d'autorité. Ensuite, la polarisation politique et sociale dans la région implique une forte présence de groupes évangéliques et populistes en politique, ce qui crée une forte division lorsqu'il s'agit de certains

7 FAO 2015. *Disaster Risk Programme to strengthen resilience in the Dry Corridor in Central America*. Disponible à l'adresse: <https://www.preventionweb.net/publications/view/46281>.

8 Development Initiatives Poverty Research Ltd. 2019. *Global Nutrition Report; Costa Rica country profile*. Disponible à l'adresse <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/latin-america-and-caribbean/central-america/costa-rica/>.

droits de l'homme, comme ceux des personnes homosexuelles, bisexuelles, transgenres et intersexuelles (LGBTI) et les droits sexuels et reproductifs des femmes. Le troisième problème est celui de la croissance économique, ou de la productivité faible. Le pays rencontre de très lourds problèmes fiscaux, la majorité du PIB servant uniquement à payer les intérêts de la dette publique et l'évasion fiscale restant importante. Ceci a un impact direct sur l'Agenda 2030 et sur la capacité à effectuer des changements et des investissements critiques.

Question 2: Veuillez décrire votre rôle dans la coordination de l'agenda de la nutrition.

L'Agenda 2030 plaide fortement en faveur de la nécessité d'une coordination entre les agences, et la réforme du système de développement des Nations Unies y a contribué encore davantage. Il s'agit désormais d'une directive claire et d'un excellent outil que les coordonnatrices et coordonnateurs résident(e)s pourront encore améliorer. En parallèle, la facilitation d'une analyse conjointe approfondie du pays et l'alignement sur les ODD sont un autre point d'entrée critique qui pourrait aider les agences à voir l'intérêt d'une meilleure compréhension de la problématique. Au Costa Rica, nous avons créé un groupe de travail sur la nutrition [dans le cadre du Réseau des Nations Unies] avec un plan de travail commun pour pouvoir soutenir le gouvernement de manière plus stratégique.

Les visites de la sous-secrétaire générale (SSG) du SUN et de la coordonnatrice mondiale du Réseau des Nations Unies ont été extrêmement utiles pour encourager davantage une approche holistique. Mon rôle a été de mettre à profit ces incitations. De cette façon, j'ai pu mieux coordonner l'action avec le gouvernement et plaider pour un mettre davantage l'accent sur l'agenda de nutrition - et le [Mouvement] SUN en particulier. Aujourd'hui, le réseau SUN du pays est beaucoup plus fort et mieux placé pour mener des politiques publiques et des interventions stratégiques étant donné que divers ministères et acteurs non gouvernementaux y ont été inclus.

Question 3: Par quels moyens avez-vous travaillé avec les différentes composantes de la nutrition pour amener les agences des Nations Unies résidentes et non résidentes à élaborer une réponse commune pour soutenir le gouvernement?

9 Il n'est pas facile d'engager les agences non résidentes sur cette question spécifique. Par exemple, le Programme alimentaire mondial ne s'est jamais mobilisé à nos côtés sur ce point. Un autre élément important a été de parvenir à un accord avec le gouvernement - après beaucoup de résistance - pour inclure le secteur privé au mécanisme de coordination.

Seule une approche véritablement multisectorielle permet de soutenir un programme de nutrition efficace et axé sur les résultats, avec une approche fondée sur les droits de l'homme. À cet égard, le pacte national sur l'Agenda 2030 que le Costa Rica a signé avec tous les secteurs (trois pouvoirs de l'État, commission électorale, société civile, organisations religieuses, municipalités, secteur privé, syndicats et autres) crée une plateforme pour positionner l'agenda de nutrition avec un effet multiplicateur.

Il y a quatre ans, le Mouvement SUN ne faisait l'objet d'aucune attention ni d'aucun investissement jusqu'à ce que le bureau de la coordonnatrice résidente des Nations Unies commence à renouer avec ce programme pour lui conférer un soutien technique solide ainsi qu'un certain élan politique. Nous avons trouvé un grand champion avec qui travailler au sein du ministère de la Santé, ce qui a facilité le suivi. La visite de Gerda Verburg, [la coordonnatrice du mouvement SUN] et celle de la coordonnatrice du Réseau des Nations Unies, ainsi que le suivi effectué par les mêmes agences, ont soutenu cet élan. Le Secrétariat du SUN est très actif dans son engagement avec le Costa Rica, en fournissant des contributions, des incitations et des renseignements.

Le Costa Rica a des indicateurs de développement humain très élevés et s'est positionné comme un modèle en termes de protection sociale et de développement de l'environnement. Cela signifie souvent qu'il n'est pas considéré comme un pays où les questions de pauvreté et de nutrition sont en tête de l'ordre du jour et la réduction de l'aide publique au développement (APD) a rendu la tâche plus ardue.

Cependant, l'utilisation stratégique des données pour identifier les taux accrus d'obésité et de surcharge pondérale chez les adultes comme chez les enfants, et même chez les très jeunes enfants, a [mis en évidence son caractère urgent].

Question 4: Comment abordez-vous le rôle de coordonnatrice résidente de l'ONU?

Je crois fermement que les Nations Unies doivent être coordonnées au niveau des pays. L'avantage comparatif de l'ONU au 21^{ème} siècle, soit une époque où les acteurs sont si nombreux, réside dans son unité pour soutenir une approche multidimensionnelle du développement. Je suis également fervente partisane de la réforme, qui met en avant le rôle plus important de la coordonnatrice résidente dans ce processus. Mon rôle est de rassembler les agences, de faciliter les échanges entre elles et de mettre en exergue les liens qui les unissent pour les encourager à penser au-delà de leur domaine habituel. Cela s'applique également aux questions de nutrition. La question de la coordination est essentielle pour la coordonnatrice résidente, au niveau national comme régional, et elle permet de nouer des alliances avec la société civile. Cela nécessite naturellement un leadership fort de la part du gouvernement.

Question 5: Pouvez-vous me donner un exemple de méthode choisie pour mettre en œuvre cette approche?

Lorsque je suis arrivée, le Mouvement SUN était au point mort. En le réactivant, en nommant un point focal au bureau de la coordonnatrice résidente, en s'engageant auprès des acteurs clés et en stimulant les agences des Nations unies, nous avons renforcé le Mouvement SUN, avec le gouvernement en tête, en se concentrant sur les principaux défis tels que l'obésité et le surpoids. Au début, le gouvernement était fermé à l'idée de solliciter la société civile, mais nous avons maintenant réussi à souligner l'importance de faire appel à ces partenaires pour une coordination plus large.

En ce qui concerne la nutrition, nous examinons ce que les trois principales agences - UNICEF, FAO et OMS - apportent, et nous nous assurons que leurs apports se font de manière structurée et coordonnée. Il était nécessaire de réunir les agences autour de la table étant donné que cela ne se faisait pas auparavant. Nous avons également un groupe consultatif de la société civile pour renforcer les alliances dans les domaines clés de plaidoyer, et nous organisons régulièrement une réunion des partenaires du développement pour cela. Naturellement, nous nous efforçons d'impliquer d'autres agences comme [le Programme des Nations Unies pour le développement, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations], étant donné le très lourd problème des réfugiés (demandeurs d'asile) et des migrants (réguliers et clandestins).

Question 6: Comment le Réseau des Nations Unies vous a-t-il soutenu?

Avant tout, nous avons beaucoup apprécié les visites. En 2019, nous avons eu la visite de Purnima, directrice du Réseau des Nations Unies. [Elle] était en liaison avec les donateurs et les partenaires au développement. Nous avons besoin d'un suivi régulier pour aider l'équipe présente ici à renforcer les relations. Étant donné que le Costa Rica est un pays à revenu moyen supérieur, le financement continue à poser problème. L'UNN nous apporte également un soutien technique pour les processus administratifs et l'établissement de rapports, ainsi que des incitations pour améliorer les interventions de cartographie dans l'ensemble du système des Nations Unies et pour établir des partenariats innovants.

Question 7: Quels sont les défis que vous rencontrez lorsqu'il est question de créer des coalitions?

Une crainte persiste au sein des Nations Unies que le fait de travailler ensemble pourrait supprimer le rôle et le positionnement individuels des agences. On constate clairement une certaine résistance au sein du système des Nations Unies aux niveaux national et international et ceci exige une gestion solide et des changements institutionnels. Beaucoup d'agences ne reçoivent toujours pas suffisamment d'incitations et de directives du siège pour investir dans les travaux interagences.

Question 8: *Quelle est la voie à suivre?*

Renforcer la gouvernance de la nutrition d'une manière mieux articulée avec une solide approche fondée sur les droits de l'homme se focalisant sur les groupes les plus exclus et sur des schémas d'inégalité. Un leadership clair sur cette question au sein du gouvernement - non seulement au ministère de la Santé, mais aussi chez d'autres acteurs.

Enfin, de renforcer la gestion et le partage des connaissances au sein du gouvernement.

L'année prochaine, nous demanderons une réunion plus inclusive du SUN, incluant la société civile et le secteur privé, afin de soutenir la politique publique en matière de nutrition et de lui donner une plus grande cohérence interne. Nous devons travailler au niveau local dans les municipalités et les communautés des vallées autour de San José; s'éloigner de la côte pour aller dans les zones frontalières où les défis sont nombreux.

Question 9: *Quel est votre vécu en tant que femme à hautes responsabilités dans le contexte de l'Amérique centrale?*

Merci de me poser cette question. L'ONU a fait beaucoup d'efforts pour placer les femmes à des postes de direction, mais maintenant, les hommes doivent accepter que ces postes soient occupés par des femmes. Des attitudes sexistes et patriarcales persistent chez les hommes au sein du système des Nations Unies. C'est une réalité à laquelle les femmes au pouvoir sont encore confrontées. On vous traite différemment. On fait des remarques différentes à votre sujet. Si vous avez de l'énergie, vous êtes hyperactive. Si une question vous tient profondément à cœur, vous êtes émotive. Ce genre de choses est lourd et très présent. Ce n'est pas toujours facile.

[Aux Nations Unies], nous tenons compte des questions de genre à tous les niveaux. Nous avons un groupe interinstitutionnel solide et le genre figure au PNUAD,⁹ par ailleurs, nous travaillons beaucoup avec des organisations de femmes. Nous assurons le suivi du plan à l'échelle du système et de la carte de pointage sur l'égalité hommes-femmes. Nous constatons une réticence de la part des dirigeants à en faire plus - non seulement de la part de hommes, mais aussi de la part des femmes.

[Le combat ne porte pas seulement] sur l'égalité des sexes, mais aussi sur la diversité, sur les personnes handicapées, sur la communauté LGBTI et des personnes autochtones et d'origine africaine. Tous ces groupes sont inclus dans le cadre d'une approche fondée sur les droits de l'homme.

Ce sont des questions centrales qui ont des conséquences sur la nutrition. Avant-hier, nous nous sommes rendus dans un centre pour femmes dans un quartier défavorisé de San José, où l'incidence d'obésité est énorme. Plus on se rend dans les communautés défavorisées, plus la question de l'alimentation est critique, tout comme l'accès à une alimentation nutritive. Les femmes sont parmi les plus touchées, et par extension, leurs enfants.

9 Le PNUAD (UNDAF en anglais) fait référence au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, récemment remplacé par le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF).



PROFILS DE L'UNN

Des responsables de
l'ONU au Lesotho
partagent leur point de vue
sur les progrès obtenus en
nutrition avec le soutien
de Sa Majesté le Roi
Letsie III



QUATRE QUESTIONS/DEUX VOIX

Récit 3



Salvator Niyonzima, coordonnateur résident des Nations unies pour le Lesotho en action, en décembre 2019.
Maison des Nations Unies/Thabiso Ntoanyane



Mary Njoroge, représentante du Programme alimentaire mondial dans le pays et ancienne coordonnatrice mondiale de l'UNN, aux côtés d'une bénéficiaire d'un programme de transfert en espèces soutenu par le Programme alimentaire mondial, en octobre 2019.
WFP/Kathleen McCarthy

Malgré des progrès constants réalisés au Lesotho dans la réduction des retards de croissance, le triple fardeau de la malnutrition - dénutrition, carences en micronutriments et surpoids ou obésité - persiste, et aggrave tout un ensemble de problèmes socioéconomiques.¹⁰ Pour obtenir une image plus complète des développements de la nutrition au Lesotho, le Secrétariat du Réseau des Nations Unies a sollicité l'avis de deux grands noms des Nations Unies.

Salvator Niyonzima, coordonnateur résident des Nations Unies dans le pays, et Mary Njoroge, représentante du Programme alimentaire mondial (WFP) et ancienne coordonnatrice mondiale du Réseau des Nations Unies (UNN), agissent en première ligne pour défendre une intégration intersectorielle de la nutrition. Depuis 2017, Salvator a pour rôle de superviser la coordination de toutes les agences des Nations Unies dans le pays. Mary, elle, a porté deux casquettes. Elle a supervisé l'alignement de sept agences - Banque mondiale, FAO, FNUAP, OMS, ONUSIDA, UNICEF et WFP - qui ont uni leurs forces en matière de nutrition par le biais de la plateforme de l'UNN, en s'appuyant sur le soutien, sur le terrain, de la facilitatrice neutre de l'UNN-REACH. Ceci, à son tour, éclaire son rôle de représentante du Programme alimentaire mondial dans le pays, avec des missions plus proches du terrain. Voici les points forts de ces deux entretiens.

¹⁰ Development Initiatives Poverty Research Ltd. 2019. Global Nutrition Report; Lesotho country profile. Disponible à l'adresse <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/africa/southern-africa/lesotho/#profile>.

Question 1: Comment les actions gouvernementales de nutrition au Lesotho ont-elles pris racine au cours des cinq dernières années?

Salvator:

L'effort de collaboration entre les agences des Nations Unies, la société civile, les universités et les entreprises s'est d'abord basé sur une analyse stratégique sur un recueil des dernières données disponibles. Ensuite, nous avons veillé à ce que chaque agence se retrouve dans les priorités que nous avons définies. Puis le travail a été réparti en fonction de nos avantages comparatifs.

En ce qui concerne la nutrition, des efforts concertés ont été déployés dans le prolongement de l'intervention humanitaire de 2015-2017 [pour lutter contre la sécheresse causée par El Niño]. Sous la direction du Programme alimentaire mondial et avec le soutien de l'UNN-REACH, en 2018, nous avons réalisé un examen stratégique du programme Faim Zéro et établi une feuille de route [pour suivre nos progrès]. Le financement reçu en 2017 de la part du gouvernement irlandais [pour l'UNN-REACH] a permis à l'ONU de franchir un certain nombre d'étapes clés.

L'une d'entre elles consistait à améliorer les données et les preuves. Nous avons également réalisé un Aperçu multisectoriel de la situation nutritionnelle [en utilisant l'outil de l'UNN] pour voir ce qui était fait au niveau des districts et des communautés. L'UNN a mis en œuvre un inventaire qui nous a montré ce que faisaient les différentes agences des Nations Unies - telles que la Banque mondiale, la FAO, l'OMS, l'UNFPA et l'UNICEF. Cela nous a permis de voir les zones de chevauchement et de les éviter. Par exemple, nous avons découvert, en utilisant les outils de l'UNN-REACH, qu'il existait des doublons dans les contributions en espèces fournies par diverses agences.

Mary:

Traditionnellement, la nutrition est perçue comme relevant du domaine des femmes et ne concernant que les personnes vulnérables, les enfants, les femmes et les personnes âgées. Sa Majesté le Roi Letsie III, en qualité de champion de la nutrition de l'Union africaine, d'ambassadeur de la FAO pour la nutrition et de champion de la Banque mondiale pour le capital humain, a grandement contribué à faire évoluer cette mentalité et à élever les discussions sur la nutrition aux plus hauts niveaux du gouvernement.

En outre, la reconnaissance par Sa Majesté de la nutrition comme étant l'un des éléments clés du développement socio-économique du Lesotho et sa passion et son plaidoyer ont conduit des hommes à tous les niveaux de la société à s'engager davantage dans les échanges sur la nutrition.

En 2019, cela comprenait des événements de haut niveau comme l'ouverture officielle du Centre d'excellence régional contre la faim et la malnutrition (CERFAM) à Abidjan, la session de juin du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial à Rome et le Forum sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique qui s'est tenu à Maseru. Lors de chacun de ces événements, le roi Letsie III s'est engagé à placer fermement la nutrition et la sécurité alimentaire à l'ordre du jour continental et mondial et a encouragé une augmentation des investissements pour garantir que les problèmes de malnutrition soient pleinement traités et éliminés.

Dans le contexte national, le rôle de leader de Sa Majesté est soutenu par son gouvernement. Après l'élaboration de la stratégie alimentaire et nutritionnelle et du plan d'action chiffré, le gouvernement du Lesotho organisera un forum des parties prenantes de haut niveau pour discuter de l'applicabilité du crowdsourcing pour parvenir plus vite à réduire la malnutrition, en particulier le retard de croissance, et à atteindre les objectifs de nutrition. L'UNN-REACH au Lesotho continuera à s'engager auprès de Sa Majesté le Roi Letsie III pour assurer une meilleure gouvernance de la nutrition au travers d'une coordination multisectorielle et multipartite dans le pays.

Question 2: Comment la communication et les changements de comportement entrent-ils en ligne de compte?

Salvator:

La malnutrition est due à de mauvaises pratiques nutritionnelles qui ont pour origine un manque d'information. Ici, l'aliment de base est le maïs, et les gens mangent du porridge à base de cet ingrédient. Les ménages pensent que s'ils mangent cela avec des légumes et de la viande, cela est suffisamment varié comme alimentation. Au fil des ans, la production de maïs a fluctué en raison du changement climatique, ce qui signifie que s'il n'y a pas de maïs, l'aliment de base disparaît.

Nous voulons leur donner une plus grande variété d'options [parmi lesquelles choisir]. Les bébés et les mères allaitantes doivent être capables de cultiver et de cuisiner d'autres aliments. La plantation de potagers [aide également à cet égard]. Une campagne de communication sur le changement de comportement est en cours. Nous mettons en œuvre des financements du CERF (Fonds central pour les interventions d'urgence) ainsi que du département de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire de l'UE et de la Commission européenne (ECHO) pour accroître les bonnes pratiques de nutrition.

Mary:

L'UNN-REACH, par l'intermédiaire du bureau pays [du Programme alimentaire mondial] et du bureau pour l'alimentation et de la nutrition [du gouvernement], en est au stade final de la formulation du plaidoyer, la stratégie de communication et de comportement social, qui est essentielle pour communiquer l'interconnexion des défis et des solutions en matière de nutrition. En outre, l'UNN-REACH, en partenariat avec le gouvernement, a commandité un programme d'intervention maximale visant à réduire le retard de croissance en encourageant les femmes comme les hommes à participer à une approche multisectorielle de convergence des interventions dans les districts les plus touchés. Le Lesotho s'est également engagé à établir l'état actuel des investissements et de la mobilisation des ressources en matière de nutrition par le biais d'un exercice de suivi du financement de la nutrition [avec le soutien de l'UNN-REACH et du Secrétariat de l'UNN], qui, à l'avenir, constituera un système à part entière identifiant les lacunes et informera le budget national de la nutrition et les lignes hors budget sur une base annuelle.

Question 3: La coordination est fondamentale pour les interventions multisectorielles. Comment réunissez-vous les différentes agences?**Salvator:**

Il y a un avant et un après. Avant la réforme de l'ONU de janvier 2019, le coordonnateur résident n'était pas assez impartial, même avec le « pare-feu », un mécanisme mis en place pour éviter la confusion entre les deux rôles.

Il y avait un conflit d'intérêts car cette personne était également le chef du PNUD.¹¹ La séparation entre les deux postes m'a permis de me concentrer sur la coordination. Dans cet « après », je comprends beaucoup mieux ce que chaque agence fait, et je peux donc mieux voir les synergies. Nous utilisons un cadre appelé PNUAD¹² pour travailler avec les pays. Dans certains cas, j'ai vu que le PNUAD n'a pas toujours servi de document d'orientation, mais maintenant c'est mon rôle de m'assurer que tout le monde est sur la bonne voie.

Mary:

Les activités de l'UNN-REACH ont donc un effet galvanisant sur un développement durable plus large en incorporant des composantes de nutrition dans des programmes appropriés qui n'ont pas comme objectif premier une amélioration de la nutrition. Le Lesotho chemine vers « l'élimination de la faim et de la malnutrition » en collaborant avec les différents secteurs et groupes d'acteurs, du niveau national au niveau communautaire. L'UNN-REACH a fourni au pays un guichet unique pour la nutrition permettant aux différents acteurs, dont le gouvernement, les Nations Unies, la société civile et d'autres partenaires de développement, de s'appuyer sur les données et les résultats visuels générés par leurs outils pour comprendre l'étendue, l'ampleur et la répartition des défis nutritionnels du pays. Parmi les réalisations spécifiques, citons l'élévation de la nutrition dans le Plan national de développement stratégique (NSDP) II du pays, une articulation claire de l'approche des Nations Unies en matière de nutrition dans le PNUAD et la validation de la Stratégie alimentaire et nutritionnelle et du Plan d'action chiffré. Il s'agit notamment d'études fondées sur des données probantes concernant l'état de la nutrition au Lesotho, dont les résultats visent à éclairer les politiques.

En outre, l'UNN-REACH Lesotho a fait des progrès en apportant des solutions localisées aux problèmes de nutrition. La campagne nationale de sensibilisation à la nutrition en 2019 a été menée et coordonnée par des équipes multisectorielles de district. La campagne a abouti à des solutions adaptées au contexte, notamment: l'utilisation de l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, la supplémentation

11 PNUD signifie Programme des Nations Unies pour le développement.

12 L'UNDAF fait référence au cadre de développement des Nations unies, récemment remplacé par le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF).

en micronutriments, l'analyse de la chaîne de valeur alimentaire et des systèmes alimentaires, une étude intitulée « Comblent le déficit en nutriments » et l'impact du VIH/SIDA sur la nutrition familiale et l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

De récentes conversations avec d'autres collègues des Nations Unies ont permis de mieux comprendre comment l'analyse « Comblent le déficit en nutriments » (FNG) était une voie d'engagement conjoint des Nations Unies, menée par le Programme alimentaire mondial avec la participation de la FAO, du FIDA et de l'UNICEF. Il s'avère que Salvador, en sa qualité de coordonnateur résident, a prononcé le discours d'ouverture lors du lancement du rapport du FNG, réaffirmant la dynamique inter-agences et son engagement en faveur du programme national de nutrition.

Question 4: Enfin, nous savons que la nutrition est à la fois un « moteur et un marqueur » de développement durable. Quels sont les progrès réalisés par le Lesotho pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030 et comment la nutrition peut-elle être mise à profit pour accélérer ces progrès?

Salvator:

Les progrès ont été inégaux. En ce qui concerne l'ODD 4, le Lesotho a fait des progrès en matière de scolarisation primaire, atteignant presque le niveau universel. Au niveau secondaire, elle chute à 43%, ce qui révèle un haut niveau de décrochage scolaire. L'équité entre hommes et femmes est un autre domaine dans lequel des progrès relatifs ont été réalisés [ODD 5]. Le nombre de femmes qui participent aux processus politiques, telles que les femmes parlementaires, est de 25 sur 120. Bien que faible, ce chiffre indique une progression favorable. Le fossé des richesses s'est creusé. Le coefficient de Gini [ODD 10], une mesure des inégalités dans une économie est de 0,5,¹³ ce qui est assez élevé. En bref, le Lesotho a fait quelques progrès relatifs, mais d'autres ODD restent à la traîne. [Par rapport aux] indicateurs universels, nous nous situons encore assez bas.

13 Bureau of Statistics. 2019. Lesotho Multiple Indicator Cluster Survey 2018, Survey Findings Report. Maseru. Disponible à l'adresse https://mics-surveys-prod.s3.amazonaws.com/MICS6/Eastern%20and%20Southern%20Africa/Lesotho/2018/Survey%20findings/Lesotho%202018%20MICS%20Survey%20Findings%20Report_English.pdf.

Mary:

A l'heure actuelle, la faim et la malnutrition au Lesotho sont totalement incompatibles avec l'Agenda 2030 et la vision 2020 du pays. Parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle accélère les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 2, et les aspirations du Lesotho en matière de développement. L'UNN-REACH fédère les agences des Nations Unies pour planifier et convenir des domaines de soutien aux initiatives gouvernementales visant à réduire les effets de la malnutrition dans le pays. La structure de coordination nationale à plusieurs niveaux sur le développement durable a été établie, le niveau le plus élevé étant le comité national de surveillance qui est présidé par le Très Honorable Premier Ministre.

En outre, le coordonnateur résident des Nations Unies dirige l'équipe de pays de l'ONU dans le cadre de consultations avec le gouvernement visant à définir et à s'accorder sur la réponse stratégique des Nations Unies aux priorités de développement du gouvernement, en vue de réaliser des progrès substantiels dans la réalisation du programme mondial de développement pour 2030 et de ses 17 objectifs de développement durable. Cette réponse est inscrite au PNUAD, qui a été mis au point en collaboration avec le gouvernement et d'autres parties prenantes, et s'appuie sur l'analyse commune par pays, ainsi que sur des initiatives innovantes, notamment en termes de projections, d'élaboration de scénarios, de mobilisation du public, et d'autres processus. Ce cadre, qui a pour pilier les ODD, contribue à la réalisation des objectifs du Plan national de développement stratégique II et soutient l'aspiration du gouvernement du Lesotho à réaliser l'Agenda 2030.



PROFILS DE L'UNN



Une journée dans la peau d'une facilitatrice de l'UNN-REACH

RENCONTRE AVEC KOU BAAWO
AU LIBÉRIA

Récit 4

Le travail de facilitatrice ou facilitateur de l'UNN-REACH s'apparente à celui d'un jongleur expérimenté, qui maintient un équilibre entre des intérêts multiples et ne néglige aucune partie prenante ni ses préoccupations - autant qu'il peut être comparé à celui d'un maître de cérémonie qui parvient à suivre ce qui se passe à plusieurs endroits à la fois. C'est en tous cas ce à quoi ressemble une journée « normale », quand les obstacles qui entravent une approche multisectorielle de la nutrition sont à peu près prévisibles. Des obstacles tels qu'un manque de financement, un partenaire non coopératif ou une sécheresse inattendue peuvent être surmontés à l'aide de stratégies qui ont fait leurs preuves au fil du temps.

Le 1er mai 2020, nous (le Secrétariat du Réseau des Nations Unies) nous sommes entretenus avec Kou Baawo, la facilitatrice de l'UNN-REACH au Libéria depuis décembre 2018, qui nous a expliqué comment la pandémie de COVID-19 a bouleversé ce contexte. Le Libéria était en confinement, avec 152 cas. Bien qu'une telle prévalence reste relativement faible par rapport à d'autres pays, le gouvernement prenait les précautions nécessaires, et le travail de Kou, tel qu'elle le connaissait, était en grande partie en suspens. Il n'était pas possible de savoir pour combien de temps.

Ce contexte a suscité une réflexion sur ce que cela signifierait pour la gouvernance de la nutrition et sur comment son rôle devrait s'adapter. Quelles mesures pourrait-elle prendre pour éviter que l'élan en faveur de la nutrition ne s'essouffle face au COVID-19? Comment le travail de l'UNN-REACH, y compris ses analyses, pourrait-il être mis à profit et alimenter la réponse au COVID-19?



La facilitatrice de l'UNN-REACH, Kou Baawo, aux côtés du président de la Chambre et d'autres membres de la Chambre des représentants à l'issue d'une réunion sur le rôle de la 54e législature dans l'agenda de la nutrition, en avril 2019.

Secrétariat du SUN au Libéria/Mameni L. Morlai

Lors de notre entretien avec Kou, la réponse de l'UNN-REACH au COVID-19 était en cours de déploiement. Depuis, le plan de travail spécifique au pays a été approuvé et comprend la diffusion des messages de nutrition dans le contexte du COVID-19, destinés aux comtés et aux établissements de santé et le soutien aux mécanismes nationaux de coordination avec les agences des Nations Unies partenaires (FAO et Programme alimentaire mondial) ainsi que la création d'une nouvelle agence nationale d'assistance alimentaire. Le travail de Kou pour renforcer la capacité du Secrétariat du SUN du Libéria consisterait désormais à aider ces fonctionnaires à organiser et à gérer des réunions régulières par le biais de Zoom ou de Skype. Le plan de travail actualisé comprend également des dispositions visant à soutenir la mobilisation de ressources pour la nutrition et à poursuivre les processus de l'UNN-REACH, tels que l'Aperçu des plans et politiques (PPO) et la Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition. En outre, d'autres processus UNN-REACH qui impliquent des rassemblements et des déplacements ou des missions ont fait l'objet d'une restructuration.

Si à l'origine, cet article avait été conçu pour refléter la myriade de facteurs auxquels un facilitateur de l'UNN-REACH est confronté au quotidien, la pandémie a changé la nature de notre entretien, tout comme elle change la face du monde. Au lieu d'un regard direct sur ses défis quotidiens, Kou nous a donné une image de son travail dans le contexte actuel, par rapport à ce qu'il était avant la pandémie. Voici donc, selon ses propres termes, à quoi ressemblent les défis qu'elle rencontre en ce moment, comment ils contrastent avec ce qui se passait avant le COVID-19, et une hypothèse d'à quoi pourrait ressembler l'année prochaine.

Question 1: *Parlez-nous de votre quotidien aujourd'hui*

L'administration et les écoles publiques sont fermées en ce moment, et je travaille à la maison. Toutes les activités du REACH sont suspendues jusqu'à ce qu'une révision soit effectuée avant la reprise. Des échanges avec le Secrétariat du SUN en vue de la poursuite des activités actuelles au niveau multisectoriel ont révélé que [la] majorité des membres du Réseau rencontrent des difficultés à s'adapter à cette nouvelle façon de travailler, puisque beaucoup d'entre eux n'ont pas accès à

internet à leur domicile. Ce sont des choses auxquelles nous réfléchissons lors de la révision de nos plans. Nous envisageons d'envoyer des questionnaires par courrier électronique pour recueillir plus d'informations, au lieu de réunions en présentiel.

Au Libéria, la majorité du personnel de la plateforme multisectorielle (MSP) du Mouvement SUN n'a pas de support internet ou de smartphones pour se connecter à Zoom ou WhatsApp. C'est une difficulté à laquelle nous sommes confrontés depuis le début du confinement. Nous n'avons pas encore pu nous réunir en personne. Nous ne pouvons pas discuter des messages sanitaires liés au COVID-19 [envoyés par le siège] que nous avons et que nous souhaitons adapter au contexte local - des messages du type « Que faire si vous allaitez et que vous pensez être positive au COVID-19, ou si vous avez été exposée au virus ? »

Nos homologues gouvernementaux n'ont pas les technologies nécessaires pour poursuivre les réunions. Pour pouvoir continuer, nous voulons les soutenir. La technologie est le principal obstacle pour l'instant. Une plate-forme de communication a été mise en place pour faire face au contexte du COVID-19. Tous les messages de communication sont diffusés via cette plateforme.

Question 2: Comment progressait votre agenda avant le confinement?

La présence du REACH au Libéria a permis d'attirer l'attention sur le programme de nutrition et un élan plus fort s'est fait sentir depuis l'arrivée de dispositif. Le REACH a réactivé le Secrétariat du SUN, qui a commencé par engager diverses parties prenantes et organiser des réunions, pour finalement devenir une plateforme multisectorielle avec des membres de tous les secteurs.

Une autre réussite a été de s'engager auprès des législateurs pour attirer leur attention sur la nutrition. Lors de sa visite du 7 au 9 mars 2019, Gerda Verburg, la coordonnatrice mondiale [et sous-secrétaire générale] du SUN, a rencontré le Président. Cela a permis au Président de prendre conscience du fait que la nutrition figure au premier plan de l'agenda mondial et que le Libéria y est à l'honneur. Le gouvernement a déjà fait de la nutrition une priorité, en réduisant notamment le

retard de croissance. Il était donc nécessaire de se concentrer et de travailler avec le ministère de la Santé et le Secrétariat du SUN pour y parvenir. Le Président a nommé quelques hauts fonctionnaires avec lesquels nous pourrions travailler et, en mai 2019, nous avons engagé 33 législateurs.¹⁴ Actuellement, nous avons un responsable de la nutrition active à la Chambre des représentants. En outre, nous avons commencé à travailler à l'élaboration d'un plan stratégique multisectoriel de nutrition.

Le Libéria est divisé en quinze comtés, engagés par le biais des organisations de la société civile (OSC) et de l'Alliance de la Société civile du Mouvement SUN, avec des représentants des secteurs de la santé, de l'eau, de l'assainissement et de l'éducation, entre autres. Nous avons pu visiter sept comtés, où les actions de la société civile en matière de nutrition ont commencé. L'engagement que nous avons initié au niveau du comté a rapidement pris de l'ampleur et [malheureusement, il a lui aussi été interrompu]. Dans l'un des comtés, le directeur a été tellement impressionné par la réunion que nous avons eue avec eux en janvier dernier, qu'il a demandé une réunion de suivi avec le Secrétariat du SUN avant que le COVID-19 ne mette tout en suspens.



Le ministère de la Santé reçoit des fournitures de bureau et des équipements pour le Secrétariat du SUN au Libéria.

UNN-REACH/Kou Baawo

¹⁴ Plus d'informations sur <https://www.unnetworkforsun.org/news/un-nutrition-lobbying-starts-pay-liberia>.

Question 3: À l'avenir, comment votre plan aura-t-il été adapté à la pandémie?

Nous prévoyons de pousser les activités qui ne peuvent être mises en œuvre car le COVID a tout fait reculer d'un ou deux crans. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous prévoyons de faire une étude documentaire, en nous concentrant sur « l'impact du COVID-19 sur la nutrition des populations vulnérables, soit les femmes et les enfants de moins de cinq ans, en particulier ceux souffrant de malnutrition, ainsi que sur les questions de genre.



Portrait de Kou Baawo, la facilitatrice de l'UNN-REACH au Libéria.

Photographe anonyme

Nous nous concentrons actuellement sur le suivi des programmes existants. [Pour référence], nous utilisons le contexte d'Ebola et considérons ce qui a été fait pendant cette crise. Il y a eu un examen rapide des politiques et des stratégies visant à soutenir la réponse et le développement d'un plan national impliquant tous les secteurs, l'engagement et la participation des communautés, et la mise en place d'une équipe de gestion des incidents avec la participation des autorités du comté. La participation de toutes les parties prenantes, des partenaires au développement et de mise en œuvre et des donateurs a été un élément essentiel de la réponse.

Nous nous apprêtons à entamer la Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition, mais cette activité a été reportée. Le retard de croissance est un problème de premier ordre, mais avant de nous engager dans cette voie, nous voulions une stratégie multisectorielle à mettre en œuvre ensemble. Tous les secteurs ont des stratégies et des politiques différentes, il est nécessaire de s'aligner.

Nous sommes en train de transférer le point focal du Secrétariat SUN dans le bureau du Président, en faisant en sorte que les législateurs acceptent ce changement et soutiennent l'initiative (par le biais du point focal). Si nous nous arrêtons à ce stade, les progrès pourraient être bloqués.

Maintenant, les choses sont en suspens. Ces actions importantes que nous avons lancées doivent être poursuivies au cours de l'année à venir. Nous ne savons pas combien de temps durera la pandémie de COVID-19.

Question 4: Au vu de la situation actuelle, quelles sont vos deux principales demandes en matière de nutrition?

Le Libéria se remet d'une longue crise civile et d'une panne de son économie. En seulement deux années passées sous le nouveau gouvernement, la population a vécu d'aide humanitaire et d'aides sociales, puis connu la crise mondiale du COVID-19. Le Libéria se remet encore, et, surtout, le soutien fort aux programmes de nutrition est majoritairement orienté par les donateurs. Je demande que le gouvernement fasse avancer le programme de développement national en vue de la durabilité. Un plan de réponse stratégique multisectoriel pour la nutrition avec un programme commun pour soutenir les efforts en cours pourrait faire la différence. Enfin, afin de lutter contre le retard de croissance, qui constitue désormais une priorité nationale, il est important de mettre en œuvre des programmes de nutrition dans une optique globale, en engageant des actions de programme à tous les niveaux des ministères, agences et secteurs concernés.



Bien que la situation soit difficile et que de nouvelles complications surviennent, Kou ne baisse pas les bras. Depuis cet entretien,¹⁵ l'Aperçu des plans et politiques du Libéria a été achevé avec le soutien de l'UNN-REACH, ce qui indique que malgré le contexte, la nutrition progresse. Les résultats mettent en évidence la perspective d'une intégration plus poussée de la nutrition dans les plans et politiques sectoriels (par exemple, la santé, l'agriculture, l'eau, l'éducation) en articulant mieux les liens et en ajoutant des détails supplémentaires sur les approches de mise en œuvre. Cela constitue une bonne feuille de route pour le suivi, qui s'accélénera sans aucun doute à mesure que la crise du COVID-19 se dissipera.

¹⁵ Consultez <https://bit.ly/3msDqjH> pour voir l'Aperçu des plans et politiques du Libéria.



PROFILS DE L'UNN

Systematisation des progrès au Myanmar

MOMENTS FORTS DE LA RETRAITE
DU MOUVEMENT SUN ET DU
RÉSEAU DES NATIONS UNIES



Récit 5

Une retraite sur le thème de la nutrition organisée par le Réseau des Nations Unies du Myanmar s'est tenue à Yangon du 10 au 11 février 2020. Le but de cette retraite était de passer en revue les efforts collectifs de nutrition menés par les Nations Unies dans le pays au cours des trois dernières années et de consolider un plan commun pour aider le gouvernement à mettre en œuvre le Plan d'action national multisectoriel pour la nutrition (MS-NPAN). Bien que l'événement ait été conçu comme une retraite du Réseau des Nations Unies (UNN), un ensemble d'autres acteurs actifs dans le Mouvement SUN du pays y ont participé pour assurer alignement et complémentarité.



Le groupe des participants à la retraite du Réseau des Nations Unies de février 2020.

WFP Myanmar

De hauts représentants du gouvernement, d'organisations de développement et du monde universitaire étaient présents, notamment la présidente de l'UNN du pays, la directrice et coordonnatrice mondiale du Réseau des Nations Unies, des représentants et directeurs de pays de chaque agence membre, des collègues techniques ainsi que des représentants du Centre national de nutrition,¹⁶ de l'Alliance de la société civile SUN et du réseau d'entreprises SUN. L'atelier a été financé par l'UNICEF, l'agence qui préside l'UNN au Myanmar, les préparatifs étant dirigés par le facilitateur de l'UNN-REACH.

Le premier jour, les modérateurs ont informé les participants des progrès du mouvement SUN et de son Réseau des Nations Unies ainsi que du MS-NPAN. Cela a été l'occasion d'un partage d'expériences et d'apprentissage mutuel. Cette réunion a été suivie d'une séance de réflexion sur les priorités de l'UNN pour 2020. Le programme de la deuxième journée comprenait des sessions davantage interactives, couvrant divers sujets allant de la planification de la prochaine phase du MS-NPAN au financement public, en passant par la préparation d'événements de haut niveau et la poursuite des efforts visant à articuler les priorités du pays pour l'année à venir.

Soe Nyi Nyi, le facilitateur de l'UNN-REACH pour le Myanmar, s'est réjoui de la présence d'autant de parties prenantes. « Cela fait trois ans que la première retraite a eu lieu, ce qui est long. Nous devons discuter de ce qui est prévu par l'UNN et de ce que nous voulons réaliser, pour choisir les priorités pour la mise en œuvre du MS-NPAN, qui va de 2018 à 2023. [Cela nous a également donné l'occasion] de discuter des défis auxquels nous avons été confrontés et de la manière de renforcer le Réseau avec l'aide du gouvernement ».



Le facilitateur de l'UNN-REACH au Myanmar, Soe Nyi Nyi, anime une session de groupe au cours de la retraite de février 2020.

WFP Myanmar

¹⁶ Le Centre national de nutrition sert actuellement de secrétariat au Mouvement SUN du pays.

Retour sur les progrès réalisés de 2015 à aujourd'hui

L'engagement des gouvernements dans le domaine de la nutrition a toujours été fort, a fait observer le Dr Purnima Kashyap, directrice/coordonnatrice mondiale du Réseau des Nations Unies. Par exemple, la création du MS-NPAN en 2017-2018 était un processus mené par les pays. « Le Myanmar s'est approprié le rôle de facilitateur du REACH et soutient la facilitation du SUN. Ils continuent à travailler sur un agenda collectif. [La collaboration autour du MS-NPAN] n'a pas été menée par l'ONU, mais par ce groupe de parties prenantes contribuant à un plan national ».

L'expansion des programmes de nutrition qui en a résulté a permis de progresser sur plusieurs fronts. Selon les chiffres du Rapport mondial sur la nutrition de 2020, le Myanmar est en bonne voie pour atteindre les objectifs mondiaux en matière de surpoids des enfants de moins de cinq ans et d'allaitement exclusif.¹⁷ Alors que le retard de croissance a diminué, passant d'un peu plus de 40% en 1990 à 29% en 2016, il reste 1,4 million d'enfants de moins de cinq ans considérés souffrant d'un retard de croissance (DHS 2015-16). « Dans le même temps, la dénutrition aiguë, ou émaciation, reste élevée et touche 7% des enfants d'âge préscolaire. »¹⁸

Pendant la retraite, M. Soe a dirigé l'examen des progrès réalisés depuis 2015 pour s'assurer que les participants étaient alignés sur un même niveau de compréhension. Le recomptage a commencé avec le lancement, en 2015, de l'UNN comprenant quatre agences des Nations Unies, suivi de l'adhésion de quatre autres en 2016. M. Soe a ensuite décrit comment l'UNN s'était rapidement mobilisé pour soutenir le gouvernement en procédant à un vaste état des lieux de la nutrition (également connue sous le nom d'outils statistiques de l'UNN), par le biais de son service d'assistance technique, l'UNN-REACH. Ceci a aidé le pays à développer un plan de nutrition multisectoriel et à parties prenantes multiples, propriété de la nation, pour atteindre la faim zéro et permettre un développement

17 Development Initiatives Poverty Research Ltd. 2019. *Global Nutrition Report: Myanmar country profile*. Disponible à l'adresse <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/asia/south-eastern-asia/myanmar/>.

18 Government of Myanmar. 2018. *Multi-Sectoral National Plan of Action for Nutrition, 2018-2022*. Ministry of Health and Sports. Disponible à l'adresse <https://www.mohs.gov.mm/page/7190>.

plus vaste. La production d'évidences et les travaux de sensibilisation se sont poursuivis en 2017, parallèlement à l'élaboration d'une stratégie nationale de nutrition. En 2018, le MS-NPAN était finalisé et des plans étaient en cours pour élaborer des plans de nutrition au niveau des États et des régions. L'UNN a ensuite continué à soutenir le gouvernement dans la coordination de haut niveau qui implique également les agences des Nations Unies, la société civile et les donateurs. En 2019, des activités conjointes, telles que la mise à jour des directives alimentaires du Myanmar et la formation du Réseau SUN du secteur privé, ont été lancées, ce qui a permis aux participants de se tenir au courant de la situation actuelle.



Des collègues de l'ONU participent à un exercice interactif en février 2020 visant à stimuler une réflexion collective sur la nutrition.

WFP Myanmar

Résultat : simplifier l'agenda de nutrition

Un des besoins qui sont ressortis de la retraite de 2020 est que de nombreux points d'action méritent d'être simplifiés. Les retours des participants ont révélé que le plan de travail actuel, qui reflète les besoins des différents districts plutôt que la situation globale, présentait des difficultés de mise en œuvre. L'ordre du jour doit être rationalisé en fonction des questions qui feront vraiment la différence. L'un des résultats de la réunion a été un accord visant à réduire la liste aux actions collectives, au lieu d'inclure celles menées par des agences individuelles.

Purnima a souhaité accorder une plus grande attention aux résultats. « Le gouvernement n'a pas hésité à débloquer des ressources, à identifier les problèmes liés à leur allocation et à solliciter du financement auprès de sources externes, ainsi qu'à viser une plus grande redevabilité ». Cela permettra de mesurer l'impact du MS-NPAN. Les participants à la retraite ont convenu que celui-ci devrait être rédigé en y incorporant plus grande responsabilité.



La directrice et coordonnatrice mondiale du Réseau des Nations Unies prononce un discours d'encouragement lors de l'atelier de février 2020.

WFP Myanmar

Depuis le Myanmar, M. Soe nous a expliqué que le suivi se ferait à deux niveaux. « Le premier est le niveau technique. L'ordre du jour principal de la réunion technique était de savoir comment continuer à soutenir le MS-NPAN. C'est ce qui se passe chaque semaine, sur Zoom en raison de la pandémie [de COVID-19]. Le deuxième est le niveau des chefs d'agence, dont nous n'avons pas pu organiser le suivi en raison de la crise sanitaire. Les restrictions sont plus strictes. Nous travaillons maintenant virtuellement mais nous ne nous sommes pas rencontrés en personne depuis la retraite. »

Tout comme le reste du monde, le Myanmar a été confronté à la pandémie. Le premier cas de COVID-19 dans le pays a été enregistré le 23 mars 2020, ce qui a partiellement entravé la dynamique créée par la conférence. « On voit apparaître une “nouvelle normalité” dans le contexte du COVID, » a déclaré M. Soe. « Nous échangeons déjà sur comment poursuivre. [La première étape consiste à relever] les défis technologiques au niveau infranational afin de mener une coordination virtuelle avec les régions et les États. »

Après la retraite, Purnima nous a fait part de sa réflexion sur son impact. « L'engagement collectif des Nations Unies, des gouvernements, du Réseau du secteur privé, de la Banque mondiale, des donateurs et de la société civile a été le principal point fort de la réunion. Ils [les fonctionnaires du gouvernement] planifiaient le plan de travail annuel en fonction de la contribution de l'ONU. Ils ne s'intéressaient pas seulement à l'engagement national, mais aussi infranational. Le Myanmar s'est engagé en nutrition au niveau des districts. » Il faudra certainement s'adapter à cette « nouvelle normalité », mais avec un engagement ferme du pays dans le Mouvement SUN et une telle détermination à réussir, le Myanmar est en bonne voie pour reprendre pied et continuer à réduire la malnutrition sous toutes ses formes.





PROFILS DE L'UNN

Des acteurs non
traditionnels de la
Papouasie-Nouvelle-
Guinée alignent leurs
priorités en nutrition



Récit 6

Située en Mélanésie, sur la moitié orientale de la Nouvelle-Guinée, la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) a un profil nutritionnel caractérisé par un ensemble atypique de facteurs. Avec seulement 18% de sa population vivant en zone urbaine,¹⁹ ce pays de huit millions d'habitants est en large majorité rural, et le retard de croissance y touche un enfant de moins de cinq ans sur deux, soit environ le double de la moyenne des pays en développement.²⁰ Les causes, qui découlent de la pauvreté, sont notamment des problèmes environnementaux et un manque d'accès au marché. Ces chiffres proviennent de l'enquête sur les revenus et les dépenses des ménages de Papouasie-Nouvelle-Guinée, menée en 2009-2010. L'absence de données plus récentes met en évidence deux domaines qui nécessitent une attention urgente si l'on souhaite améliorer la gouvernance de la nutrition: le renforcement des capacités et l'allocation budgétaire.

« En PNG, il n'y a pratiquement pas de donateurs. Si vous parlez de nutrition, personne ne se bat pour avoir la parole. Personne n'est en concurrence pour les mêmes ressources. En raison de son statut de pays à revenu moyen inférieur, vous devez générer vos propres ressources internes » explique Hanifa Namusoke, spécialiste de la nutrition pour l'UNICEF, qui a travaillé en PNG de 2015 à 2019.

Les trois principales sources de revenus du pays sont l'agriculture et l'élevage, la sylviculture, et l'exploitation minière et pétrolière. Le statut des ressources de la PNG a un effet dissuasif auprès des donateurs. Ceux qui financent des interventions de nutrition dans les pays à statut économique inférieur ne sont pas actifs en PNG. Cependant, de la même manière que la pandémie de COVID-19 a apporté quelques opportunités inattendues, cela confère aussi un avantage caché au pays. En l'absence de fonds provenant de donateurs, les partenaires du développement ont dû se regrouper, avec un sentiment d'urgence plus fort que dans un autre contexte, pour aligner leurs efforts sur le gouvernement et avoir un impact auprès de la population locale.

19 Tean, O., Nouwah, S., Apeng, D., & Basse, T. 2020. Strengthening nutrition coordination and advocacy in Papua New Guinea: Role of the SUN Pooled Fund. Emergency Nutrition Network. Nutrition Exchange, Issue 13:24–25. Disponible à l'adresse <https://www.enonline.net/nex/13/png>.

20 Development Initiatives Poverty Research Ltd. 2019. Global Nutrition Report; Papua New Guinea country profile. Disponible à l'adresse <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/oceania/melanesia/papua-new-guinea/>.

Cela a donné lieu à la participation d'agences de l'ONU moins « traditionnelles » dans ce domaine au Réseau des Nations Unies (UNN). Aux côtés des membres attendus, tels que le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont participé activement à l'arène de la nutrition. Même si les collègues des Nations Unies ne désignent pas le groupe sous le nom de « Réseau des Nations Unies » en tant que tel, une collaboration forte en nutrition lie ces agences et des arrangements institutionnels intéressants existent pour ce faire. Ces efforts ont été soutenus par le coordonnateur résident des Nations Unies de l'époque, Roy Trivedy, qui a joué un rôle essentiel en veillant à ce que le plan d'action stratégique national chiffré pour la nutrition pour 2018-2022, soit accepté par le gouvernement de la PNG.



Deux organes de coordination: Personnes et Prospérité

Les alliances pour la coordination multisectorielle sont divisées en deux groupes définis par le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2018-2022: « Peuple » et « Prospérité ». Ce lien est important pour formaliser l'architecture de coordination des Nations Unies en nutrition et pour inciter les agences à adhérer. « Peuple », en tant que plus grand groupe, couvre les secteurs de la santé, de la nutrition, du VIH/SIDA, de la violence à l'égard des femmes et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Parallèlement, le groupe « Prospérité » traite des questions similaires sous l'angle économique. Ces coalitions clarifient les priorités à présenter au leadership de l'ONU et aux responsables gouvernementaux.

La coordination se fait au sein de chaque groupe ainsi qu'entre eux. Les groupes ont travaillé ensemble pour soutenir le développement de la première politique nationale de nutrition en PNG (2016-2026) ainsi qu'un plan d'action stratégique qui a été achevé en 2018, révisé en 2019 et lancé en octobre de la même année. À l'heure actuelle, dans leurs actions de plaidoyer auprès des autorités locales en faveur d'une politique de nutrition, les deux groupes se concentrent sur la réduction des niveaux de retard de croissance du pays qualifiés d'alarmants (50% au niveau national).



Le système de présidence de l'UNN de la PNG est sans équivalent, avec deux postes à la présidence et deux à la co-présidence. L'UNICEF assure la présidence et l'OMS la coprésidence du groupe « Peuple », tandis que le groupe « Prospérité » est présidé par le FENU et co-présidé par la FAO.

La planification conjointe se traduit par des mandats individuels pour des organisations telles que l'UNICEF ou le PNUD. En outre, la PNG fait partie de l'initiative « Unis dans l'action », qui renforce les efforts pour lutter contre le retard de croissance et l'émaciation dans le cadre de l'objectif de développement durable 2 (ODD 2), entre autres. L'UNICEF se concentre sur des interventions nutritionnelles directes comme l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, et la FAO complète son assistance technique se concentrant sur une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels. Un troisième partenaire, la Banque mondiale, a accordé un prêt pour soutenir ces deux voies.²¹

En 2011, le retard de croissance n'a pas été inscrit au PNUAD (2012-2017) en tant que domaines de résultats de la PNG, un oubli qui a eu des conséquences désastreuses. Dans le dernier PNUAD (2018-2022), le retard de croissance est désormais mis en avant comme un résultat direct du groupe « Peuple ». Un troisième exemple est le soutien apporté par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et l'UNICEF aux cliniques de santé dans les zones rurales, où les agents de santé organisent des séances d'information avec les mères sur les techniques parentales, la nutrition, et comment prendre soin d'elles.

Intégration avec le gouvernement local

En 2018-19, l'ONU a collaboré avec le réseau de l'Alliance de la Société civile du Mouvement SUN pour que le Premier ministre et le ministre de la Planification et du Suivi national se fassent « champions de nutrition ». En

²¹ World Bank Group. 2020. World Bank Commits to Papua New Guinea's Fight Against COVID-19. Press release. Disponible à l'adresse <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/04/14/world-bank-commits-to-papua-new-guineas-fight-against-covid-19>.

outre, l'ONU a fourni un soutien technique aux organisations de la société civile et du monde académique pour la recherche en matière de nutrition qui a alimenté le plaidoyer. Ensemble, ces efforts ont permis à la nutrition d'occuper une place plus importante dans l'agenda politique, ce qui a conduit le Premier ministre à lancer un appel à l'action pour lutter contre la malnutrition famille par famille.²²

Défis rencontrés

Bien que la présidence soit assurée par plusieurs agences et que le coordonnateur résident ait tenté d'apporter un soutien technique à chaque agence pour parvenir à des comptes rendus efficaces, de nombreux obstacles restent à surmonter. Au cours de la période de référence 2018-2019, le programme de nutrition collective a rarement été présenté lors des réunions de l'équipe de pays des Nations Unies, ce qui indique que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour adhérer pleinement à l'esprit collectif de l'UNN.²³

Comme dans de nombreux pays, la réponse au COVID-19 a ouvert de nouvelles options pour surmonter le défi susmentionné. Un nouveau financement du secrétaire général fait de la collaboration une condition pour les différentes agences qui composent les groupes Peuple et Prospérité. Afin de garantir un impact maximal dans les domaines de la nutrition, de la santé, de l'eau, de l'assainissement et d'autres secteurs, les différents acteurs travaillent ensemble pour mettre en œuvre des activités communes avec ces nouveaux fonds.

22 Tean, O., Nouwah, S., Apeng, D., & Basse, T. 2020. Strengthening nutrition coordination and advocacy in Papua New Guinea: Role of the SUN Pooled Fund. Emergency Nutrition Network. Nutrition Exchange, Issue 13:24– 25. Disponible à l'adresse <https://www.enonline.net/nex/13/png>.

23 UN Network Secretariat. 2019. *UN Network Papua New Guinea country profile*. Disponible à l'adresse <https://bit.ly/3a0c6ET>.



La Banque mondiale a approuvé un projet d'urgence de 20 millions de dollars (environ 70 millions de kinas) pour la PNG afin d'apporter un soutien rapide à la réponse du pays à la pandémie de COVID-19. L'engagement fait partie d'un ensemble plus large de financements de la Banque mondiale visant à relever un certain nombre de défis sanitaires les plus urgents du pays.

Des efforts pour une amélioration sans relâche

Diverses agences des Nations Unies coordonnent actuellement leurs programmes. Par exemple, la FAO et plusieurs organisations de la société civile examineront les programmes de l'UNICEF avant de lancer le leur, mais l'alignement du financement n'est pas encore entré dans ce processus. Il y a encore des doublons dans le processus d'établissement des comptes rendus, chaque agence déposant son propre rapport au lieu de se concentrer sur les projets en tant que collectif. « Globalement, l'importance de bons comportements en matière de santé parmi les populations locales n'est pas seulement l'affaire d'une seule agence, c'est un effort collectif, » a souligné Marielle Sander, représentante du FNUAP dans le pays.

Hanifa a également fait part de son point de vue. « Ce dont la PNG a besoin, c'est de quelqu'un pour lancer [une meilleure coordination]. Pour les cinq prochaines années, le pays a besoin de quelqu'un pour les tenir à l'ordre du jour, pour intégrer la nutrition dans sa gouvernance. » Otto Tean, le point focal SUN au gouvernement, est basé dans le département de planification nationale et demande clairement un soutien accru des réseaux SUN, y compris de l'UNN. Le fait de disposer de plus de données pourrait certainement faciliter ces efforts et orienter la prise de décision de manière à faire une réelle différence sur le retard de croissance chez les enfants.





PROFILS DE L'UNN



*Leadership, coordination
et plaidoyer : trois éléments
fondamentaux pour renforcer
l'action commune en faveur de
la nutrition au Rwanda*

ENTRETIEN AVEC LE COORDONNATEUR
RÉSIDENT DES NATIONS UNIES

Récit 7

Lors de son adhésion au Mouvement SUN en 2011, le Rwanda figurait parmi ses premiers membres. Entre 2012 et 2016, le pays a reçu le soutien de l'UNN-REACH, qui l'a aidé à alimenter des approches telles que la programmation conjointe de la nutrition.²⁴ Le Réseau des Nations Unies (UNN) a été créé en 2016, après la suppression progressive de la mobilisation du REACH dans le pays. Ce réseau comprend cinq agences des Nations Unies: l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (WFP).

Nous nous sommes entretenus avec Fodé Ndiaye, le coordonnateur résident des Nations Unies au Rwanda depuis juillet 2017, pour connaître son point de vue sur la nutrition et la collaboration des Nations Unies dans le pays. Avant sa nomination au Rwanda, Fodé a occupé le poste de coordonnateur résident et de coordonnateur humanitaire au Niger pendant cinq ans. Les responsables de différentes agences des Nations Unies dans le pays ont contribué à la préparation de cet entretien, notamment Julianna Lindsey (UNICEF), Edith Heines (WFP), Gualbert Gbehounou (FAO), et Dr Kasonde Mwinga (OMS) ainsi que la responsable d'équipe du bureau du coordonnateur résident, Josephine Ulimwengu.



Fodé Ndiaye (à gauche), le coordonnateur résident des Nations Unies au Rwanda, lors de sa visite du site de programmation des Nations Unies en octobre 2019, à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation.
FAO/Teopista Mutesi

²⁴ Fondée en 2008, l'initiative UNN-REACH (Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants) emploie une approche multisectorielle pour renforcer les capacités nationales en matière de gouvernance de la nutrition et pour intensifier les actions contre la malnutrition.

Question 1: Selon vous, quel est le rôle du coordonnateur résident en ce qui concerne la nutrition?

Ce rôle est axé sur le leadership, la coordination et le plaidoyer. En tant que coordonnateur résident, je dirige le travail de l'équipe de pays des Nations Unies, qui se compose de tous les responsables d'agences de l'ONU, et qui est la plus haute instance dirigeante de l'ONU au Rwanda. La nutrition occupe une part importante de notre Plan d'aide au développement des Nations Unies 2018-2023 (PNUAD II, désormais connu sous le nom de Cadre de coopération), qui est aligné et contribue à la mise en œuvre de la Stratégie nationale de transformation [2017-2024], qui, elle aussi, se base sur l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063 pour l'Afrique.²⁵ Le PNUAD II a un résultat directement lié à la nutrition: le résultat 3, qui établit que « D'ici 2023, les Rwandais, en particulier les plus vulnérables, bénéficient d'un accès accru et équitable à l'éducation, la santé, la nutrition et des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène de qualité ». La nutrition est également intégrée dans les autres piliers du PNUAD II, à savoir la transformation économique et la gouvernance transformationnelle.

Une réalisation concrète importante en nutrition pour les Nations Unies au Rwanda été le développement du programme commun des agences des Nations Unies, Lutter efficacement contre la malnutrition chronique au Rwanda: Phase I (2013-2018) et Phase II (2018-2023),²⁶ qui se superpose aux agences impliquées dans le Mouvement SUN. Ce programme de 6,5 millions de dollars est soutenu par la Direction suisse du développement et de la coopération et par des agences des Nations Unies, dont la FAO, l'UNICEF, l'OMS, le Programme alimentaire mondial et le FIDA, en collaboration avec d'importants ministères tels que le ministère des Collectivités locales, le ministère de l'Égalité des sexes et de la Promotion de la famille, le ministère de la Santé, le ministère de l'Agriculture et, bien sûr, le Programme national de développement de la petite enfance (NECDP). Le NECDP est un programme gouvernemental dont la mission générale est de coordonner toutes les interventions

²⁵ L'Agenda 2063 est le schéma directeur et le plan directeur pour transformer l'Afrique en puissance mondiale de l'avenir. Disponible à l'adresse <https://au.int/fr/agenda2063>.

²⁶ *Effectively Fighting Chronic Malnutrition in Rwanda: Phase I (2013–2018) and Phase II (2018–2023)*.

qui soutiennent un développement adéquat pour les enfants, de la conception à six ans, comme le prévoit la Politique de développement de la petite enfance.²⁷ Nous avons veillé à mettre l'accent sur ces liens multisectoriels, encore plus dans la phase II du programme, pour traiter le retard de croissance dans le pays. Le programme conjoint a été approuvé par les entités gouvernementales participantes ainsi que par le ministère des finances, et le gouvernement dirige la mise en œuvre des activités du programme et fournit un soutien en nature.



²⁷ Le NECDP est le programme national mandaté pour coordonner l'action intersectorielle afin de mettre en œuvre des interventions communautaires de nutrition, y compris la surveillance et la promotion de la croissance au niveau communautaire, les démonstrations culinaires, les poudres de micronutriments pour réduire l'anémie chez les jeunes enfants et les potagers pour accroître la diversité alimentaire.

En tant que coordonnateur résident, je représente également les Nations Unies dans différents mécanismes de coordination, par exemple en coprésidant les réunions trimestrielles du Groupe de coordination des partenaires au développement (DPCG) et la Retraite annuelle des partenaires au développement, où le gouvernement et les partenaires au développement se rencontrent pour discuter des questions importantes, notamment la nutrition, liées au développement du Rwanda. J'apporte le point de vue des Nations Unies, mais aussi les perspectives qui se dégagent des discussions au sein du groupe DPC par le biais de réunions mensuelles.

Question 2: Comment le cadre des ODD et une meilleure compréhension de la nutrition ont-ils contribué à galvaniser l'action collective des Nations Unies?

Le gouvernement du Rwanda considère depuis longtemps qu'améliorer la nutrition est une priorité absolue. La nutrition est également liée au renforcement du capital humain, qui est essentiel pour que le pays puisse atteindre ses objectifs de développement. Le cadre des ODD, comme je l'ai déjà mentionné, a souligné l'importance d'appliquer une approche multisectorielle qui recoupe d'autres objectifs. Au moins douze des dix-sept objectifs, y compris les ODD2, contiennent des indicateurs très pertinents pour la nutrition. Dans le pays, nous avons diverses politiques et stratégies sectorielles qui sont alignées sur les ODD et qui constituent un bon point d'entrée pour l'action des Nations Unies en faveur de la nutrition. La sensibilisation à l'Agenda 2030 contribue également à promouvoir le développement durable conformément à la Vision 2050 du gouvernement visant à améliorer le niveau de vie.

Les ODD font la promotion d'un agenda collectif et aucune agence des Nations Unies ne peut être la seule à chapeauter un ODD – et ceci alimente le processus commun de création des documents de programme par pays des agences et un environnement propice au travail en commun. La situation actuelle liée au COVID-19 a eu des répercussions sur nos activités, mais elle a également donné l'occasion de renforcer davantage les éléments collectifs de soutien aux actions pertinentes des plans de développement du gouvernement, où figure la nutrition.

Question 3: Pouvez-vous nous en dire plus sur l'impact du COVID-19 sur l'action conjointe des Nations Unies pour la nutrition au Rwanda?

Les Nations Unies ont désormais finalisé leur programme commun contre le COVID-19, qui était une occasion pour l'ONU d'aider à façonner le plan de relance économique du gouvernement. Le programme commun comprend un volet important sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que sur la protection sociale. Même au sein du groupe des partenaires au développement, nous avons veillé à ce que la nutrition fasse partie des quatre sous-groupes qui ont été créés pour soutenir la lutte contre le COVID-19, notamment le sous-groupe pour la protection sociale et les personnes vulnérables, codirigé par l'UNICEF et le DFID, ainsi que le sous-groupe pour la sécurité alimentaire, l'agriculture et la nutrition, dirigé par la FAO, le Programme alimentaire mondial et l'UE.

Ces nouvelles plates-formes et le travail commun qui y est réalisé nous ont permis d'impliquer davantage d'acteurs concernés. Grâce à l'évaluation conjointe des Nations Unies sur l'impact socio-économique du COVID-19, certains messages et recommandations politiques ont été partagés avec le gouvernement et les parties prenantes dans le pays, notamment sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Le Réseau des Nations Unies a également soutenu la collecte de données d'analyse rapide pour aider à fournir au gouvernement les bonnes données afin de mieux gérer leur distribution alimentaire pendant la pandémie.

Le résumé des politiques sur le COVID-19 et la nutrition du Secrétariat SUN²⁸ nous a montré comment le COVID-19 a pu avoir des retombées négatives à travers le pays. Par exemple, l'accès à l'alimentation scolaire a été affecté par la fermeture des écoles et par la fermeture des centres de développement de la petite enfance [faisant partie du programme national de développement de la petite enfance], des lieux où les jeunes enfants ont normalement accès à de la nourriture au niveau communautaire. Toutefois, l'approche communautaire du Rwanda dans le domaine l'aide à lutter contre la malnutrition.

28 SUN Movement Secretariat in collaboration with MQSUN+ and the global SUN networks. 2019. SUN Movement Information Note on COVID-19 and Nutrition. Disponible à l'adresse https://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2020/04/SUN-COVID-19_InformationNote_ENG.pdf; SUN Movement Secretariat. 2019. COVID-19 and Scaling Up Nutrition Factsheet. Geneva. Disponible à l'adresse https://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2020/11/COVID-19-factsheet_NOV_EN.pdf.

Question 4: Le rôle renforcé de coordonnateur national vous a-t-il permis de favoriser une action collective en matière de nutrition?

Les efforts de coordination sont mieux soutenus lorsque le bureau du coordonnateur résident occupe une place forte et que des ressources humaines supplémentaires sont déployées dans les domaines clés, tels que la planification stratégique et la direction d'équipe, l'économie, le financement du développement et le partenariat, la gestion des données et l'établissement de comptes rendus, et la communication et le plaidoyer. Nous avons rassemblé toutes les agences qui s'occupent de divers droits, dont le droit à l'alimentation, nous coordonnons non seulement la programmation, mais aussi la politique et le plaidoyer. Certains des programmes communs ne sont pas étiquetés comme étant des programmes de nutrition, mais ils soutiennent néanmoins des progrès dans ce domaine. Par exemple, le programme agricole commun sur l'autonomisation économique des femmes en milieu rural couvre des activités de communication sur le changement social et comportemental afin de promouvoir la consommation d'aliments nutritifs chez les petites exploitantes agricoles, ainsi que la protection de l'environnement et une agriculture résiliente.

Le retard de croissance et l'anémie touchent les enfants de moins de cinq ans et les femmes en âge de procréer davantage que d'autres tranches de la population, c'est pourquoi nous avons également fait appel à des agences qui emploient une approche axée sur les questions d'égalité hommes-femmes, comme ONU Femmes. Dans tous nos travaux, nous sommes déterminés à atteindre les plus vulnérables - les enfants, les femmes, les personnes handicapées et autres - sans laisser personne pour compte.

Nous élargissons également le travail pour garantir que les programmes des Nations Unies fonctionnent dans le cadre du lien entre l'humanitaire, le développement et la paix. Nous soutenons les réfugiés ainsi que les communautés qui les accueillent, et nous aidons les jeunes entrepreneurs à développer leurs compétences et à mettre sur la table des aliments plus abordables. Nous sommes également en train de lancer un nouveau programme en collaboration avec l'ONU en RDC [République démocratique du Congo] sur le commerce transfrontalier et la cohésion sociale au Rwanda et en RDC. Un aspect important du programme consiste à améliorer les moyens de subsistance des personnes vivant dans les zones frontalières.

Question 5: Comment tirer au mieux parti de la nutrition dans le cadre des réseaux SUN existants au Rwanda?

C'est seulement en appliquant une approche multisectorielle s'attaquant à la fois aux facteurs immédiats et sous-jacents qui impactent la nutrition que nous pourrons réduire la malnutrition dans le pays. Et une coordination efficace est la clé du succès. Un certain nombre de réseaux SUN sont actifs au Rwanda, notamment l'Alliance de la société civile, le Réseau des donateurs et le Réseau universitaire. Le groupe de travail technique pour l'alimentation, la nutrition et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) est également une plateforme de coordination. L'UNN soutient le processus de collaboration avec le secteur privé, mais pour l'instant aucun réseau dédié n'a été mis en place. Nous envisageons également de travailler avec le secteur privé par le biais d'autres mécanismes, tels que le DPCG, non pas spécifiquement sur la nutrition mais dans le cadre du programme de développement et du soutien au développement du capital humain dans le pays.



Question 6: Quels sont, selon vous, les succès récents du Réseau des Nations Unies?

Il y a l'élaboration de la nouvelle politique nationale de nutrition, qui a été approuvée par le groupe des ministères sociaux, mais le cabinet doit encore donner son approbation finale. Les agences de l'ONU ont soutenu la publication de directives alimentaires nationales, l'intégration de la nutrition dans le programme d'études actualisé des agents de santé communautaires et la mise en place de soins nutritionnels pour la prévention et la gestion des maladies non transmissibles liées à l'alimentation au niveau des établissements de santé.

Question 7: Pouvez-vous décrire certains des défis qui restent à relever pour l'engagement des Nations Unies dans le domaine de la nutrition et comment ils pourraient être surmontés?

Bien sûr, nous avons encore des défis à relever. Les données actuelles montrent une diminution des niveaux de retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans, passant de 44% en 2010 à 38,2% en 2015, mais la prévalence reste encore élevée, notamment parmi les ménages en milieu rural et dans la Province de l'Ouest (45%). Le niveau d'émaciation a diminué de 5 à 2% entre 2010 et 2015.²⁹ Nous ne connaissons toujours pas l'impact réel du COVID-19 sur la dénutrition.

Un autre élément à souligner est une hausse des maladies non transmissibles (MNT) dans le pays, notamment l'obésité dans certaines tranches d'âge, ce qui nécessite une attention particulière.³⁰ Ce double fardeau de la malnutrition est actuellement traité par le biais des directives alimentaires, et également par la

²⁹ National Institute of Statistics of Rwanda. *Demographic and Health Survey (DHS)*. Disponible à l'adresse <https://www.statistics.gov.rw/datasource/demographic-and-health-survey-dhs>.

³⁰ En 2015, la prévalence nationale du surpoids chez les moins de cinq ans était de 7,9%, ce qui représente une légère augmentation par rapport aux 6,9% de 2010. Par ailleurs, 9,3% des femmes et 1,9% des hommes sont obèses (Development Initiatives Poverty Research Ltd. 2019. *Global Nutrition Report : Rwanda country profile*. Disponible à l'adresse <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/africa/eastern-africa/rwanda/#profile>).

qualité d'interventions spécifiques à la nutrition réalisées via le secteur de la santé et l'intensification d'interventions contribuant indirectement à la nutrition, comme l'agriculture, l'eau, l'assainissement et la protection sociale. L'ONU joue un rôle clé dans ce domaine.

Le gouvernement doit également mettre en place des stratégies à long terme pour garantir l'approvisionnement en produits nutritionnels essentiels, comme des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi et des micronutriments en poudre. L'utilisation de données pour informer la programmation doit également être renforcée. Le Rwanda est un pays riche en données et doté de systèmes de surveillance de routine robustes, toutefois nous devons mieux les utiliser pour les discussions politiques afin de garantir une utilisation équitable des ressources. Nous avons un partenariat solide avec l'Institut national de la statistique du Rwanda (NISR). À mon avis, nous devons vraiment aborder les questions de durabilité et d'allocation budgétaire, car lorsqu'il s'agit, par exemple, de lutter contre le retard de croissance, le Rwanda est fortement dépendant du financement extérieur par le biais de la Banque mondiale et d'autres partenaires au développement.

Il est vraiment important que nous concentrons nos efforts sur le financement. Grâce en partie à nos travaux de plaidoyer, le Rwanda a été inclus comme l'un des quinze pays impliqués dans le Cadre de financement national intégré [INFF], une initiative du programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement des ODD, qui se concentre sur les ressources nationales. L'INFF a été lancé par le Premier ministre [Édouard Ngirente] dans le cadre de la commémoration de l'ONU75 le 21 septembre 2020. Le gouvernement du Rwanda a désormais une meilleure compréhension du coût des ODD, notamment d'éliminer la faim et à la pauvreté, et des flux financiers, tant en termes de catégories que de montants, que le pays peut utiliser.

Question 8: *Quels sont, selon vous, les enseignements tirés de ces expériences?*

Au départ, les agences des Nations unies travaillaient en silos avec une approche fragmentée, mais le Rwanda a été l'un des pays pilotes de l'initiative "Unis dans l'action". Lorsque nous avons entrepris de mettre en place le

Réseau des Nations Unies, cela nous a permis de travailler ensemble dans le cadre d'une approche davantage coordonnée et de combiner les ressources, d'accroître les synergies et d'éviter les chevauchements et les doubles emplois. Nous n'avons plus de programmes spécifiques de nutrition fournis par les agences individuelles des Nations Unies, à la place, nous avons le programme commun dérivé du PNUAD II (UNSDCF). Cela a également débloqué des ressources de la Coopération internationale suisse, qui ont servi de base au programme commun sur le retard de croissance.

Une autre leçon a été de constater les avantages d'une mise en commun des efforts. En tant que coordonnateur résident, j'ai soutenu trois approches pertinentes en matière de nutrition et acceptées par l'équipe de pays des Nations Unies. Il s'agit notamment de: (1) une approche thématique - la nutrition était un thème sur lequel nous devons concentrer nos efforts communs, (2) une approche géographique - nous avons lancé le programme commun dans deux districts et cela a donné quelques résultats positifs pour la réduction du retard de croissance, sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour les prochaines étapes, et (3) une approche plus large - nous sommes allés au-delà des acteurs des Nations Unies et avons fait appel à davantage d'agences et d'institutions, mais à travers d'autres thématiques, comme le genre, la jeunesse, la gouvernance, etc.



Question 9: *Quelles sont les prochaines étapes pour la nutrition au Rwanda?*

Les Nations Unies attendent maintenant l'approbation par le Cabinet de la nouvelle politique nationale de nutrition, mise au point récemment. Une fois approuvée, l'ONU soutiendra sa diffusion auprès des parties prenantes, ainsi que sa mise en œuvre. Un tableau national de composition des aliments en cours d'élaboration constituera une bonne référence pour les professionnels et les responsables de la politique alimentaire. Une prochaine étape importante pour le Réseau des Nations Unies est d'assurer la durabilité de la nutrition; en effet, dans le cadre du système de suivi, d'évaluation, de responsabilisation et d'apprentissage du SUN, le Rwanda a obtenu la note la plus basse en matière de mobilisation des ressources (65%), c'est pourquoi nous devons renforcer la mobilisation des ressources nationales.³¹

Comme on dit au pays des mille collines, turi kumwe: nous travaillons ensemble pour surmonter cette pandémie [de COVID-19], pour mieux reconstruire le pays et pour soutenir fermement notre programme de nutrition. La coordination, le partenariat, les données et l'analyse, le financement et la durabilité restent essentiels!



31 Secrétariat du Mouvement SUN (SMS). Rwanda. Disponible sur <https://scalingupnutrition.org/fr/pays-sun/rwanda/>



PROFILS DE L'UNN

*Du Kenya au Philippines,
l'UNN à l'origine d'échanges
animés sur comment combattre
le paradoxe sous-nutrition/
surnutrition*



TEMPS FORTS DU RASSEMBLEMENT MONDIAL
DU SUN DE 2019

Récit 8

Une pléthore d'acteurs de la nutrition venus des quatre coins du monde se sont réunis au Népal du 4 au 7 novembre 2019 pour partager leur expérience, échanger des conseils et réfléchir ensemble à ce que l'avenir leur réserve. Neuf ans après la création du Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition, celui-ci se trouve à la croisée des chemins à une époque où les questions de nutrition sont plus complexes et plus imbriquées que jamais. Faudrait-il devenir universel? Formaliser sa présence régionale? Rassembler sous un même toit les secrétariats des réseaux mondiaux qui le composent? Ce ne sont là que quelques-unes des questions auxquelles le Mouvement SUN est confronté, alors que le nombre de personnes sous-alimentées et en surpoids augmente et que les données suggèrent que ce sont les deux faces d'une même médaille. Les pays et la communauté de la nutrition sont en train de déterminer comment s'attaquer à ce que l'on appelle le « triple fardeau » de la nutrition - dénutrition, carences en micronutriments, surpoids et obésité - en sachant que les politiques et les paradigmes doivent être recalibrés et que de nouveaux acteurs doivent être impliqués. La plupart des participants s'accordent à dire que la collaboration et le partenariat sont au cœur de cette grande tâche et ont fait du Rassemblement mondial du SUN de 2019 un espace où se concentrer sur le « comment ».

Le Secrétariat du Réseau des Nations Unies (UNN) n'a pas hésité à aborder le thème du triple fardeau en organisant un atelier le deuxième jour où la parole a été donnée à des orateurs gouvernementaux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, aux côtés d'experts internationaux. Attirant plus de 100 participants, la session a été une excellente occasion de présenter un nouveau rapport de la Banque mondiale sur l'obésité, qui met en évidence les *Conséquences sanitaires et économiques d'un défi mondial imminent*. Le représentant de la Banque mondiale a également évoqué la nécessité de constituer une base de données factuelles dans le cadre des efforts de renforcement de la lutte contre le surpoids et l'obésité, comme la formulation d'une politique de lutte contre l'obésité au niveau national.



Les participants assistent à un panel multi-pays en novembre 2019 pour se faire une idée des mesures prises au niveau national pour lutter contre le surpoids et l'obésité.
Secrétariat de l'UNN/Sarah Cruz

Victor Aguayo, responsable mondial du programme de nutrition de l'UNICEF, a animé une riche session « d'échanges concrets » au sujet de la voie choisie par trois pays. L'orateur principal, le directeur exécutif du Conseil national de la nutrition aux Philippines Dr Azucena Dayanghirang, a parlé avec fierté de la taxe sur les boissons sucrées prélevée dans le pays à partir du 19 décembre 2017 dans le cadre d'une réforme fiscale plus large. Cette taxe, élaborée avec l'assistance technique d'agences des Nations Unies telles que l'OMS, a entraîné une baisse marquée des ventes de ces boissons, jusqu'à 18% pour les thés en poudre enregistrée entre janvier 2018 et février 2019. Elle a ensuite expliqué que, parallèlement, l'industrie des boissons a pris des mesures positives, en reformulant les produits avec du sucre ordinaire (indigène à la nation) au lieu de sirop de maïs à haute teneur en fructose, en diminuant la taille des portions et en menant des campagnes de sensibilisation sur les régimes alimentaires sains. Selon elle, « le Réseau des Nations Unies est nécessaire en tant que précieux fournisseur d'assistance technique aux points focaux SUN et aux mécanismes de coordination de la nutrition, leur permettant de mobiliser les différents acteurs du développement vers les objectifs et les résultats mondiaux en matière de nutrition. »



Le point focal du gouvernement SUN des Philippines, le Dr Azucena Dayanghirang, explique en novembre 2019 comment la politique fiscale peut être employée pour réduire les niveaux de surpoids et d'obésité.

Secrétariat de l'UNN/Sarah Cruz



Une discussion dynamique a lieu au fil des commentaires reçus des participants, novembre 2019.
Secrétariat de l'UNN/Sarah Cruz

Cecilia Gamboa, la coordonnatrice nationale de la politique alimentaire et nutritionnelle du Costa Rica au sein du ministère de la Santé et point focal SUN pour le pays, a poursuivi en indiquant que c'est l'association de politiques judicieuses, de programmes efficaces (comme l'enrichissement des aliments de base) et de centres éducatifs communautaires qui leur a permis d'éliminer pratiquement tous les niveaux de dénutrition au Costa Rica, y compris l'anémie. En même temps, elle a averti que les niveaux de surpoids et d'obésité sont à la hausse, et qu'il est urgent d'agir dans ce domaine. Elle estime que comme mesures concrètes pour progresser, il est « nécessaire de réévaluer les politiques et les structures nationales, de placer l'obésité à l'ordre du jour politique, de faire le lien entre les secteurs et les ministères, de modifier les menus dans les écoles, etc. ».

Gladys Mugambi, du Kenya, chef de l'unité de nutrition et de diététique au sein du ministère de la Santé et point focal SUN au gouvernement, a fait écho au fait que les interventions doivent être soutenues par un travail politique solide, des cadres réglementaires et de S&E et des directives, soit tous éléments de la gouvernance de la nutrition. Elle a pris l'exemple de l'enrichissement, une stratégie appliquée dans le contexte kenyan qui a consisté à établir une alliance pour la formulation de normes et de directives afin d'obtenir la participation de tous les producteurs. La « nécessité de comprendre ce que les gens mangent réellement » est également d'une importance capitale, selon Patrizia Fracassi, chargée de la nutrition et des systèmes alimentaires à la FAO, qui souligne que « les systèmes alimentaires ne concernent pas seulement les agriculteurs et les consommateurs, mais tout ce qui se trouve entre les deux ».

Les participants se sont ensuite plongés dans le sujet lors de travaux de groupe interactifs, animés par les facilitateurs de l'UNN-REACH, qui ont permis d'élucider les problèmes récurrents et les zones de blocage. Dans certains pays, l'accent demeure sur les efforts visant à lutter contre la sous-nutrition, malgré des niveaux notables de surcharge pondérale et d'obésité. Les tabous concernant les actions à double sens, comme l'allaitement maternel, en particulier la manière dont il est perçu comme ayant une connotation sexuelle, ont été cités comme des obstacles à surmonter. Des expériences prometteuses en Sierra Leone ont été partagées, où des chefs traditionnels et religieux ont été sollicités pour changer les comportements et les pratiques alimentaires. De même, il a été abordé la manière dont les hommes sont sollicités pour lutter contre les idées fausses selon lesquelles « les enfants obèses sont en bonne santé et les adultes obèses sont riches ». D'autres ont abordé les défis émergents et permanents, tels que la fraude à l'étiquetage alimentaire, les contraintes de capacité des laboratoires alimentaires en matière d'assurance qualité et les lacunes d'éducation nutritionnelle.

Bien qu'il y ait des thèmes récurrents, il est apparu clairement lors des discussions qu'il n'y a pas deux situations identiques. Il n'y a pas de solution miracle. Les participants se sont accordés sur la nécessité d'ancrer l'action dans une analyse solide de la situation et d'adopter des solutions adaptées au contexte, notamment des approches différentes pour les milieux ruraux et urbains. Ainsi, la magie viendra probablement d'approches à plusieurs volets adaptées au contexte. Les participants ont également reconnu le potentiel des stratégies de communication en matière de nutrition, de la législation et réglementation alimentaire et du S&E.



Les séances interactives en petits groupes sont un moyen d'échanger davantage d'expériences entre les participants, novembre 2019.

Secrétariat de l'UNN/Sarah Cruz



Alors qu'il est de plus en plus évident qu'il existe un lien direct entre le retard de croissance chez les enfants et le surpoids dont ils peuvent souffrir plus tard dans leur vie, les pays s'aventurent sur ce nouveau territoire de la nutrition, qui s'avère tout sauf simple. L'image concernant le statut socio-économique, les barrières de genre, la culture alimentaire et les incitations fiscales sont autant de facteurs qui entrent en ligne de compte. Faisant part de son retour sur l'atelier, Laurent Michiels du Secrétariat de l'UNN reconnaît « que la voie du succès n'est pas vraiment claire pour la plupart des pays ». C'est pourquoi il est impératif d'organiser des ateliers de ce type pour aider les pays et la communauté de la nutrition à apprendre les uns des autres pour réduire au minimum la probabilité que les erreurs se répètent. En cette période précédant la dernière décennie de l'Agenda 2030, chaque moment compte.

Pour en savoir plus, consultez les présentations des ateliers.

- Présentation du Costa Rica par Mme Cecilia Gamboa, coordonnatrice nationale de la politique alimentaire et nutritionnelle du Costa Rica au sein du ministère de la Santé et point focal SUN pour le pays. Disponible en espagnol à l'adresse: <https://bit.ly/3qL5eRP>.
- Présentation du Kenya par Mme Gladys Mugambi, chef de l'unité de nutrition et de diététique au sein du ministère de la Santé et point focal SUN au gouvernement. Disponible en anglais à l'adresse: <https://bit.ly/37RHLzy>.
- Présentation de la FAO par Patrizia Fracassi, chargée de nutrition et des systèmes alimentaires à la FAO. Disponible en anglais à l'adresse : <https://bit.ly/379C7zZ>.



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS PAR L'UNN



*Les agences de l'ONU
soutiennent l'agenda de
l'Afghanistan pour la sécurité
alimentaire et la nutrition*

DANS L'ATTENTE D'UNE NOUVELLE ÈRE

Récit 9

Cet article est le fruit d'une collaboration entre plusieurs acteurs clés de la nutrition en Afghanistan, notamment: **Said Shamsul Islam Shams**, coordonnateur du Secrétariat technique de l'AFSeN-A, **Maureen L. Gallagher**, jusqu'à peu chef de la nutrition pour l'UNICEF en Afghanistan et **Zakia Maroof**, spécialiste de la nutrition travaillant avec l'UNICEF, **Muhebullah Latifi**, coordonnateur national de la nutrition à la FAO, et **Muhammad Akbar**, chargé de politique programmatique au Programme alimentaire mondial (WFP) et **Martin Ahimbisibwe**, chef de l'équipe de nutrition du WFP en Afghanistan.

Avec des ressources naturelles riches et une population jeune, l'Afghanistan a le potentiel nécessaire pour réaliser des progrès significatifs dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Malgré cela, le pays reste confronté à des défis liés à des conflits complexes de longue durée, au changement climatique, aux inégalités hommes-femmes et à une pauvreté généralisée. Si des progrès ont été réalisés dans la lutte contre la malnutrition, les niveaux de retard de croissance et d'émaciation chez les enfants de moins de cinq ans restent élevés, à près de 41% et 10% respectivement.³²

Le pays a rejoint le Mouvement SUN pour le renforcement de la nutrition en septembre 2017, et a lancé le programme pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afghanistan (AFSeN-A). Trois agences des Nations Unies - l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (WFP) - ont contribué activement à la réponse multisectorielle de nutrition de l'Afghanistan et se sont engagées à fournir un soutien financier au secrétariat technique de l'AFSeN-A pendant au moins deux ans. Le Réseau des Nations Unies est associé à des partenaires donateurs en Afghanistan et connu sous le nom de Forum des partenaires du développement des Nations Unies.

32 Development Initiatives Poverty Research Ltd. 2019. Global Nutrition Report; Afghanistan country profile. Disponible à l'adresse: <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/asia/southern-asia/afghanistan/>.

Question 1: Quel rôle le « Réseau des Nations Unies » a-t-il joué dans le soutien à la mise au point de la réponse multisectorielle de nutrition de l'Afghanistan?

Le soutien de l'ONU à la nutrition en Afghanistan s'est déroulé en trois phases principales: avant, pendant et après la mise en place du programme de sécurité alimentaire et de nutrition en Afghanistan (AFSeN-A). Lors de la première phase, le soutien comprenait à la fois des activités spécifiques à la nutrition et des activités agricoles via diverses plateformes. Elle a été suivie d'une deuxième phase au cours de laquelle trois agences des Nations Unies (FAO, UNICEF et WFP) ont fourni des ressources techniques et financières pour établir, habiliter et rendre opérationnel le Secrétariat technique national du Comité de pilotage pour la sécurité alimentaire et la nutrition (la plate-forme multipartite, comme indiqué dans l'AFSeN-A). Ce secrétariat a été hébergé au sein du Bureau du chef de l'exécutif d'octobre 2017 à avril 2020, ce qui a permis un engagement multisectoriel de haut niveau avec le gouvernement afghan.

Au cours de cette période, les trois agences des Nations Unies (créées sous le nom de Forum des partenaires du développement des Nations Unies) se sont concentrées sur la sensibilisation et l'appui technique pour renforcer le dialogue multisectoriel et la coordination de la sécurité alimentaire et de la nutrition et sur la préparation d'une feuille de route pour l'AFSeN-A, y compris un plan stratégique multisectoriel qui a été élaboré et est en cours de déploiement.

Le Forum des partenaires du développement des Nations Unies a également joué un rôle essentiel dans le renforcement des capacités actuelles du secrétariat de l'AFSeN, notamment en ce qui concerne l'intensification de la coordination de la nutrition au niveau provincial, bien que celle-ci n'en soit qu'à ses débuts. Les trois agences ont soutenu le point focal de l'AFSeN dans toutes les provinces où au moins une des agences est présente, ce qui a permis de renforcer et de rendre fonctionnels les comités provinciaux dans plusieurs endroits.



Question 2: Quels sont les avantages comparatifs d'une participation au "Réseau des Nations Unies" qui ne se retrouvent pas via d'autres réseaux?

Le fait que les trois agences des Nations Unies se soient réunies en réseau a permis de rationaliser les approches afin que les organisations n'aient pas de conversations parallèles avec le même organisme. Cela a permis de réduire les doublons en termes d'efforts et de financement, et de promouvoir une relation dynamique forte entre les différentes agences, par exemple en fournissant un soutien technique conjoint pour le plan stratégique de l'AFSeN.

« Le Réseau des Nations Unies partage des objectifs communs et est en mesure d'aligner ses plans opérationnels pour compléter le programme de l'AFSeN. Ceci, à son tour, est sous-tendu par l'engagement des agences des Nations Unies vis-à-vis des objectifs de développement durable (ODD) et leur approche multisectorielle, » a noté Saïd Shamsul Islam Shams, le coordonnateur du secrétariat technique de l'AFSeN-A.

Question 3: Comment les Nations Unies se sont-elles organisées pour échanger sur la nutrition en Afghanistan?

Les agences respectives ont constaté qu'il était indispensable de travailler ensemble pour renforcer les capacités nationales à relever les défis de nutrition en utilisant une approche multisectorielle - et la création du secrétariat de l'AFSeN offrait une plateforme propice à cela. Un agenda commun a été établi pour mieux orienter les actions prioritaires du pays et des Nations Unies.

Les agences des Nations Unies se sont donc organisées par le biais de structures existantes, par exemple le Forum des partenaires du développement, dont l'UNICEF et le WFP coprésident le forum à tour de rôle aux côtés du Canada (Affaires mondiales Canada), le groupe de travail « One-UN for Food Security, Nutrition and Livelihoods », et le groupe de travail « One-UN for Nutrition » (sous-groupe de travail). Chaque agence copréside également l'un des trois groupes de travail créés dans le cadre du Comité exécutif de la nutrition en Afghanistan, supervisé par le vice-premier ministre. Il s'agit notamment du groupe de travail sur la sécurité alimentaire (FAO), du groupe de travail sur la nutrition (UNICEF) et du groupe de travail sur la sensibilisation du public et le plaidoyer (WFP). La nutrition est également abordée dans le cadre du pôle nutrition, du pôle sécurité alimentaire et agriculture et de divers groupes de travail techniques.



Question 4: Le forum des partenaires au développement de l'AFSeN-A a-t-il été efficace? Si oui, de quelle manière?

Le Forum a permis de franchir un certain nombre d'étapes, notamment en contribuant à l'élaboration du plan stratégique de l'AFSeN (2019-2023) qui a été approuvé par le gouvernement afghan, en créant une autorité nationale chargée de contrôler la qualité des aliments, et en intégrant la nutrition à la législation.³³ Par exemple, l'enrichissement obligatoire de la farine et de l'huile comestible a été ratifié en 2018/19 grâce à l'AFSeN. Toutefois, il n'existe aucune mesure de l'efficacité globale du Forum.

Question 5: Comment le Forum des partenaires de développement des Nations Unies collabore-t-il avec les autres réseaux SUN?

Il y existe une collaboration entre les réseaux, tant à l'intérieur du pays qu'au niveau mondial. Au sein du pays, les agences de l'ONU ont fourni diverses formes d'assistance technique à l'Alliance de la société civile de l'Afghanistan. Des efforts sont en cours pour que le Forum soutienne le renforcement du réseau d'entreprises SUN comme moyen de défendre et de renforcer les systèmes alimentaires contribuant indirectement à la nutrition et les politiques connexes. Néanmoins, il pourrait y avoir des améliorations dans l'engagement bilatéral entre les parties prenantes, qui participent aux réunions de la plate-forme multisectorielle (actuellement interrompue en raison de la pandémie de COVID-19). Le Secrétariat technique a fait pression pour l'obtention de résultats tangibles, notamment de la part de la société civile.

³³ La responsabilité et le financement étaient jusque-là répartis entre le ministère de la Santé publique et celui de l'Agriculture.

Question 6: Comment les réseaux SUN tels que le Forum des partenaires du développement des Nations Unies doivent-ils s'adapter dans le contexte de la fragilité et de la pandémie de COVID-19?

Les États fragiles comme l'Afghanistan, qui comptent une forte proportion de personnes vulnérables, ont été exposés aux effets du COVID-19 en termes de prestation de services sanitaires et sociaux, de réduction des revenus des ménages, de moyens de subsistance brisés et l'accès à des régimes alimentaires de qualité. Les réseaux SUN peuvent tirer profit des plateformes multipartites renforcées et du dialogue pour les innovations afin d'établir des approches plus complètes et une meilleure prestation de services dans le cadre de la réponse au COVID-19.

« Pendant les fermetures d'écoles, l'UNICEF et le WFP ont collaboré à des programmes communautaires d'interventions de déparasitage. Le gouvernement cherche désormais à se concentrer sur davantage de soins à domicile - le COVID-19 pourrait changer la donne pour accroître la fourniture d'interventions nutritionnelles au niveau communautaire en Afghanistan », déclare Maureen L. Gallagher, ancienne responsable de la nutrition pour l'UNICEF en Afghanistan.

Il a notamment fourni des conseils sur la programmation de diverses interventions en matière de nutrition dans le cadre du COVID-19 et de l'adaptation au contexte local, la mobilisation conjointe de ressources pour l'intervention d'urgence, le plaidoyer conjoint pour l'extension des services de traitement et de nutrition préventive, et le plaidoyer conjoint pour le rétablissement du secrétariat de coordination multisectorielle pour la sécurité alimentaire et la nutrition (AFSeN).

Question 7: Quels sont les défis en termes de nutrition introduits par la nouvelle administration politique du pays? Comment les agences des Nations Unies travaillent-elles ensemble pour aider le gouvernement à surmonter ces défis?

L'annonce des résultats de l'élection présidentielle en mars 2020 a été suivie d'une transition politique qui a entraîné plusieurs changements dans les structures de gouvernance. C'est à peu près à la même période qu'est survenue la pandémie de COVID-19. Comme ces deux éléments se poursuivent dans un contexte d'autres problèmes préexistants (par exemple liés à la paix, la sécurité, l'éducation, la santé et la prestation de services sociaux), le pays est confronté à un certain nombre de priorités concurrentes. Dans l'ensemble, ceci a ralenti le rythme des initiatives de nutrition menées par le gouvernement ainsi que la capacité du Forum des partenaires du développement des Nations Unies à s'engager auprès du gouvernement et à le soutenir.

Le Réseau des Nations Unies travaille désormais en étroite collaboration avec le secrétariat de l'AFSeN pour assurer son rétablissement. Cet effort vise à rendre le secrétariat de l'AFSeN viable sur le plan financier et opérationnel en l'intégrant dans la structure officielle du gouvernement (Tashkeel). Les agences des Nations Unies ont également apporté un soutien technique à la réponse opérationnelle au COVID-19 dans le pays et le coordonnateur résident des Nations Unies est membre du comité national du COVID-19.





Question 8: *Pouvez-vous nous en dire plus sur les nouvelles structures de gouvernance mises en place pour la nutrition en Afghanistan?*

Une lettre officielle vient d'être reçue, confirmant que le Bureau administratif du Président (AOP) doit abriter le Secrétariat technique, avec une demande de soutien financier de la part des agences des Nations Unies. Un tel soutien envers la plate-forme multisectorielle (AFSeN-A) doit être prévu pour une période de transition, jusqu'à ce que le gouvernement détermine une stratégie durable.

Le passage à l'AOP offre une autre opportunité au secrétariat de l'AFSeN de reprendre le travail et de conserver son rôle de coordination multisectorielle. Un rattachement à un niveau si élevé permet de le diriger et d'exercer une certaine influence sur les autres secteurs et ministères concernés. Il offre également la possibilité d'effectuer une transition vers une unité ou une autorité à part entière, financée par le gouvernement.

Question 9: À l'avenir, quelles initiatives pourraient être prises pour améliorer l'engagement collectif des Nations Unies en matière de nutrition pour soutenir le gouvernement? Comment?

Le gouvernement a imposé l'approche « One-UN » aux Nations Unies, mais la mesure dans laquelle les agences sont prêtes à travailler ensemble est discutable. Au niveau politique et stratégique, le mandat des Nations Unies dans un pays doit clairement énoncer une approche multisectorielle de la nutrition. Est-ce écrit dans leur stratégie³⁴ et en sont-ils responsables? Au niveau opérationnel, le Réseau des Nations Unies pourrait bénéficier d'un plus grand nombre de membres. Par exemple, ONU Femmes et le PNUD ne font actuellement pas partie du Réseau.

« Par le passé, l'aide au niveau des pays était basée sur le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF). Le Réseau des Nations Unies doit également disposer d'un plan d'action national commun aligné sur le programme de l'AFSeN. Cela permet aux plans d'action conjoints des Nations Unies d'assurer une synergie de matière de planification, de mise en œuvre et de cofinancement, avec un minimum de doubles emplois et en mettant davantage l'accent sur les priorités nationales, » explique Zakia Maroof, spécialiste de la nutrition travaillant avec l'UNICEF.

34 Le cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, anciennement appelé UNDAF.



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS PAR L'UNN

Esprit de collaboration au Népal

L'UNN-REACH OFFRE UN COUP DE POUCE



Récit 10

Dès sa mise en place, le partenariat entre le Népal et le dispositif de soutien aux pays du Réseau des Nations Unies, l'UNN-REACH,³⁵ a été une véritable symbiose. Le gouvernement népalais a réalisé des progrès constants en nutrition depuis la création du Comité national de coordination de la politique de nutrition et du Programme conjoint de soutien à la nutrition (JNSP) en 1970.³⁶ Cette expérience, ainsi qu'une volonté de développer une gouvernance de la nutrition plus solide, devraient permettre de faire de l'intervention de l'UNN-REACH une initiative productive.



Atelier de formation des formateurs
NNFSS/Sagar Shrestha

Entre 2001 et 2011, le Népal a fait un grand pas en avant dans la réduction du retard de croissance chez les enfants en enregistrant une baisse d'environ 15 points.³⁷ Malgré cela, les chiffres de 2011, environ un an avant l'arrivée de l'UNN-REACH dans le pays, restaient décourageants. Le Programme d'enquêtes démographiques et de santé (EDS) de 2011 a révélé que 41% des enfants de moins de cinq ans souffraient d'un retard de croissance, et 11% d'émaciation. En 2016, date de la fin du mandat de l'UNN-REACH dans le pays, 36% des enfants de moins de 5 ans souffraient d'un retard de croissance et 10% d'émaciation,³⁸ ce qui reste supérieur aux seuils en vigueur et signale l'existence d'un problème de santé publique.

35 L'UNN-REACH est un Partenariat créé en 2008, visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants.

36 Pomeroy-Stevens, A., Shrestha, M.B., Biradavolu, M., Hachhethu, K., Houston, R., Sharma, I., and Wun, J. 2016. Prioritizing and Funding Nepal's Multisector Nutrition Plan. *Food and Nutrition Bulletin*, Volume 37(4) Supplement: S151-S169. Disponible à l'adresse <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0379572116674555>.

37 Ministry of Health and Population (Nepal), New ERA & ICF International Inc. 2012. *Nepal Demographic and Health Survey 2011*. Kathmandu & Calverton. Disponible à l'adresse <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR257/FR257%5B13April2012%5D.pdf>.

38 Development Initiatives Poverty Research Ltd. 2019. *Global Nutrition Report; Nepal country profile*. Disponible à l'adresse <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/asia/southern-asia/nepal/>.

Les statistiques ci-dessus ne reflètent pas l'impact sur les deux indicateurs de manière égale, bien que la diminution des retards de croissance soit encourageante. En outre, le type de changement institutionnel soutenu par l'UNN-REACH demande en général du temps pour se traduire en impact. Le retard de croissance est un indicateur à plus long terme, qui reflète non seulement les gains nutritionnels mais aussi le développement au sens large. Ce qui est plus difficile à mesurer est la façon dont les différentes structures ont été conçues et mises en place pour aider le gouvernement à suivre et à évaluer les progrès réalisés dans ce domaine, en rassemblant un large éventail d'acteurs pour contribuer à une amélioration continue.

Étapes préliminaires

L'UNN-REACH a été créé en 2008 par la FAO, l'UNICEF, le Programme alimentaire mondial et la Commission européenne. En 2015, il a fait l'objet d'un repositionnement et a été rattaché au cadre plus large du Réseau des Nations Unies pour la nutrition (UNN). Comme ce fut le cas au Népal en 2012, l'initiative continue d'intervenir en tant que mécanisme de soutien pour l'amélioration de la gouvernance de la nutrition, en travaillant en étroite collaboration avec les réseaux SUN, y compris l'UNN.

Avec la Commission nationale de planification, l'UNN-REACH a dirigé l'évaluation annuelle conjointe de SUN au Népal, galvanisant les réseaux qui comprenaient l'Alliance de la société civile, le milieu universitaire, les partenaires de développement et d'autres. En 2014, l'UNN-REACH a organisé une réunion sur la cartographie des ressources et le calcul des coûts, avec la participation de toutes les parties prenantes nationales.

« Le facilitateur du REACH a joué un rôle important en réunissant les hauts fonctionnaires des ministères concernés pour planifier et mettre en œuvre des activités de nutrition au Népal, » a commenté le Dr Geeta Bhakta Joshi. En tant que membre de la Commission nationale de planification, il est reconnu pour ses réalisations exceptionnelles en matière de promotion de la nutrition dans son pays.



Le Dr Geeta Bhakta Joshi participe à un atelier régional de budgétisation de la nutrition en avril 2016, dans le cadre des efforts visant à améliorer la gouvernance de la nutrition dans son pays.

NNFSS/Sagar Shrestha

Selon Savita Malla, une experte népalaise en nutrition qui a travaillé sur la stratégie de communication pendant cette période et qui est désormais spécialiste des politiques au Secrétariat mondial du Mouvement SUN, « la contribution la plus importante du REACH a été d'aider le gouvernement du Népal à établir les plateformes multisectorielles et à parties prenantes multiples. » Nous avons participé à la mise en œuvre du plan nutritionnel multisectoriel (MSNP)-I (2013-2017) et à l'élaboration du MSNP-II (2018-2022), tous deux chiffrés. Sans l'UNN-REACH, il ne se serait pas développé aussi rapidement, ni de manière aussi organisée. »

L'objectif du Secrétariat national pour la nutrition et la sécurité alimentaire (NNFSS) était de soutenir l'élaboration des politiques et d'améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel de la population népalaise. Selon Ingo Neu, le facilitateur de l'UNN-REACH, un professionnel international du NNFSS, si le gouvernement a été si proactif en matière de planification multisectorielle, c'est parce qu'un membre du Secrétariat était un « champion de la nutrition » qui a fait avancer le programme de nutrition pour cet organisme en coordonnant les cinq ministères à partir d'une plateforme commune.



Le pouvoir d'une action collective

La première génération des outils du REACH³⁹ était moins standardisée et automatisée que leur version actuelle. Par conséquent, l'exercice de cartographie multisectorielle n'a pas permis de collecter les données de couverture pour les bénéficiaires ou la zone géographique comme cela a été fait dans d'autres pays. Néanmoins, le processus de collaboration était si participatif qu'il a donné lieu à cette action collective, même en l'absence de données sophistiquées. Le Népal s'est avéré être un cadre idéal pour le développement de l'outil de l'UNN pour l'Évaluation des capacités en matière de nutrition.⁴⁰



L'intégration réussie du programme est due en grande partie à l'appropriation des outils à l'échelle locale, qui ont été utilisés comme moyen de renforcer les capacités du gouvernement en matière de gouvernance de la nutrition. Selon Neu, le plus important n'est pas la coordination des Nations Unies au sein de ses différents bureaux, mais l'étendue de la collaboration avec le gouvernement local. Il a précisé: « Au Népal, le gouvernement voulait que le REACH établisse un NNFSS au sein du gouvernement. Ils ont décidé qu'il devait être composé de huit personnes au total et chargé de la coordination de tous les acteurs et parties prenantes. Cinq ministères, ainsi que des projets, des ONG et la société au sens large y ont participé, y compris le monde universitaire et la société civile. »

39 En réponse à une demande populaire, les outils analytiques initialement développés pour l'UNN-REACH ont été rebaptisés pour devenir des services des Nations Unies ouverts à tous les pays. Pour en savoir plus, retrouvez le <https://www.unnetworkforsun.org/fr/analyses-de-lunn>.

40 Pour plus d'informations, voir <https://www.unnetworkforsun.org/fr/tools/evaluation-des-capacites-en-matiere-de-nutrition>.

Esquisser l'architecture de la gouvernance locale de la nutrition

Evoquant la façon dont les réunions ont été organisées, M. Neu a poursuivi: « Vous ne pouvez pas mélanger tout le monde, soit le gouvernement, les ONG et les universitaires, ou cela devient une perte de temps. Nous nous sommes concentrés sur la structure, les objectifs, les produits et les livrables, et sur un plan de travail. Les groupes étaient organisés par domaines techniques, avec des mandats propres. »

Pour soutenir la mise en œuvre du MSNP, des comités de haut niveau ont été créés en plus des groupes techniques multisectoriels, qui se sont concentrés sur le développement des capacités, le suivi et l'évaluation ainsi que sur le plaidoyer et la communication. La participation des universitaires, du secteur privé et des donateurs a fait partie intégrante du processus. « L'architecture multipartite a entraîné un changement profond dans l'évolution de la gouvernance de la nutrition », a ajouté Neu. Des réunions mensuelles ont eu lieu, offrant un lieu d'échange régulier à trois groupes de travail. « Un plan directeur de développement des capacités a permis de mettre en œuvre certaines parties de la stratégie de plaidoyer. Pour la première fois, les partenaires disposaient d'un document d'orientation à cet effet », a rappelé Neu.

L'UNN-REACH adapte toujours les outils au contexte local, mais au Népal, cela a été poussé plus loin. Lorsque l'exercice de cartographie a été réalisé en 2013, les points de données étaient reliés à d'autres politiques et stratégies gouvernementales, et pas seulement à la nutrition. En outre, l'aperçu des politiques du Népal⁴¹ comprenait des volets d'évaluation supplémentaires, dont l'un portait exclusivement sur l'engagement et le financement du gouvernement. Ces ajouts ont été effectués à la demande du NNFSS.

41 Résultats disponibles à l'adresse <https://bit.ly/37QyDkX>.

FIGURE 2.

Extrait de l'aperçu des politiques au Népal (2014) réalisé grâce à l'UNN-REACH

L'Aperçu des politiques de l'UNN-REACH détermine dans quelle mesure la nutrition est couverte par les cadres politiques et stratégiques (Népal)



Document	Période couverte	Prochaine révision	Institution responsable	Partenaires	Nutrition	Remarques
Vision stratégique de la NARC pour la recherche agricole	2011-2030	À définir	Vision stratégique de la NARC pour la recherche Agricole	FAO		La réforme et le renforcement du système de recherche agricole sont nécessaires pour surmonter l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Les nouvelles variétés/cultures hybrides et les races améliorées d'animaux et de poissons peuvent fournir davantage de nutriments.
Politique de biodiversité agricole	2007	À définir	Ministère du Développement agricole	FAO, WFP		Une seule référence directe à la nutrition. L'agrobiodiversité est colonne vertébrale du développement durable de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la pauvreté.
Politique nationale agricole	2004	À définir	Ministère du Développement agricole	FAO, WFP		Seulement 2 références directes à la nutrition. Il est recommandé que la nutrition soit une composante des services de vulgarisation fournis aux groupes d'agriculteurs pour soutenir la production et la productivité agricoles.
Stratégie népalaise sur la biodiversité	2002	À définir	Ministère des Forêts et de la Conservation des sols	Fonds pour l'environnement mondial, PNUD		La diversité biologique au Népal a une incidence sur la santé humaine et la nutrition. Le Népal est riche en produits forestiers hors bois. Cette diversité peut fournir aux agriculteurs marginalisés une ressource nutritionnelle précieuse.
Stratégie nationale sur la dénutrition maternelle	2013-2017	À définir	Ministère de la Santé et de la Population	UNICEF, OMS		L'IMC des adolescentes (25,8%) est encore plus faible que celui des femmes en âge de procréer (18,2%). La majorité des femmes au Népal souffrent d'anémie et d'autres carences en micronutriments.

Les résultats indiquent des possibilités de mieux intégrer la nutrition dans les politiques et stratégies agricoles

La nutrition maternelle et infantile fait l'objet d'une attention particulière

La nutrition maternelle et infantile n'est pas du tout prise en compte.

L'UNN-REACH en première ligne au lendemain du tremblement de terre de Gorkha

La valeur de l'UNN-REACH est apparue clairement lors du tremblement de terre de Gorkha survenu en avril 2015, et le gouvernement a demandé à M. Neu, le facilitateur international, de jouer le rôle de coordinateur inter-clusters. En s'appuyant sur les relations qu'il avait nouées avec les Nations Unies, la société civile, les donateurs, les ministres et autres, M. Neu a supervisé des groupes de travail pour la nutrition, la santé, la protection, la sécurité alimentaire. Sa nomination a été un vote de confiance qui atteste non seulement de la valeur du facilitateur de l'UNN-REACH, mais aussi de la manière dont UNN-REACH a contribué à renforcer le lien entre l'humanitaire et le développement. « Comme nous étions l'organisme neutre qui travaillait au sein du gouvernement, nous avons un certain "poids" qui nous aidait à nous coordonner avec d'autres agences pour les secours, » a commenté Mme Malla. « Le personnel de REACH était sur le terrain immédiatement après le tremblement de terre. Nous avons également aidé le gouvernement à établir son rapport d'évaluation des catastrophes nationales. »

Une nouvelle façon de partager l'information

Un des résultats les plus significatifs de l'intervention de l'UNN-REACH a été la création d'un portail Internet que toutes les parties prenantes pouvaient utiliser comme référence: le portail sur la nutrition et la sécurité alimentaire au Népal (NNFSP). Celui-ci comprenait notamment la mise à jour des coordonnées, des rapports, de la cartographie et des autres résultats des outils d'analyse. Chaque organisation travaillant en nutrition devait y renseigner des informations sur ses projets, y compris les groupes qu'elle visait et les types d'interventions qu'elle fournissait. À partir de là, toutes les informations téléchargées ont été cartographiées afin de pouvoir visualiser les données. Le portail était ergonomique, et permettait aux parties prenantes d'y charger leurs informations en moins de 45 minutes.

Avec le recul, Mme Malla partage un regard sur certains des défis auxquels le groupe a été confronté. « Au début, le portail a été difficile à mettre au point, car différentes organisations étaient engagées dans leurs propres sites web, mais après sa mise en place, les Nations Unies et les ONG ont remarqué qu'en tant qu'initiative gouvernementale, il s'agissait d'une plateforme où toutes les ressources étaient disponibles. Parfois, lorsque les documents n'étaient pas disponibles, les gens nous contactaient pour les demander. » Ce portail a joué un rôle clé en favorisant l'échange de connaissances entre un large éventail d'acteurs et en instaurant un climat de confiance et de transparence.

Étapes clés

En tant qu' « échangeur de connaissances », soit une personne ou une organisation qui facilite l'accès, l'interprétation, l'adaptation et l'utilisation de l'information pour répondre aux besoins des exécutants ou des décideurs politiques⁴² - M. Neu a pu établir des liens étroits avec le gouvernement dès le départ, et faire évoluer rapidement le renforcement des capacités vers des résultats tangibles.

En voici quelques-unes, dans divers secteurs:

- Sur le plan de la **communication**, des jingles, un logo sur la nutrition, des talk-shows et bien d'autres choses encore ont été mis au point. Des journalistes ont été formés dans vingt et un districts et ont créé un réseau médiatique. La stratégie nationale de plaidoyer et de communication a été validée et lancée.
- Le cadre de **suivi et évaluation** de la nutrition a été mis à jour et mis en œuvre, et tous les ministères concernés se le sont approprié.
- Pour améliorer les **capacités**, un pool de formateurs de diverses institutions publiques a été déployé pour diffuser leurs nouvelles compétences. Six districts ont été soutenus dans l'élaboration de plans multisectoriels annuels et chiffrés, avec une allocation de fonds supplémentaires.

42 UN Network Secretariat. 2019. *UNN-REACH Facilitator as Knowledge Broker: Summary of a 2018 Study by the Society for Implementation Science in Nutrition*. Rome. Disponible à l'adresse <https://bit.ly/39Ms5Xl>.

Joyce Njoro, ancienne chargée de programme senior au Secrétariat de l'UNN qui a supervisé l'engagement de l'UNN-REACH au Népal, a commenté: « Ce qui était unique au Népal était que le Secrétariat était dirigé par Ingo Neu, alors que dans de nombreux autres pays, le Secrétariat est dirigé par du personnel local. La plus grande préoccupation était de savoir comment inscrire cette situation dans la durée ». Quatre ans plus tard, le NNFSS est toujours opérationnel et fait figure de modèle pour les autres pays qui peuvent s'en inspirer et l'imiter. La durabilité de « l'architecture de gouvernance », comme le NNFSS et le portail, est une preuve supplémentaire du climat de confiance que l'UNN-REACH a instauré, de la facilitation et du développement progressif des capacités entrepris lors de sa présence dans le pays.





RENFORCEMENT DES CAPACITÉS PAR L'UNN



L'UNN-REACH soutient
le salon national de la
nutrition de la Sierra Leone,
un événement à fort impact

Récit 11

Le salon national de la nutrition de cette année, qui s'est tenu du 5 au 7 février à Freetown, a compris des tables rondes et des stands d'organisations internationales et locales, leur donnant l'occasion de présenter leurs projets de nutrition. Le Children's Advocacy Forum, une association locale à but non lucratif, a offert des spectacles de théâtre et les enfants présents ont pu bénéficier d'un dépistage de la malnutrition. Les participants comprenaient également des enfants en âge scolaire et du personnel médical.



Le stand d'exposition au Salon national de la nutrition rappelle le rôle des régimes alimentaires pour une bonne nutrition, février 2020

WFP/Evelyn Fey

La question suivante est posée sur une affiche développée par l'UNN-REACH: Les enfants reçoivent-ils les actions de nutrition dont ils ont besoin? La réponse est présentée sous deux formes. Un graphique montre les différentes interventions dont ils bénéficient, comme les comprimés de déparasitage, l'apport en vitamine A et l'allaitement maternel optimal, entre autres. Ensuite, les interventions de nutrition par district sont représentées sur une carte de la Sierra Leone, révélant le nombre d'actions qui atteignent au moins 30% de la population cible.

Les panels se sont concentrés sur les problèmes sous-jacents menant à la malnutrition, tels que l'insécurité alimentaire des ménages, l'inadéquation des services de santé primaire, l'environnement malsain des ménages (y compris un accès limité à l'eau potable et à des installations sanitaires) et des soins et un soutien sous-optimaux. Ces derniers sont la principale cause de décès chez les enfants de moins de cinq ans en Sierra Leone. Néanmoins, entre 2010 et 2019, le pays a réalisé quelques progrès dans la réduction de la malnutrition aiguë, qui est passée de 6,9%⁴³ à 5,4%.⁴⁴ La prévalence nationale du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans

43 2010 SMART Survey.

44 Statistics Sierra Leone and ICF. 2019. *Sierra Leone Demographic and Health Survey 2019: Key Indicators*. Freetown and Rockville. Disponible à l'adresse <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/PR122/PR122.pdf>.

atteint 29,5%,⁴⁵ par rapport à la moyenne de 25%⁴⁶ des pays en développement, et à la moyenne régionale en Afrique de l'Ouest de 27,7% - tous se situent dans la fourchette "élevée" d'importance pour la santé publique.

Un ensemble de ressources, telles que le livre sur la Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition, ont été exposées dans les stands du SUN et de l'ONU. Dans ce livre sont présentées les principales conclusions d'un exercice de cartographie par balayage entrepris en 2019, notamment les endroits où la couverture des interventions est faible. La cartographie a été réalisée à l'aide de l'outil du Réseau des Nations Unies (UNN), avec le soutien du Secrétariat de l'UNN, sous les auspices de l'engagement de l'UNN-REACH dans le pays. Le livre a offert aux participants un point de référence sur l'évolution du profil nutritionnel du pays, ainsi que la série 1 de récits d'expériences de l'UNN, pour promouvoir l'apprentissage au-delà des frontières. Le facilitateur de l'UNN-REACH a travaillé avec plusieurs agences des Nations Unies pour s'assurer de la présence d'une représentation gouvernementale de haut niveau et de la réussite de la mobilisation des ressources des agences et des autres partenaires de développement dans le pays. En outre, les ressources de l'UNN-REACH ont été utilisées pour soutenir la participation des infirmières de district et des nutritionnistes, ainsi que des représentants des groupes de soutien aux mères.

Ce qui a fait de l'événement de cette année un succès, surtout par rapport à celui de 2017, est la participation de hauts fonctionnaires, dont le vice-président, le ministre de la Santé, le coordonnateur résident des Nations unies, les chefs d'agences des Nations Unies, y compris la coordonnatrice mondiale de l'UNN, et d'autres organisations non gouvernementales qui y ont pris part.



M. Sheriff, point focal SUN, et Mme Nenebah Jalloh, coordonnatrice nationale du SUN, avec d'autres participants, février 2020.

WFP/Evelyn Fey

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ UN Network Secretariat. 2019. Tales Be Told. Series 1. Rome. Disponible à l'adresse <https://bit.ly/36BUNGn>.

Lors de sa visite en Sierra Leone du 2 au 5 février 2020, Mme Gerda Verburg, sous-secrétaire générale des Nations Unies, et également coordonnatrice du mouvement « Scaling Up Nutrition » (SUN), a contribué à créer une dynamique à l'approche du salon. Pour les fans de football présents dans l'assistance, Gerda a également évoqué la possibilité de remporter la Coupe du monde au cours des vingt années à venir. Les Jeux olympiques et la Coupe du monde sont deux objectifs qui suscitent l'intérêt de toute la population. L'appel de Gerda ne se concentre pas seulement sur les passions nationales, il aborde également le problème grandissant de l'obésité, dont les niveaux étaient estimés en 2016 à 13,3% chez les femmes et 3,8% chez les hommes.⁴⁷

Au cours de sa visite, Gerda a également rencontré la première dame, Mme Fatima Maada Bio, qui non seulement plaide pour une amélioration de la nutrition dans le pays, mais qui préside également une campagne régionale intitulée « Hands off our Girls ». Le facilitateur de l'UNN-REACH de l'époque, Sulaiman Sowe, et l'ancien facilitateur, le Dr Philip Kanu, étaient tous deux représentés lors de la réunion avec la Première Dame. Le Dr Kanu est le coprésident de cette campagne, qui vise à réduire le nombre de grossesses chez les adolescentes et à protéger les jeunes filles. Des preuves empiriques indiquent l'existence de liens entre la grossesse chez les adolescentes, le faible poids à la naissance (moins de 2,5 kg), le retard de croissance et le surpoids et l'obésité.

Des promesses ont été formulées, notamment par un comité organisé par le vice-président qui inclurait les ministères concernés et la société civile, pour prendre des engagements en vue du sommet « Nutrition pour la croissance » (Nutrition for Growth, N4G) qui aura lieu à Tokyo. Enfin, le président Julius Maada Bio, qui participait au même moment à un sommet de l'Union africaine d'Addis-Abeba, s'est porté candidat pour être « champion de la nutrition » du pays, en coordination avec la campagne de la Première dame.

47 Development Initiatives Poverty Research Ltd. 2019.



PROGRAMMATION ET PARTENARIATS DE L'UNN

L'or blanc

CRÉATION D'UNE CHAÎNE DE VALEUR
DU LAIT AU BURUNDI



Récit 12

Depuis 2015, l'ouest du Burundi voit le développement d'un réseau d'engagement communautaire.⁴⁸ Cela a commencé par le don d'une vache gestante à un agriculteur rural - l'un des 3 000 qui transmettra ensuite un veau à un autre agriculteur. Ce modèle simple et efficace a été le point de départ d'une vaste chaîne de valeur du lait qui s'est étendue à de nombreux aspects de la vie, avec des avantages allant d'une alimentation scolaire plus nutritive à un soutien à la planification familiale, en passant par une augmentation des opportunités commerciales. Ce qui s'est produit au Burundi est le résultat d'efforts conjoints impliquant plusieurs agences des Nations Unies - l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et le Programme alimentaire mondial (WFP) - ainsi que de partenariats public-privé. Il s'agit non seulement d'une expérience de collaboration entre les secteurs et les groupes de parties prenantes, mais aussi d'un récit d'ingéniosité humaine qui a trouvé le moyen de prospérer malgré des obstacles de taille.

Une « crise oubliée »

En 2015, le Burundi a été confronté à un nombre redoutable de défis nutritionnels, environnementaux, économiques et politiques. Les médias ont qualifié la situation de « crise oubliée » en raison de niveaux élevés d'insécurité alimentaire, de facteurs liés au changement climatique et de violations des droits de l'homme.⁴⁹ Le Burundi est classé 185e sur 189 pays à l'indice de développement humain de 2018,⁵⁰ et son taux de pauvreté est extrêmement élevé, à plus de 70%.⁵¹ Une production agricole limitée, des pluies excessives, des

48 IFAD. 2015. *Adaptation for Smallholder Agriculture Programme (ASAP) Burundi Fact Sheet*. Rome. Disponible à l'adresse <https://www.ifad.org/en/web/knowledge/publication/asset/39572144>.

49 Nantulya, P. 2019. *Burundi, the Forgotten Crisis, Still Burns*. Africa Center for Strategic Studies. Washington D.C. Disponible à l'adresse <https://africacenter.org/spotlight/burundi-the-forgotten-crisis-still-burns/>.

50 UNDP. 2018. *Human Development Indices and Indicators: 2018 Statistical Update*. New York. Disponible à l'adresse http://hdr.undp.org/sites/default/files/2018_human_development_statistical_update.pdf.

51 World Bank Group. 2018. *Republic of Burundi: Addressing fragility and demographic challenges to reduce poverty and boost sustainable growth systematic country diagnostic*. Disponible à l'adresse <http://documents1.worldbank.org/curated/en/655671529960055982/pdf/Burundi-SCD-final-06212018.pdf>.

inondations et une forte sécheresse sont des facteurs supplémentaires auxquels le Burundi est confronté. À l'exception de la période 2005-2015, le pays a été le théâtre de nombreux conflits. Lorsque l'Union européenne a retiré 50 à 60% de son financement en 2015, le secteur privé l'a suivie, alarmé par l'instabilité politique.⁵² C'est cette même année que l'exode a commencé, avec plus de 400 000 réfugiés et demandeurs d'asile fuyant vers la Tanzanie, la République démocratique du Congo (RDC) et l'Ouganda.⁵³

D'un point de vue nutritionnel, la prévalence du retard de croissance chez les enfants au Burundi est la deuxième plus élevée de tous les pays concernés par l'Indice de la faim dans le monde de 2019.⁵⁴ Plus de 5% des enfants du pays souffrent d'émaciation et 6,1% décèdent avant l'âge de cinq ans. La représentante du Programme alimentaire mondial dans le pays Virginia Villar Arribas a pris ses fonctions en 2015. Elle a mis en évidence plusieurs « paramètres, ou facteurs situationnels, qui expliquent les niveaux élevés de retard de croissance. La production alimentaire est faible. Si l'on divise la quantité de nourriture disponible au Burundi par le nombre de personnes, chaque individu a accès à une alimentation seulement 55 à 100 jours par an. L'accessibilité financière est un autre problème, puisque 67% de la population n'a pas les moyens de se procurer des aliments nutritifs.⁵⁵

« Ces problèmes de longue date rendent difficile le développement du pays », nous explique-t-elle. La chaîne de valeur du lait a été conçue pour cibler chacun de ces domaines en sensibilisant la population à l'importance d'une meilleure nutrition et en augmentant l'approvisionnement alimentaire en même temps que les revenus, afin d'augmenter le pouvoir d'achat des familles.

52 Entretien avec Virginia Villar Arribas, représentante du Programme alimentaire mondial dans le pays, 4 juin 2020.

53 UN News Center. 2018. *Without urgent funding, Burundi risks becoming a 'forgotten crisis'* - UN refugee agency. Disponible à l'adresse <https://refugeesmigrants.un.org/without-urgent-funding-burundi-risks-becoming-%E2%80%98forgotten-crisis%E2%80%99-%E2%80%93-un-refugee-agency>.

54 Concern & Welthungerhilfe. 2019. *Global Hunger Index 2019: Burundi*. Disponible à l'adresse <https://www.globalhungerindex.org/pdf/en/2019/Burundi.pdf>.

55 Entretien avec Virginia Villar Arribas, représentante du Programme alimentaire mondial dans le pays, 4 juin 2020.



Premières étapes

La chaîne de valeur du lait commence par un fourrage enrichi pour améliorer la qualité et la quantité du lait de vache. Fourni par la FAO, cet aliment a été développé en réponse aux besoins des membres de la communauté. Le deuxième maillon de « chaîne de solidarité communautaire » est la vache, souvent gestante, donnée à un agriculteur rural qui remplit les conditions requises pour bénéficier du programme. Le lait produit par la vache est ensuite transporté vers un centre local de collecte de lait, une coopérative, qui a bénéficié d'une formation avec le soutien du FIDA. En 2016, douze coopératives collectaient du lait à Gitega.⁵⁶

⁵⁶ Kanova, L., Pronesti, N., Blankman, J. & Sebushahu, T. 2018. *Mission Report: Joint RBA visit to Burundi, 5–9 November 2018*. FAO, IFAD and WFP. Rome.

De là, le lait est acheminé à The Modern Dairy, l'unique usine du pays à stériliser le lait à ultra-haute température (UHT). Le lait de longue conservation est ensuite stocké dans des Tetra Paks, des récipients en papier imperméables qui ne nécessitent pas de réfrigération. Le financement provenant des Pays-Bas s'est concentré sur l'usine elle-même, tandis que le Programme alimentaire mondial a assuré le renforcement des capacités, de la formation des agriculteurs qui traitent les vaches au personnel de la coopérative qui collecte le lait et le transporte à l'usine, en passant par les travailleurs qui effectuent les dernières étapes de test et de conditionnement.

Ensuite s'est posée la question du marché. Les consommateurs avaient un pouvoir d'achat limité, peu de réfrigérateurs et aucune chaîne du froid pour transporter le lait. Au lieu de traire leurs vaches, certains agriculteurs les abattaient pour la viande, ce qui risquait de mettre un terme au potentiel économique du programme.

Alimentation scolaire

La production de lait ayant augmenté, la demande a dû suivre. En 2017 et 2018, le Programme alimentaire mondial a acheté et fourni 420 000 litres de lait à près de 37 000 écoliers. Au Burundi, un enfant sur quatre est nourri à l'école, soit un total de 631 000 enfants. Dans les zones rurales, le lait n'a pas été largement disponible. Des efforts de sensibilisation à ses avantages nutritionnels, dont les protéines, le calcium, les vitamines B, le potassium et la vitamine D, ont été déployés dans les écoles, avec la participation des enseignants et des parents.

De 2007 à 2018, Liliane Bigayimpunzi a supervisé le programme d'alimentation scolaire pour le Programme alimentaire mondial. Les enfants de plus de 400 écoles ont reçu du lait trois jours par semaine, en complément de maïs, d'haricots et de légumes proposés au déjeuner. Le programme comprenait également la mise en place de potagers d'école, avec un soutien conjoint du ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage et du Programme alimentaire mondial, dans lesquels les enfants ont participé à la cultivation de légumes tels que des carottes, des choux et des oignons. Les enfants ont également reçu des graines à ramener à la maison et

à planter, une autre mesure soutenue par la FAO. En outre, la nutrition a été incluse dans le cours de compétences essentielles du programme scolaire.

Bien que la distribution de lait dans les écoles ne permette pas de lutter directement contre le retard de croissance car elle cible les enfants de plus de deux ans, cette initiative contribue à façonner des habitudes alimentaires qui ont des conséquences sur la vie familiale et la communauté au sens large. « Les enfants qui boivent du lait à l'école rentrent chez eux et en réclament à leurs parents, qui en donnent ensuite à tous les frères et sœurs », explique Virginia. De cette façon, « les enfants peuvent briser le cercle vicieux de la malnutrition et en faire un cercle vertueux. »



Interventions contribuant directement et indirectement à la nutrition

La chaîne de valeur du lait contribue directement à la nutrition car elle s'attaque aux causes immédiates de la malnutrition, telles que l'apport en nutriments et les maladies. Comme souligné ci-dessus, le programme a amélioré la sécurité alimentaire et la diversité des régimes alimentaires, renforcé la chaîne de valeur alimentaire par le biais d'un partenariat et encouragé un changement de comportement nutritionnel positif au sein de la communauté. La production de lait est passée de 840 000 litres en 2016 à 1,2 million en 2018.

La chaîne de valeur du lait contribue aussi indirectement à la nutrition dans la mesure où elle cible les déterminants sous-jacents de la malnutrition, tels que l'insécurité alimentaire, l'accès limité aux services de santé et un environnement peu hygiénique, ainsi que les causes fondamentales, telles que la pauvreté, les inégalités hommes-femmes, un faible niveau d'instruction, etc. Les évaluations d'impact réalisées par le Programme alimentaire mondial montrent qu'entre 2014 et 2016, 3 000 nouveaux emplois ont été créés dans les zones rurales ciblées. Une plus grande solidité des marchés a permis au revenu des agriculteurs de passer de 400 à 650 dollars par an. En outre, le projet a permis de développer le secteur privé et de réduire les importations de lait en provenance d'autres pays, atténuant ainsi la perte de devises fortes.

Le planning familial est une autre pièce du puzzle. Le Programme alimentaire mondial et l'UNFPA travaillent en collaboration avec des écoles et des centres de santé pour apprendre aux jeunes filles et aux femmes à retarder leur grossesse pour des raisons tant nutritionnelles qu'économiques. Bien que l'UNFPA ne fasse pas officiellement partie du projet, son engagement sur la scène de la nutrition au Burundi s'est intensifié suite à sa décision de rejoindre le Réseau des Nations Unies (UNN) en 2018 pour la poursuite d'objectifs communs.

Dérentité et développement

La chaîne de valeur du lait continue de profiter aux agriculteurs, aux familles, aux commerçants, aux marchands, aux chauffeurs et au personnel qui gère les coopératives où le lait est collecté. Avec 630 434 vaches livrées depuis ses débuts, le projet est désormais intégré à l'économie et soutenu par les ministères du gouvernement, tels que ceux de l'Environnement, l'Agriculture et l'élevage, la Santé publique, les Finances, le Commerce et la Bonne gouvernance. Actuellement, le gouvernement assure lui-même le financement du programme d'alimentation scolaire. Si près de 300 000 litres de lait ont été achetés par le Programme alimentaire mondial en 2017 et 2018, sa contribution ne représente aujourd'hui que 12% des ventes annuelles de l'usine, contre 80% les années passées. On constate également d'autres signes de croissance. De douze coopératives laitières initiales, ou centres de collecte, nous sommes passés à 54. Le gouvernement gère une association de citoyens appelée Fin-lait pour négocier les prix du lait. Avec l'amélioration de la qualité du lait, de nouvelles opportunités se sont présentées. Le Burundi exporte désormais ce produit vers la Tanzanie voisine.

Plus qu'un contributeur de cette chaîne de valeur, le secteur privé est un acteur clé. Les entreprises de transport, les producteurs de Tetra Pak, les commerçants, les chauffeurs routiers et les travailleurs agricoles sont quelques-unes des entreprises et des emplois créés grâce à ce projet. Le Modern Dairy Burundi redonne à la communauté et a identifié des activités futures qui renforceront la collaboration en cours, comme des campagnes auprès de plus de 4 000 femmes pour les sensibiliser à la valeur nutritionnelle du lait.

Pour l'avenir, plusieurs agences des Nations unies étudient la possibilité de passer à une échelle supérieure avec le secteur privé. Parmi les ouvertures possibles, citons l'ouverture d'un plus grand nombre d'usines de transformation du lait (il n'y en a pour l'instant qu'une seule dans le pays) et la diversification de la gamme de produits, par exemple en se lançant dans la production de yaourt. Des échanges sur un éventuel partenariat avec Kerry Dairy en Irlande sont également en cours.

En outre, un entrepreneur local utilise les emballages UHT usagés pour planter des arbres. Les Pays-Bas cherchent des moyens de transposer le succès de la chaîne de valeur du lait à d'autres cultures (par exemple celle des bananes, du riz, des haricots et du maïs).

Tout comme la pandémie de COVID-19 a suscité de nouvelles façons de faire face et de créer du lien, la chaîne de valeur au Burundi montre que des circonstances extrêmes peuvent être source d'innovation. Cette dynamique ne fait aucun doute lorsque l'on observe ce qui s'est passé au Burundi au cours des cinq dernières années: comment l'amélioration des options de nutrition pour la population a bénéficié à tant d'autres aspects de la communauté.





PROGRAMMATION ET PARTENARIATS DE L'UNN

Une programmation conjointe efficace en Gambie



VISER LES MÊMES COMMUNAUTÉS SIMULTANÉMENT
POUR RÉDUIRE LA MALNUTRITION

Récit 13

En Gambie, la dénutrition est un problème de santé publique majeur, en particulier chez les femmes en âge de procréer et les jeunes enfants. La malnutrition chronique y stagne depuis une dizaine d'années, avec, chez les enfants de moins de cinq ans, une prévalence du retard de croissance de 24,5% et une prévalence de l'émaciation de 11% (2013).⁵⁷ Pour parvenir à un impact plus important, la Gambie a rejoint le mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) en 2011 et s'est concentrée sur une approche multisectorielle et multipartite pour mieux lutter contre la malnutrition chez ces groupes vulnérables.

L'UNN déclencheur d'une action conjointe

Le Réseau des Nations Unies (UNN) dans le pays est composé de cinq agences principales: l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), qui préside la plate-forme, et le Programme alimentaire mondial (WFP). Bien que les agences des Nations Unies dans le pays s'accordaient déjà à dire que les programmes de nutrition sont plus efficaces lorsqu'ils traitent à la fois les causes immédiates et sous-jacentes de la malnutrition, le programme multi-agences « Post Crisis Response » (PCR) a fortement dynamisé la multisectorialité des efforts. Réunissant trois membres de l'UNN - la FAO, le Programme alimentaire mondial et l'UNICEF -, le programme PCR a été créé pour aider les régions durement touchées à se remettre d'une crise d'insécurité alimentaire et nutritionnelle qui a atteint son paroxysme en 2015. Le programme est caractérisé par un large éventail d'activités mises en œuvre dans le cadre d'un accord de co-délégation, dans un esprit de programmation conjointe et d'une meilleure coordination.

57 Development Initiatives Poverty Research Ltd. 2019. *Global Nutrition Report; Gambia country profile*. Disponible à l'adresse <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/africa/western-africa/gambia/#profile>.

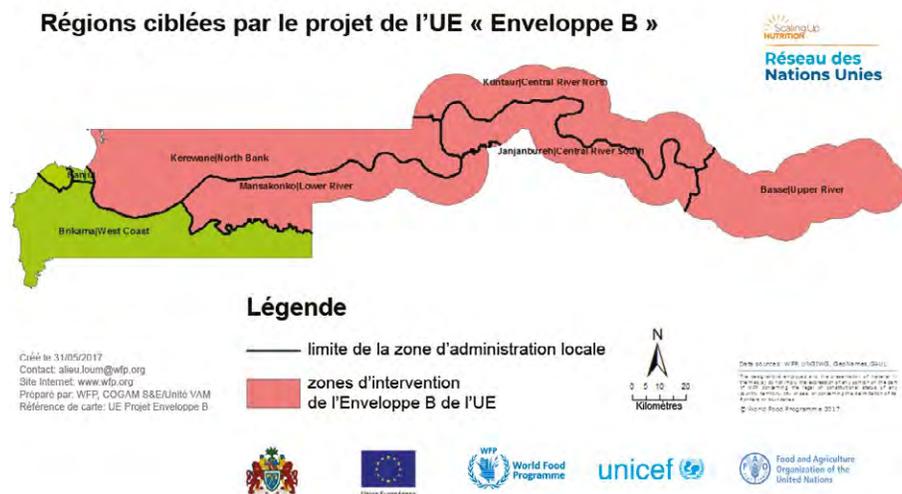


Lutter contre la dénutrition dans les communautés rurales

Le programme PCR est une intervention à hauteur de 11,4 millions d'euros financée par l'UE, qui s'est étendue de janvier 2017 à décembre 2019. Ce programme a été conçu pour aider les communautés à « se relever » après un effet cumulatif lié à des chocs, agricoles et non agricoles, ayant un impact négatif sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'objectif global du PCR était de contribuer à la réduction des retards de croissance et de l'émaciation chez les enfants de 0 à 24 mois issus de ménages souffrant d'insécurité alimentaire et résidant dans les quatre régions suivantes: North Bank, Lower River, Central River, et Upper River.

FIGURE 3.

Carte de la convergence géographique en programmation



Adopter la complémentarité

Le PCR a été conçu comme un programme multisectoriel holistique pour traiter la sécurité alimentaire et la nutrition et [le faire] de manière durable, » a indiqué Wanja Kaaria, la directrice du Programme alimentaire mondial dans le pays. « Cela signifiait qu'il fallait couvrir toutes les approches, de l'engagement communautaire au soutien aux petits exploitants agricoles, en passant par le filet de sécurité pour les plus vulnérables. » Chaque agence était responsable d'un aspect différent de la programmation, la FAO coordonnant et facilitant la mise en œuvre du projet. Celle-ci a également mené des interventions visant à améliorer la sécurité alimentaire des ménages par le biais d'interventions de type « argent contre travail »

et de soutien à la production agricole. L'UNICEF était responsable des programmes liés à la santé visant à promouvoir une nutrition et des pratiques de soins optimales, en mettant l'accent sur les 1 000 premiers jours de vie (entre la grossesse d'une femme et le deuxième anniversaire de son enfant). Le Programme alimentaire mondial a fourni un soutien préventif à la malnutrition aiguë modérée (MAM).

Les partenaires pour la mise en œuvre étaient notamment le ministère de la Santé, le ministère de l'Agriculture, l'Agence nationale de nutrition, la Croix-Rouge gambienne et des organisations non gouvernementales. La société privée Gambia Horticultural Enterprise a par ailleurs bénéficié d'un renforcement des connaissances et des compétences à travers une formation sur l'analyse des risques aux points critiques (HACCP), ainsi que d'autres équipements essentiels pour soutenir la production locale de céréales mélangées enrichies.

Catalyseur d'une collaboration plus étroite

Un contrat formel ainsi qu'un mémorandum d'entente ont été signés par les trois agences des Nations Unies, spécifiant clairement les fonds alloués à chacune d'entre elles ainsi que leurs responsabilités et activités respectives. Toutes les agences ont rendu compte des dépenses financières de la période et ont contribué au rapport final à l'attention des donateurs. Wanja a confirmé que « le plus gros moteur de la collaboration entre les agences des Nations Unies était un financement conjoint, mais le Réseau des Nations Unies du SUN était une plateforme existante que nous avons exploitée. » Elle a ensuite expliqué que la plateforme de l'UNN permettait aux collègues de l'ONU de renforcer cette approche commune au sein du programme.

Selon les agences participantes, l'approche de mise en œuvre conjointe a permis de mettre en place un programme efficace basé sur un ensemble d'activités se renforçant mutuellement et d'utiliser plus efficacement les ressources disponibles. Par exemple, l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial ont effectué un dépistage conjoint de la MAM et de la malnutrition aiguë sévère (MAS). Les enfants présentant une MAM ou une SAM sans complications ont été référés aux agents de santé et

inscrits au programme de prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë. Les enfants atteints de SAM qui présentaient des complications ont été orientés vers des structures pour recevoir un traitement spécialisé, tandis que les enfants identifiés comme souffrant de MAM ont reçu des compléments alimentaires. Dans le cadre des efforts visant à intégrer les interventions pour un impact maximal, la FAO a soutenu les ménages avec enfants malnutris en leur fournissant des semences de légumes et de l'engrais. Ces familles cultivaient et produisaient des légumes qui étaient ensuite consommés par le ménage, tandis que les produits excédentaires étaient vendus pour générer des revenus destinés à couvrir d'autres besoins du foyer. Une éducation nutritionnelle conjointe a été menée pour les agents de santé et les groupes de soutien des villages dans les communautés rurales afin de les sensibiliser aux meilleures pratiques en matière d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE), en utilisant des produits alimentaires disponibles localement. Un ensemble complet d'activités de communication pour le changement de comportement social (CCCS) ont été couvertes conjointement par l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial. Cette initiative a employé les matériaux de la boîte à outils du pays pour l'ANJE en ce qui concerne les soins nutritionnels et les séances d'éducation à l'hygiène dispensés dans les établissements de santé, ainsi que pour l'éducation et le conseil en nutrition menés au niveau communautaire.



Mécanismes de coordination

Une bonne coordination et une communication régulière entre les partenaires des Nations Unies se sont avérées essentielles, d'autant plus que chaque agence disposait de structures organisationnelles et de procédures de prise de décision différentes. L'UNN a servi de point de convergence. Des réunions mensuelles inter-agences ont été organisées sous forme de groupes de travail techniques, et complétées par des réunions régulières avec les partenaires gouvernementaux. Les activités conjointes des Nations Unies comprenaient l'élaboration de plans de travail par l'intermédiaire des groupes de travail techniques, le ciblage des bénéficiaires par le biais d'une sélection conjointe, la mise en œuvre conjointe, ainsi que la supervision et le suivi conjoints des interventions. Un comité de pilotage du projet présidé par le ministère de la Santé ou son délégué au niveau ministériel était en place, chargé de superviser, d'orienter et d'encadrer le programme. Soutenues par l'UNICEF, les réunions trimestrielles du groupe de travail technique sur la gestion intégrée de la malnutrition aiguë ont permis d'assurer une coordination et un partage des connaissances efficaces. Elles ont également été l'occasion de discuter des progrès et des difficultés en matière de traitement de la malnutrition aiguë.

L'Agence nationale de la nutrition, qui dépend du bureau du vice-président, coordonne la mise en œuvre de tous les programmes de nutrition dans le pays. Dans le cadre de ses efforts, cette agence dirige et coordonne le développement et la validation des supports d'éducation nutritionnelle et offre son expertise technique en formation des professionnels de santé en gestion de la MAS. Elle et le ministère de la Santé ont travaillé en étroite collaboration avec le Programme alimentaire mondial et l'UNICEF pour développer les ressources sur l'ANJE, y compris l'engagement communautaire pour la communication pour le changement de comportement social (CCCS), dans le cadre d'un processus qui reflète une forte appropriation nationale.

Le département de l'agriculture était chargé de mettre en œuvre les activités du programme en lien avec l'agriculture, notamment la distribution d'intrants et

la formation technique pour les écoles d'agriculteurs de terrain. Les agents de vulgarisation de première ligne ont bénéficié d'une formation et sont désormais en mesure de fournir des services de vulgarisation agricole avec de meilleurs outils technologiques. Des organisations non gouvernementales (ONG) ont également participé au projet, notamment Catholic Relief Services, Action Aid International en Gambie et United Purpose, pour le fonctionnement et la gestion des initiatives communautaires d'épargne et de prêt interne. La Croix-Rouge gambienne a participé à l'alimentation complémentaire de couverture pendant la période de soudure afin de prévenir le retard de croissance. Pour un approvisionnement durable en aliments riches en micronutriments, Gambia Horticultural Enterprise s'est associée au Programme alimentaire mondial pour la production locale de céréales mélangées enrichies.



Résultats du programme

Comme mentionné précédemment, l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial ont réalisé des sessions de dépistage dans le cadre d'efforts conjoints, en collaboration avec l'Agence nationale de la nutrition, le Ministère de la Santé et la Croix-Rouge gambienne. Les campagnes actives de dépistage nutritionnel ont figuré parmi les activités principales de la composante nutrition du programme PCR, touchant environ 67 329 enfants (de 6 à 59 mois). Elles ont permis de détecter rapidement des cas de MAM et de SAM et de prendre vite les mesures qui s'imposent. Le dépistage a été entrepris au début des mois de la période de soudure (mars à mai) et s'est basé sur le système d'enregistrement et de suivi des bénéficiaires du Programme alimentaire mondial dans toutes les régions, soit environ 1 516 villages. Les données de suivi montrent qu'il y a eu une diminution constante des enfants identifiés comme présentant une MAM ou une SAM au fur et à mesure de la mise en œuvre du programme.

Suite à la formation des mères sur la mesure du périmètre brachial assurée par l'UNICEF, un dépistage communautaire a également été effectué tous les mois. Les enfants étaient ensuite orientés vers l'infirmière de santé communautaire pour une évaluation plus approfondie, une supplémentation et/ou un traitement, si nécessaire. Les mères et soignants ont également été informés au sujet de l'ANJE et des régimes alimentaires sains. Une formation communautaire sur le calcul du périmètre brachial a par ailleurs été lancée par le programme PCR et est désormais intégrée aux interventions nutritionnelles en cours. Elle figure parmi les éléments essentiels de la durabilité et du renforcement de la résilience des communautés pour mieux résister aux futurs chocs nutritionnels.

TABLEAU 1.**Carte de la convergence géographique dans la programmation**

Intervention	Résultats de la mise en œuvre
Alimentation complémentaire de couverture	Soutien en période de soudure pour 34 259 enfants (de 6 à 23 mois) pour la prévention de la malnutrition aiguë, supplémentation pour 3 571 enfants (de 6 à 59 mois) pour le traitement de la MAM. La supplémentation alimentaire a ciblé les femmes enceintes ou allaitantes en 2017 et 2019 et l'alimentation en couverture en 2018, touchant plus de 19 400 femmes enceintes ou allaitantes.
Traitement de la MAS (y compris l'apport en fournitures de nutrition, antibiotiques et suppléments de déparasitage)	12 249 enfants (2 996 hospitalisés et 9 224 en soins ambulatoires) ont reçu un traitement vital contre la malnutrition aiguë sévère (MAS).
Recherche de cas de malnutrition aiguë et programme de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë	Les sessions annuelles actives de nutrition ont concerné 67 329 enfants de 6 à 59 mois à leur pic. Tous les cas de MAM ont été référés à des spécialistes pour recevoir une alimentation complémentaire pour enfants de 6 à 23 mois.
Soutien à la prestation de services de nutrition	Plus de 60 728 personnes ont reçu une éducation nutritionnelle, des conseils et la promotion de pratiques de soins dans les sites de distribution (4 régions). La CCNSC a été élargie pour inclure des visites à domicile et des sessions en face à face dans les villages ne bénéficiant pas de soins de santé primaires.
Soutien technique en matière de nutrition	206 agents de santé et personnel de soutien dans quatre hôpitaux du pays pour la protection et la promotion de l'allaitement maternel. Le ministère de la Santé et l'Agence nationale de nutrition ont été soutenus dans leur engagement communautaire pour la promotion de pratiques optimales en matière d'ANJE. Orientation de 147 infirmières de santé communautaire et de 540 groupes de soutien dans les villages, qui ont ensuite fourni des conseils à 30 000 mères et soignants.
Formation de vulgarisateurs agricoles de première ligne	Formation sur les bonnes pratiques agricoles et l'agriculture sélectionnée pour résister au changement climatique, et fourniture de motos pour faciliter l'accès aux communautés de fermiers
Programme travail contre rémunération, distribution de semences et d'intrants, approche des champs-écoles pour les agriculteurs et la distribution d'équipements de production et de transformation agricoles supplémentaires	Accès accru aux revenus et renforcement des connaissances et des compétences en matière d'agriculture et d'horticulture sélectionnées pour résister au changement climatique, ce qui a contribué à améliorer à la fois la production et l'accès à la nourriture (dont pour les ménages avec des enfants atteints de MAS ou de MAM qui ont été inclus dans la distribution de semences et d'intrants).
Fourniture d'installations d'eau au niveau communautaire	Construction d'un nouveau système d'approvisionnement en eau avec trou de forage dans 3 établissements de santé, réhabilitation des infrastructures d'eau dans 3 centres de santé et 1 centre de réhabilitation nutritionnelle. Fourniture de panneaux solaires, d'un système de pompage d'eau relié à un réservoir d'eau de réserve de 2 000 litres et d'une machine de forage. Sensibilisation de 10 200 personnes à l'hygiène et à l'assainissement en lien avec la préparation d'aliments complémentaires et l'hygiène afin d'éviter les diarrhées chez les jeunes enfants.

Dans l'ensemble, une réduction considérable de la malnutrition a été constatée tout au long du programme. La prévalence du retard de croissance et de l'émaciation est passée de 23% et 10% en 2015⁵⁸ à 19% et 6% en 2018.⁵⁹ Bien que ces réductions ne puissent pas être directement attribuées au PCR, le programme peut avoir contribué à ces réalisations. Au cours de la période du projet, d'autres interventions de nutrition ont été mises en œuvre par l'Agence nationale de nutrition et le ministère de l'Agriculture, renforçant ainsi la synergie et la complémentarité. Il convient également de noter que le court délai d'exécution du projet signifiait qu'il serait difficile d'obtenir un impact sur le retard de croissance.

Comme l'a souligné Sandra Lattouf, alors représentante de l'UNICEF dans le pays, l'un des principaux succès du PCR a été de mettre l'accent sur une stratégie de sortie pour permettre l'appropriation par le gouvernement, la résilience des communautés et la durabilité des interventions. « Parmi les options durables et innovantes, on peut citer l'introduction d'une formation communautaire sur l'indice du périmètre brachial pour le dépistage chez les enfants, et l'incorporation du protocole de gestion intégrée de la malnutrition aiguë en tant que module dans le programme de formation des infirmières, qui a également été un grand succès », explique Sandra. À l'avenir, cela permettra de réduire le coût de la formation continue et d'initier de nombreux agents de santé au dépistage communautaire de la SAM et la MAM.

58 National Nutrition Agency. 2015. *National Nutrition Survey; The Gambia 2015*. Disponible à l'adresse <https://www.unicef.org/gambia/sites/unicef.org.gambia/files/2018-11/The%20Gambia%20National%20Nutrition%20Survey%202015.pdf>.

59 The Gambia Bureau of Statistics. 2019. *The Gambia Multiple Indicator Cluster Survey 2018, Survey Findings Report*. Banjul. Disponible à l'adresse <https://www.unicef.org/gambia/sites/unicef.org.gambia/files/2019-12/Gambia%202018%20MICS.pdf>.

Défis à relever pour travailler ensemble

Malgré la portée étendue du programme (cf. tableau 1), les agences des Nations Unies ont relevé une efficacité variable du programme PCR. Le comité de pilotage du projet ne s'est pas réuni chaque trimestre comme prévu, en raison de changements fréquents au sein de la direction du ministère de la Santé, du président du comité et des emplois du temps chargés des membres. Les structures de gestion entre les trois agences des Nations unies étaient appropriées et efficaces, mais les mécanismes de coordination multisectorielle et multi-agences, eux, ne fonctionnaient pas toujours de manière adéquate. Après un démarrage lent (la mise en œuvre du PCR a pris un an), une plus grande efficacité a été obtenue grâce à des activités davantage intégrées et conjointes. Cependant, il y a eu quelques ruptures d'approvisionnement pour les produits nutritionnels et le matériel de communication pour le changement de comportement social (CCCS) a été distribué plus tard que prévu. Néanmoins, le décaissement du budget global déclaré à la fin novembre 2019 était supérieur à 90% pour les trois agences.

Enseignements tirés et prochaines étapes

Wanja a confirmé que la programmation conjointe des Nations Unies pouvait s'avérer difficile en raison de problèmes d'alignement temporel des ressources et de coordination des cycles de projet entre les différentes agences. « Pourtant, le PCR a vraiment montré ce que nous pouvons réaliser lorsque les agences déploient des efforts concertés dans la même région, en ciblant les mêmes communautés au même moment - et avec un engagement multisectoriel. Il a vraiment contribué à réduire la malnutrition. » En outre, les parties prenantes du PCR ont estimé que l'accord de partenariat avait créé des synergies entre les trois agences grâce à une collaboration et une communication efficaces au quotidien sur les activités du programme.

Le programme PCR en Gambie a réussi à mettre en relation les agences des Nations Unies sur l'agenda de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, avec une expertise technique et des mandats complémentaires, ainsi que les ministères gouvernementaux concernés. Le fruit de cette approche conjointe est un engagement renouvelé à travailler ensemble, y compris sur de nouveaux défis. L'équipe de l'UNN se réunit tous les trimestres pour discuter de la mise en œuvre du programme dans leurs différentes agences et se joint également à l'Agence nationale de nutrition lors des réunions SUN pour fournir des conseils techniques. Grâce en partie à l'étroite collaboration établie par le PCR, l'UNN et le gouvernement gambien ont publié une déclaration commune sur le COVID-19 et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, soulignant les actions critiques qui doivent être coordonnées pour prévenir et atténuer l'impact de la pandémie sur les groupes de population les plus vulnérables du pays.





PROGRAMMATION ET PARTENARIATS DE L'UNN

Mise en place d'un Réseau des Nations Unies au Honduras



DÉFIS ET OPPORTUNITÉS EN PÉRIODE
DE COVID-19

Récit 14

Introduction

Lorsqu'il a rejoint le Mouvement SUN en 2019, le Honduras était son 61^e membre, et le quatrième pays d'Amérique centrale à s'y joindre. Cette initiative figurait parmi les derniers signes d'un engagement fort du gouvernement en faveur de la nutrition, avec un programme comprenant la mise à jour de sa politique et stratégie nationales de nutrition et sécurité alimentaire (PyENSAN2030),⁶⁰ et d'y associer un plan d'action (2019-2023).

« En rejoignant le Mouvement SUN, le gouvernement a fait preuve d'audace », déclare David Nataren, responsable des programmes et des politiques au Programme alimentaire mondial (WFP⁶¹) « Un des éléments qui a motivé cette décision est le partage des connaissances - de découvrir ce que font d'autres pays dans des conditions similaires, comment ils s'efforcent de donner la priorité à leur plan de sécurité alimentaire et de nutrition, même lorsqu'ils sont confrontés à des choix budgétaires difficiles. Au Honduras, nous avons une pénurie de ressources et beaucoup de priorités qui se font concurrence. »

Un pourcentage élevé de la population du pays vit dans la pauvreté (64%), dont 40% dans l'extrême pauvreté. Plus des deux tiers des personnes extrêmement pauvres vivent dans les zones rurales.⁶² Les estimations indiquent que vingt-trois pour cent des enfants de moins de cinq ans dans le pays souffrent d'un retard de croissance. Cela dit, la prévalence du retard de croissance atteint près de 50% dans le « couloir sec », une zone peuplée de petits exploitants agricoles particulièrement exposés à des sécheresses irrégulières et durables, qui ont été aggravées par le changement climatique.⁶³

60 Gobierno de la República de Honduras, Secretaría de Coordinación General de Gobierno & UTSAN. 2018. *Política Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional de Largo Plazo y Estrategia Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional: PyENSAN 2030*. Tegucigalpa. Disponible à l'adresse <https://bit.ly/3oH55wX>.

61 Le Programme alimentaire mondial préside l'UNN au Honduras.

62 Instituto Nacional de Estadísticas. 2017. *Encuesta Permanente de Hogares de Propósitos Múltiples en Honduras*.

63 Development Initiatives Poverty Research Ltd. 2019. *Global Nutrition Report; Honduras country profile*. Disponible à l'adresse <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/latin-america-and-caribbean/central-america/honduras/#profile>.



Système de stockage des eaux d'irrigation dans le couloir sec soutenu par la FAO afin d'accroître la résilience des ménages et des communautés
FAO

La coordonnatrice résidente appelle à une approche multidimensionnelle

Il existe un soutien à de plus gros efforts pour garantir une approche multidimensionnelle de la nutrition sous la direction d'Alice Shackelford, la coordonnatrice résidente des Nations Unies récemment nommée dans le pays, et de son bureau. « C'est une question critique dans un pays comme le Honduras, où des problèmes structurels de nutrition coexistent avec 60% de pauvreté, 75% d'emploi informel [sur le marché du travail] et l'absence de mesures de sécurité sociale et de mécanismes de protection », explique Alice.

Elle considère également qu'il est crucial de renforcer le lien entre les interventions humanitaires et celles de développement. « L'agenda 2030 et la réponse au COVID-19 offrent une très grande opportunité de se pencher sur une approche intégrée du développement durable et de la réponse humanitaire. »

En outre, elle a souligné la « nécessité de conserver une approche à moyen/long terme et d'intégrer ces efforts dans la stratégie d'éradication de l'extrême pauvreté et de réduction des inégalités, essentielle à l'Agenda 2030 et ne laissant personne de côté. Et ceci est directement lié à la capacité de la population à s'engager activement

et à renforcer la démocratie et [l']État de droit. Les Nations Unies doivent être à la hauteur de la tâche et être capables de fonctionner comme un système et non plus comme des agences et des mandats individuels », ajoute-t-elle avec passion.

Adhésion au réseau

Le Réseau des Nations Unies (UNN) fait partie des réseaux SUN au Honduras, aux côtés du Réseau de la société civile et du Réseau universitaire. David confirme qu'il a été plus facile, dans les premiers temps, de faire participer les agences aux synergies plus évidentes, comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS/OMS), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (WFP), et que les organisations travaillent déjà ensemble sur des propositions communes. L'UNN a également eu des échanges exploratoires avec la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) afin de savoir de quelle manière chaque agence s'inscrit dans le plan de sécurité alimentaire et nutritionnelle, en sachant qu'il s'agit là de la voie à suivre et non du travail d'une seule agence.

Ces deux dernières ont été invitées à rejoindre le Réseau lors de la réunion de l'équipe de pays des Nations Unies de septembre 2019, à laquelle ont participé huit agences. Les parties prenantes des Nations Unies décrivent l'approche multisectorielle de la nutrition au Honduras comme étant à ses débuts. L'UNN a pour priorité de s'assurer que la Banque mondiale est incluse au Réseau. « Nous avons besoin de l'expertise technique et de l'investissement de la BM si nous voulons avoir l'approche holistique que préconise le Mouvement SUN », déclare David.

Lacunes dans les données de nutrition

La priorité absolue des agences des Nations Unies est de collecter des données clés afin d'inscrire la nutrition dans le cadre des politiques publiques, avec tous les acteurs travaillant dans différents secteurs. Le manque de capacités en matière de gestion des données a été souligné par Gerda Verburg [la secrétaire générale adjointe des Nations Unies et coordonnatrice du Mouvement SUN] lors de sa visite de l'année dernière.

« Nous devons avoir une lecture plus rapide et plus simple de la situation de nutrition dans le pays, en utilisant des preuves qui ont été construites conjointement au niveau du pays », confirme David. « Actuellement, le gouvernement doit se tourner vers l'ONU pour une étude spécifique - nous parviendrons à une plus grande efficacité si nous travaillons ensemble pour renforcer les capacités. Lorsque nous aurons les chiffres, cela nous permettra également de convaincre le secteur privé d'investir dans une bonne nutrition. »



Selon Jose Ramirez Arita, responsable du développement de la petite enfance à l'UNICEF Honduras, le COVID-19 a montré au gouvernement qu'il est possible de traiter les informations de manière virtuelle. « Je pense que le Réseau doit soutenir le gouvernement dans sa gestion de l'information. Notre pays ne dispose toujours pas d'un système numérique en ligne permettant de connaître le nombre d'enfants touchés par la malnutrition, [comme] l'anémie, etc. Ces informations ne sont connues qu'au travers d'enquêtes, qui ne sont pas très fréquentes. »

La conseillère en matière de famille, de promotion de la santé et de parcours de vie à l'OPS, Evelyne Ancion Degraff, convient que le manque de données sur la nutrition est une préoccupation majeure au Honduras. En 2019, l'OPS a coordonné un atelier auquel ont participé l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial, afin de renforcer les capacités nationales pour la mise en œuvre d'un système national de surveillance nutritionnelle. « Les participants comprenaient le représentant du Mouvement SUN dans le pays et le Réseau des Nations Unies, et dix-neuf districts de santé étaient également représentés. Depuis lors, les autorités sanitaires nationales ont exprimé leur volonté de développer le système de surveillance. »

L'UNN travaille actuellement avec le gouvernement et le monde universitaire à la mise en place d'un Observatoire de la sécurité alimentaire et de la nutrition, doté de bases de données et de systèmes standardisés permettant d'accroître l'accessibilité à des informations actualisées. À cette fin, la FAO et le Programme alimentaire mondial collaborent avec l'Unité technique pour la sécurité alimentaire et la nutrition du gouvernement (connue sous le nom d'UTSAN) pour renforcer le Système d'information pour le suivi de la nutrition et de la sécurité alimentaire (SISESAN). La crise du COVID-19 a donné un nouvel élan à ces travaux.

Le COVID-19 fait ressortir des vulnérabilités inédites

La pandémie actuelle a révélé des lacunes dans les données relatives aux vulnérabilités du pays en matière d'alimentation et de nutrition, en particulier le fort caractère informel du marché du travail. Quand le gouvernement a annoncé la mise en place d'un confinement le 10 mars, des millions de personnes dans les zones urbaines n'ont été incluses dans aucun recensement et n'ont pas pu bénéficier de protection sociale. L'Organisation internationale du travail (OIT) s'est mobilisée pour mener une évaluation rapide, estimant que 72% des travailleurs pauvres du Honduras sont employés dans le secteur informel et ont désormais besoin d'aide parce qu'ils ne peuvent pas travailler. Selon l'étude, environ 200 000 ménages dans les dix plus grandes villes du pays ont perdu leurs revenus à cause de la pandémie, ce qui expose les personnes vulnérables à un risque élevé de malnutrition.⁶⁴

64 ILO & WFP. *Forthcoming. Microeconomic and Livelihood Recovery Study.*

Bien que le gouvernement ait distribué des rations alimentaires à 800 000 familles vulnérables (environ 3,2 millions de personnes) en réponse à la crise, beaucoup d'autres sont dans le besoin. Le ciblage des programmes a été basé sur des informations antérieures à la crise et, par conséquent, la nourriture et les fonds sont distribués à des personnes qui étaient déjà vulnérables. Une grande partie de la programmation de nutrition avant le COVID-19 était axée sur le « couloir sec », mais pour la première fois en sept ans, il y a eu des pluies et on ne s'attend pas à des pénuries alimentaires dans cette région. Par ailleurs, les zones urbaines ont été plus touchées par le COVID-19 que les populations rurales, car les petits exploitants agricoles peuvent produire leur propre nourriture. Il est estimé qu'au début du confinement, environ 78% des marchés du pays ont connu une sorte de pénurie alimentaire, et les prix des aliments ont augmenté en général.



Personnel des Nations Unies aidant à livrer de la nourriture et des produits d'hygiène aux personnes dans le besoin pendant la pandémie de COVID-19, 2020

UNHCR Honduras

Le COVID-19 a une fois de plus mis en évidence le manque de données au Honduras, que le nouvel observatoire public cherche à combler. « La pandémie va créer une crise multipolaire pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans le pays. Nous devons garder un œil sur ce qui se passe dans le couloir sec, car nous pensons que la reprise pourrait n'être qu'à court terme, tout en faisant face à l'augmentation considérable du nombre [de familles vulnérables] dans les zones urbaines » confirme David.

De nouvelles opportunités de travailler ensemble

La coordonnatrice résidente affirme que « ce n'est qu'ensemble que nous pourrons faire face à la crise provoquée par la pandémie et les Nations Unies sont très engagées à cet égard au niveau national, à la fois par la réponse humanitaire et par la réponse à l'action socio-économique ».

Le COVID-19 a mis en évidence des défis et créé des opportunités de collaboration entre les Nations Unies. Les agences des Nations Unies collaborent de plus en plus dans des domaines tels que la recherche, la collecte de données, le plaidoyer et la programmation conjointe. « Elle nous a aidés à rechercher de véritables synergies, sans nous contenter de parler - elle a servi de passerelle pour nous faire passer de l'autre côté et faire bouger les choses », déclare David.

Suite à la déclaration par le gouvernement d'une urgence humanitaire dans le pays, le Cluster Sécurité alimentaire et Nutrition a été activé sous la direction du Programme alimentaire mondial et a préparé un plan d'intervention d'urgence, en étroite collaboration avec d'autres secteurs, notamment la protection sociale, et avec le soutien du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA). L'accent a d'abord été mis sur un soutien aux besoins immédiats, tels que l'augmentation de la capacité des hôpitaux et l'alimentation des personnes souffrant de la faim.

En étroite collaboration, le Programme alimentaire mondial et l'UNICEF apportent un soutien technique à l'Unité pour la petite enfance du pays dans le cadre d'un programme qui distribue des aliments complémentaires aux enfants de moins de deux ans dans six départements du pays. « L'idée n'est pas de remplacer les aliments ménagers. En plus des céréales [Super Cereal Plus], l'enfant continue à être nourri avec les aliments dont dispose sa communauté d'origine », explique Arita de l'UNICEF. « C'est intéressant parce que cette intervention, que nous prévoyons d'étendre, est la première à être dirigée [par le] ministère du Développement et de l'Inclusion sociale [où se trouve l'Unité pour la petite enfance] plutôt que par le ministère de la Santé. »



Les agences des Nations Unies ont également travaillé sur une réponse socio-économique à l'impact du COVID-19, en soutenant le gouvernement dans des mesures de récupération spécifiques. Par exemple, le Programme alimentaire mondial s'est allié à l'OIT pour travailler sur une étude microéconomique, utilisant une approche basée sur les moyens de subsistance pour identifier les populations vulnérables en dehors du système de protection sociale actuel. L'étude examine également comment le COVID-19 a affecté la sécurité alimentaire et la nutrition des femmes différemment des hommes. En outre, des conversations avec la Banque Mondiale ont eu lieu pour plaider conjointement en faveur d'une expansion des mesures de protection sociale.



La FAO et le Programme alimentaire mondial surveillent la situation dans tout le pays en termes de sécurité alimentaire et de nutrition pour orienter les activités de réponse. Le Programme alimentaire mondial s'efforce de générer des preuves de l'impact du COVID-19 sur les pratiques de consommation alimentaire en ce qui concerne les aliments transformés et les boissons sucrées, en tenant compte des problèmes de surpoids et d'obésité dans le pays. Ces études s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés pour remédier au manque de données probantes et mieux informer les politiques et les programmes du pays. De même, la FAO réalise des évaluations rapides avec l'Institut national des statistiques sur l'impact du COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Selon Wendy Carranza Rios, responsable nationale des politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle à la FAO, l'attention portée aux groupes prioritaires doit être coordonnée, efficace et adaptée aux besoins de la population. « La FAO a travaillé au renforcement de la gestion décentralisée de la sécurité alimentaire et la nutrition dans les territoires, notamment en ce qui concerne le processus de formation des volontaires communautaires, la mise en œuvre de la stratégie de soins intégrés aux enfants dans la communauté et la promotion d'une alimentation adéquate. »

Défis rencontrés et leçons apprises

Du point de vue de la coordonnatrice résidente, le Honduras fait face à des difficultés doubles: « des difficultés externes liées à une architecture institutionnelle faible (et une efficacité limitée), et un défi interne, liés à des incitations limitées pour les agences, de fonds et de programmes pour rompre avec leur approche institutionnelle traditionnelle. » Selon Evelyne, de l'OPS, il est encore nécessaire de définir les mécanismes de coordination de l'ONU et d'élaborer un plan de l'UNN. « Si le COVID-19 a été l'occasion pour l'OPS de travailler avec les agences des Nations Unies sur des questions, principalement liées à la réponse à la pandémie et à la santé sexuelle et reproductive, il est nécessaire de renforcer la collaboration en matière de nutrition », déclare Evelyne. Wendy de la FAO a ajouté qu'il était nécessaire au Honduras d'établir une autorité nationale de la nutrition pour diriger et coordonner la sensibilisation, la prévention et les soins nutritionnels afin de lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes.

Prochaines étapes

David du Programme alimentaire mondial affirme que « la nutrition est un sujet très jeune dans ce pays - nous devons continuer à faire pression pour obtenir des financements pour l'ensemble de la stratégie en sécurité alimentaire et nutrition et des plans nationaux. » Le COVID-19 a en partie cassé

l'élan que les acteurs de l'ONU avaient obtenu en matière de mobilisation de champions de nutrition. Le Réseau s'est engagé dans des discussions avec le bureau de la Première Dame, en tirant parti de son intérêt pour la politique sociale. Elle était également à quelques jours de la présentation d'une étude sur le coût de la double charge au Honduras avant que le confinement ne soit mis en place. Néanmoins, le gouvernement est de plus en plus conscient de la nécessité d'impliquer tous les secteurs dans la lutte contre la malnutrition et du coût économique de l'inaction, en particulier dans la période post-COVID-19.

« Le rôle de l'ONU est axé sur le renforcement de la capacité des institutions à fournir des réponses et des services, ainsi que sur le renforcement des mécanismes internes de coordination et de programmation conjointe de l'ONU », résume Alice. « Ceci fera partie du nouveau cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2022-2026), qui est en cours de développement. » L'UNN a un rôle clé à jouer dans ces prochaines étapes et peut aider les acteurs nationaux à faire le lien pour renforcer les efforts en cours.





PROGRAMMATION ET PARTENARIATS DE L'UNN

Une révision
des plans pour
intégrer la réponse au
COVID-19



TRAVAUX DE L'UNN-REACH AU LESOTHO
ET EN SIERRA LEONE

Récit 15

Introduction

La pandémie de COVID-19 a perturbé de nombreux programmes et activités de nutrition, obligeant les agences des Nations Unies et d'autres organisations à revoir leurs priorités et à s'adapter à cette « nouvelle réalité ». Des pays comme le Lesotho et la Sierra Leone bénéficient de l'accompagnement d'une facilitatrice de l'UNN-REACH.⁶⁵

Le Secrétariat du Réseau des Nations Unies a interviewé Maseqobela Williams, la facilitatrice de l'UNN-REACH au Lesotho et Marian Bangura, la facilitatrice de l'UNN-REACH en Sierra Leone, pour savoir comment elles ont relevé le défi du COVID-19 dans leurs pays respectifs, et ce qu'elles prévoient pour la reprise.



Atelier sur la nutrition et le COVID-19 à Freetown, en Sierra Leone, en octobre 2020.

UNN-REACH/SUN Sierra Leone

⁶⁵ L'UNN-REACH est un mécanisme de soutien aux pays pour améliorer la gouvernance de la nutrition, qui travaille en collaboration étroite avec les structures de coordination de la nutrition et les réseaux SUN, dont le Réseau des Nations Unies.

Partie 1: Changement de plans au Lesotho

Pour le dire simplement, « le COVID-19 a empêché les parties prenantes de faire comme si de rien n'était », explique Maseqobela, qui est facilitatrice dans le pays depuis 2017.

« Le pays a été assez lent à être touché [par le COVID-19], c'est pourquoi nous avons pu prendre des précautions rapidement et fermer nos frontières pour contrôler la propagation de l'infection. Nous avons également pu examiner les problèmes préexistants de sécurité alimentaire et de malnutrition et nous préparer », explique-t-elle. Les mesures de confinement prises par le Lesotho ont conduit les secteurs public et privé à fermer tous les services, ce qui a eu de graves répercussions sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Au niveau communautaire, l'accès à la nourriture et sa disponibilité ont été particulièrement affectés. Selon le rapport du Comité d'évaluation de la vulnérabilité du Lesotho (2020), le pays est confronté à des difficultés socio-économiques accrues, avec une hausse prévue du nombre d'individus en situation d'insécurité alimentaire dans le pays, qui passera de 380 000 à 582 000 personnes d'ici mars 2021.

L'une des premières actions du Réseau des Nations Unies (UNN) a été de contacter toutes les agences membres et les parties prenantes gouvernementales pour voir ce qu'elles pouvaient faire rapidement. Un plan national d'intervention intégré pour le COVID-19 a été préparé au début du mois de mars, mais la nutrition n'a pas été clairement définie comme une priorité. L'accent a plutôt été mis sur l'agriculture et la production alimentaire. « C'était une véritable lacune dans le plan », déclare Maseqobela. Par conséquent, la réponse actuelle de l'UNN-REACH s'est attachée à combler cette lacune en mettant en avant les actions sectorielles (par exemple dans les domaines de la santé, l'eau, l'éducation et le développement social) dans leur rapport avec la nutrition.

Les analyses de l'UNN aident à réaligner les plans de travail



Pour répondre à la nouvelle situation, le plan de travail de l'UNN-REACH a été adapté pour s'aligner à la fois sur la réponse nationale COVID-19 et sur l'axe « Nutrition en situation d'urgence » de la stratégie alimentaire et nutritionnelle et son plan d'action chiffré (2019-2023). L'UNN-REACH a été contraint de reprogrammer ses fonds restants (50 000 USD) afin de répondre à la pandémie.

Les analyses de l'UNN ont été utiles pour guider les activités de planification et définir les priorités. Par exemple, l'aperçu multisectoriel de la nutrition⁶⁶ (2018) et la cartographie des parties prenantes et des actions en matière de nutrition au Lesotho⁶⁷ (2019) ont servi de base pour identifier les districts nécessitant une attention immédiate, avant même le début de COVID-19, et ont fourni des indications sur le type d'interventions pouvant avoir un impact immédiat. Les analyses de l'UNN ont également inspiré une approche stratégique pour la poursuite de la programmation conjointe des agences des Nations Unies (l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO], le Fonds des Nations Unies pour l'enfance [UNICEF] et le Programme alimentaire mondial [WFP]), en tirant parti de leurs domaines de compétence et mandats respectifs.

⁶⁶ Pour en savoir plus, consulter <https://bit.ly/39TgJkO>.

⁶⁷ Pour en savoir plus, consulter <https://bit.ly/3IUTV5V>.

Le programme d'intervention maximale (MID)

Des parties prenantes ont réalisé que « nous devons nous occuper stratégiquement des districts qui étaient déjà touchés par la malnutrition », confirme Maseqobela. « Nous avons choisi quatre districts cibles avec la plus forte prévalence de retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans: Mokhotlong, Thaba-Tseka, Butha-Buthe, et Mohale's Hoek.⁶⁸ Il y avait urgence - nous voulions examiner la diversification des régimes alimentaires dans les zones difficiles à atteindre et parmi les populations les plus vulnérables en introduisant une promotion communautaire sur la productivité d'aliments plus nutritifs. » Sur la base des résultats des analyses de l'UNN, le district de Mohale's Hoek a été remplacé par celui de Quthing (dont la prévalence du retard de croissance était plus faible), car un grand nombre d'interventions étaient déjà en cours en Mohale's Hoek.

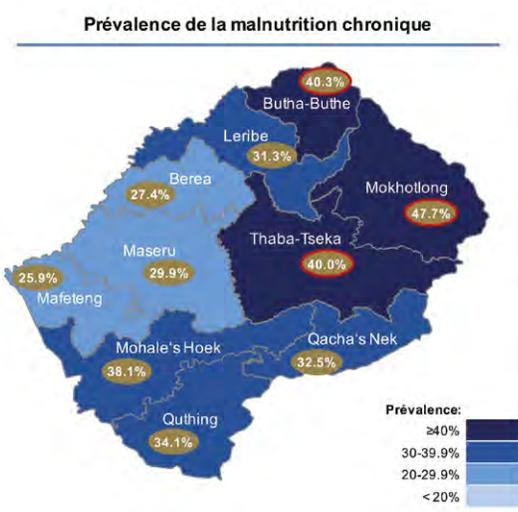


68 Ministry of Health [Lesotho] & ICF International. 2016. *Lesotho Demographic and Health Survey 2014*. Maseru. Disponible à l'adresse <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR309/FR309.pdf>; Bureau of Statistics. 2019. *Lesotho Multiple Indicator Cluster Survey 2018. Survey Findings Report*. Maseru. Disponible à l'adresse <https://bit.ly/343lr9Y>.

FIGURE 4.

Extrait de l'Aperçu multisectoriel de la nutrition (2019), montrant 4 districts cibles

Tous les districts présentent des niveaux élevés de malnutrition chronique, en particulier les 3 districts du nord-est, situés dans les montagnes.



- La prévalence du retard de croissance dans les districts de Butha-Butha, Mokhotlong et Thaba-Tseka, dans le nord-est du pays, est supérieure au seuil critique de 40% fixé par l'OMS pour la malnutrition chronique.
- Dans 4 des 10 districts, la prévalence se situe juste en dessous du seuil critique le plus élevé (entre 30 et 40%).
- Les districts occidentaux de Maseru, Berea et Mafeteng ont la plus faible prévalence de malnutrition chronique, mais restent au-dessus du seuil élevé de 20% de malnutrition chronique.

Source: EDS 2014



Le programme reconnaît les liens intersectoriels en exploitant le système d'information national pour l'assistance sociale, mis à disposition par le ministère du Développement social. Cela a permis d'identifier les ménages éligibles (ultra-pauvres et pauvres) ayant des enfants de moins de cinq ans, et de les vérifier par la suite grâce aux registres de district/village.

Des paniers alimentaires sont distribués dans ces districts. En outre, la facilitatrice de l'UNN-REACH et les autres parties prenantes ont réalisé que la nutrition pouvait être mise en avant grâce à deux adaptations: (1) la promotion de la production de légumes simples, et (2) la sensibilisation aux pratiques recommandées pour l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants (ANJE) en distribuant des documents imprimés d'information, d'éducation et de communication (IEC) provenant de toutes les agences des Nations Unies concernées.

Se concentrer sur la diversification des régimes alimentaires

La FAO disposait déjà d'un plan de distribution de semences de légumes dans les quatre districts cibles, mais cela n'avait pas encore été mis en œuvre. L'UNN-REACH a convenu collectivement d'utiliser l'expérience de la FAO en matière d'achat de semences et de produire un manuel de formation en anglais et en sotho afin de guider les bénéficiaires dans les pratiques de culture et d'expliquer l'importance de consommer des légumes pour une alimentation saine. Au total, 500 ménages ayant des enfants de moins de deux ans dans chaque district recevront dix variétés de semences, ainsi que des infographies sur la production de légumes.

La distribution du panier alimentaire amélioré a été retardée en raison de conditions hivernales difficiles et du respect des mesures pour limiter la transmission du COVID-19. En définitive, le programme d'intervention maximale a été lancé en novembre 2020 et sera suivi de démonstrations de plantation.



Sensibilisation à l'allaitement maternel et conseils en matière de COVID-19

L'autre volet du nouveau programme consiste à promouvoir l'augmentation de la demande et de l'accès aux aliments nutritifs par la connaissance et la sensibilisation des consommateurs, notamment en ce qui concerne les pratiques alimentaires optimales pour les jeunes enfants.

Cet objectif est poursuivi par le biais de partenariats avec le gouvernement et d'autres parties prenantes.

« Nous avons compris qu'il s'agissait d'une occasion de mieux faire connaître les liens entre la nutrition et le COVID-19, et de tirer parti des domaines de compétence respectifs des agences des Nations Unies. Le Programme alimentaire mondial distribuait déjà des paniers alimentaires – alors pourquoi ne pas en ajouter d'autres, comme des conseils sur l'ANJE et le COVID-19, en mettant l'accent sur la poursuite de l'allaitement maternel, » explique Maseqobela.

Par conséquent, le financement de l'UNN-REACH a été utilisé pour développer du matériel IEC basé sur des messages de plaidoyer et des activités de communication pour le changement des normes sociales et des comportements (CCNSC) de différentes agences des Nations Unies, y compris: les directives mondiales sur l'ANJE de l'UNICEF sur l'allaitement, les directives de la FAO sur la production de légumes et les messages du Programme alimentaire mondial sur l'assortiment alimentaire et la nutrition. Les orientations ont été publiées en anglais et en sotho. Il est également nécessaire d'être stratégique en veillant à ce que les messages soient adaptés aux différents niveaux d'alphabétisation.

Les plans prévoient de partager les conseils sur l'ANJE par le biais de clubs de nutrition au niveau du village, avec le soutien des responsables de la nutrition du district et avec la mise en place de mesures pour limiter la transmission du COVID-19. En outre, l'UNICEF soutiendra le suivi des utilisateurs finaux des ménages éligibles afin de guider les actions correctives.

FIGURE 5.

Extrait du manuel du Lesotho



Je m'appelle 'Maloney Mamohau, je vis à Lithabaneng, en Maseru. Je suis une mère allaitante. Le coronavirus ne m'a pas empêchée de me rendre à des consultations à la clinique et de me rappeler les bons réflexes d'hygiène à tout moment. En cette période de coronavirus, je me lave les mains fréquemment avec du savon et pendant au moins vingt secondes, même avant et après avoir donné la tétée à mon enfant.



Je m'assure aussi de respecter les dates de vaccination de mon enfant pour qu'elle reste en bonne santé pendant cette période.



Je plante assez de légumes pour ma famille et évite de me rendre au marché où il y a souvent la foule.



Si je ne me sens pas bien, je pratique les mesures d'hygiène nécessaires vis-à-vis de mon enfant et je tire mon lait et le propose à mon bébé de manière sécurisée.

Renforcer une réponse multipartenaire et multisectorielle pour la nutrition

Au Lesotho, la facilitatrice de l'UNN-REACH a la chance d'être basée dans le bureau du Premier ministre, où elle apporte un soutien technique au bureau de coordination de l'alimentation et de la nutrition (FNCO). Cela lui confère une position avantageuse pour renforcer l'engagement multipartite au travers de réunions régulières avec le gouvernement et le renforcement progressif des capacités de l'équipe du FNCO. Depuis que le pays est confiné, Maseqobela consulte par téléphone et par réunions virtuelles ses collègues du gouvernement et des Nations Unies.

Maseqobela reconnaît que « nous avons la chance d'avoir une culture collective, nourrie par l'UNN et le président - et des exercices tels que REACH et les outils de cartographie de l'UNN ont contribué à informer la stratégie de nutrition et les documents clés des Nations Unies tels que le [Plan d'aide au développement des Nations Unies] ».

Le COVID-19 s'est également avéré être un catalyseur pour l'élargissement du réseau d'agences des Nations Unies et d'autres partenaires impliqués dans la nutrition au Lesotho, y compris les plans pour travailler en étroite collaboration avec le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) sur une initiative de production alimentaire, et pour renforcer l'eau, l'assainissement et l'hygiène, à la fois au sein du ministère de la Santé et du programme d'alimentation scolaire du pays.

Avant le COVID-19 et maintenant: Qu'est-ce qui a changé pour l'UNN-REACH?

Ce n'est pas que nous fassions forcément quelque chose de nouveau », affirme Maseqobela. « D'un point de vue stratégique, nous avons décidé de poursuivre notre plan [plan de travail 2020-2021 de l'UNN-REACH], mais de le mener de manière plus robuste, avec une participation plus large des parties prenantes. »

L'UNN-REACH a créé un environnement favorable à la nutrition, notamment au niveau national. Au lendemain de l'avènement du COVID-19, une attention encore plus grande est désormais accordée à la facilitation des actions au niveau des districts et des communautés. « Nous nous efforçons de renforcer l'approche du programme d'intervention maximale pour atténuer les effets du COVID-19 - et nous faisons les choses de manière plus collective », affirme Maseqobela.



Partie 2: Impact du COVID-19 sur les programmes de santé et de nutrition en Sierra Leone

La Sierra Leone a enregistré son premier cas de COVID-19 le 30 mars 2020, deux mois après que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ait déclaré une pandémie mondiale. Dans un premier temps, de nombreux programmes de nutrition ont été suspendus en raison des mesures prises par le gouvernement pour arrêter la propagation du virus. Selon Marian Bangura, la facilitatrice de l'UNN-REACH, la plupart des agences des Nations Unies et des partenaires de développement ont détourné une partie des fonds de leurs projets vers la réponse au COVID-19, comme la fourniture de matériel de contrôle de la prévention des infections (par exemple, des équipements de protection individuelle et du savon), l'assistance alimentaire correspondante et la promotion de messages de santé publique pertinents.

Malheureusement, les mesures préventives telles que les restrictions de déplacement, la distanciation sociale et la politique du « ne pas toucher » ont affecté l'accès, l'utilisation et la fourniture des services de santé et de nutrition vitaux dans le pays. Par exemple, il y a eu une forte baisse du nombre de femmes enceintes accédant aux services prénataux et une réduction des vaccinations pour les enfants âgés de 0 à 11 mois.⁶⁹ De plus, 63% des ménages sont désormais en situation d'insécurité alimentaire (contre 48% au trimestre précédent), et neuf districts sur seize ont une prévalence d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère (MAS) plus élevée qu'avant le début du COVID-19.⁷⁰

⁶⁹ Ministry of Health and Sanitation. 2020. *Health Information Bulletin*. Freetown.

⁷⁰ Ministry of Agriculture and Forestry, Statistics Sierra Leone, FAO & WFP. 2020. *Emergency Food Security Monitoring system: Measuring the impact of COVID-19 on food security and vulnerability in Sierra Leone*. Freetown. Disponible à l'adresse <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000120232/download/?ga=2.94461403.619863859.1605784568-1926261681.1605633275>.

Intégrer la nutrition dans la réponse au COVID-19

La pandémie de COVID-19 en Sierra Leone a déclenché la création d'un pilier d'assistance alimentaire et de nutrition. Selon la facilitatrice de UNN-REACH, il s'agit d'une première du genre dans toutes les situations d'urgence auxquelles le pays a été confronté au fil des années, notamment la guerre des rebelles, l'épidémie d'Ebola et la coulée de boue qui a fait des milliers de victimes. Le pilier se compose de deux groupes: (1) le Cluster Nutrition, présidé par la Direction de l'Alimentation et de la Nutrition au sein du ministère de la Santé et de l'Assainissement et co-présidé par l'UNICEF, et (2) le Cluster Sécurité Alimentaire, présidé par le ministère de l'Agriculture et co-présidé par le Programme alimentaire mondial.

Le pilier d'assistance alimentaire et de nutrition, avec un soutien fort du vice-président,⁷¹ a collaboré avec d'autres partenaires de la nutrition et de la sécurité alimentaire pour contribuer au plan d'urgence national du COVID-19. Le plan fournit une supervision technique et coordonne toute l'assistance alimentaire et le soutien à la nutrition. Une approche coordonnée entre les acteurs est assurée par le partage des rôles et des responsabilités, les réunions et les rapports hebdomadaires des clusters, et le suivi de la mise en œuvre pour éviter les doublons et les chevauchements.

Grâce aux efforts coordonnés des différents groupes de travail, le pilier a produit une procédure opérationnelle standard adaptée au contexte pour la réponse nutritionnelle au COVID-19 et a défini un paquet de nourriture pour les ménages et les individus vulnérables à distribuer aux centres de traitement et aux maisons de quarantaine dans tout le pays. L'infection s'étant propagée dans les districts, la structure de coordination au niveau national a été décentralisée. Chaque district a établi son propre mécanisme de coordination des activités de réponse au COVID-19, dirigé par le coordonnateur de district.

⁷¹ L'UNN-REACH et l'UNN étaient tous deux hébergés dans les bureaux du vice-président.

Soutien de l'UNN-REACH au développement de communications sur le COVID-19

Un des domaines identifiés comme nécessitant une attention urgente est la mise à disposition de supports de communication pour les conseils liés au COVID-19. « Nous avons tenu une réunion des partenaires dans le cadre du Cluster Nutrition afin de réfléchir aux activités de réponse au COVID-19 que le cluster devrait entreprendre. Tout le monde s'accorde à dire que le développement des communications - pour sensibiliser aux questions de nutrition - était une priorité absolue », déclare Marian.

Un nouveau plan de travail pour l'UNN-REACH (2020-2021) était en cours d'élaboration au même moment. Il a donc été décidé d'allouer des fonds pour soutenir la réponse, en mettant l'accent sur la diffusion d'informations nutritionnelles. L'UNN-REACH et le Secrétariat du Mouvement SUN en Sierra Leone ont fourni une assistance technique, notamment lors de l'examen des communications existantes et de l'adaptation des directives mondiales au contexte local. Les efforts de collaboration pour le développement de nouveaux supports ont abouti à de nouveaux produits de gestion des connaissances qui ont été « intégrés » par tout le personnel technique de la nutrition du gouvernement, des agences des Nations Unies et d'autres partenaires.

Un soutien financier (de 10 000 USD) a été apporté pour la création de messages de nutrition à diffuser sur différents médias. Celui-ci a notamment abouti à trois vidéos de conseils, sur l'allaitement en cas d'infection de la mère par le COVID-19, et sur le recours aux établissements de santé pour femmes enceintes et allaitantes pour accéder à des services vitaux. En outre, deux messages radio ont été créés sur les bénéfices d'une alimentation saine pour renforcer son immunité, notamment en situation de confinement. D'autres supports comprennent des notes d'orientation sur *La nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant dans le contexte du COVID-19* pour les agents de santé en Sierra Leone, et *Questions et réponses sur l'ANJE en contexte de COVID -19*, qui ont tous été distribués par la Direction de l'alimentation et de la nutrition. Des formations ont été organisées pour différentes parties prenantes, telles que les chefs, les leaders religieux et les responsables de la diffusion de l'information de COVID-19 dans chaque district.

Prochaine étape: concevoir un programme commun des Nations Unies pour la nutrition

Même avant la pandémie, la nécessité d'un programme conjoint des Nations Unies visant à réduire le retard de croissance chez les enfants de moins de deux ans avait fait débat, car les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition dans le pays ont été très lents. « La pandémie n'a fait que mettre en lumière cette nécessité, car elle ouvre des possibilités non seulement d'intégration et de synergies pour une meilleure programmation, mais elle peut aussi encourager les donateurs si un bien meilleur impact peut être réalisé dans la réduction de la charge de la malnutrition », déclare Marian.

À ce jour, le personnel technique de cinq agences des Nations Unies (FAO, FIDA, OMS, UNICEF et WFP), soutenu par l'UNN-REACH, a rédigé une note conceptuelle qui sera finalisée avant la fin de 2020, lors d'une retraite conjointe des Nations Unies. Cette démarche s'appuiera également sur un Inventaire des actions de nutrition de l'ONU, entrepris avec le soutien du Secrétariat du Réseau des Nations Unies, afin d'identifier les lacunes des actions des Nations Unies en matière de nutrition et de contribuer à la conception de programmes. L'équipe technique prévoit de piloter le modèle de programme de réduction des retards de croissance dans au moins deux districts avant de le mettre à l'échelle. La première étape consistera à effectuer une évaluation de base.



Le COVID-19 a affecté les activités prévues par l'UNN-REACH au Lesotho comme en Sierra Leone. Les facilitatrices ont travaillé avec les parties prenantes, y compris l'UNN, pour adapter les plans au contexte - avec des perspectives positives pour le plaidoyer en faveur de la nutrition et, dans les deux pays, de nouveaux efforts de programmation conjointe des Nations Unies.



PROGRAMMATION ET PARTENARIATS DE L'UNN

*Des structures de
coordination non
conventionnelles au Nigéria
donnent un résultat collectif
renforcé*



Récit 16

En tant que pays le plus peuplé d'Afrique dont l'économie a dépassé celle de l'Afrique du Sud en 2019 pour devenir la plus importante du continent, l'étendue du Nigeria peut être considérée tant comme un défi qu'une opportunité. Les niveaux de retard de croissance (44%) et d'émaciation (11%) chez les enfants et d'anémie chez les femmes en âge de procréer (50%) y dépassent largement les seuils de santé publique, ce qui explique le sentiment d'urgence ressenti par les parties prenantes pour progresser sur ces fronts.⁷²



L'une des structures permettant de coordonner le soutien à la nutrition entre les agences des Nations Unies, les organisations à but non lucratif et les donateurs est le Réseau des partenaires pour le développement (DPN), créé en 2011 lorsque le pays a rejoint le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN). Au cours des neuf dernières années, le DPN a été en mesure d'aligner les priorités, d'assurer les échanges avec le gouvernement et, plus récemment, d'engager le coordonnateur résident des Nations Unies, Edward Kallon.

Le Réseau est coprésidé par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et l'ancien ministère britannique du Développement international (DFID) et compte parmi ses membres l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (WFP). En 2018-19, l'agenda de la nutrition a parfois été présenté lors des réunions de l'équipe de pays des Nations Unies dans le contexte d'un développement plus large, ce qui a donné l'occasion de renforcer ses liens avec d'autres secteurs.⁷³

72 Development Initiatives Poverty Research Ltd. 2019. *Global Nutrition Report; Nigeria country profile*. Disponible à l'adresse <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/africa/western-africa/nigeria/>.

73 UN Network Secretariat. 2019. *UN Network Nigeria country profile*. Disponible à l'adresse <https://bit.ly/375Z9rp>.

« 10 sur 10 »

L'histoire de la fonctionnalité de ce réseau montre qu'une action coordonnée des Nations Unies en matière de nutrition est possible sans un Réseau des Nations Unies à proprement parler (UNN). Dans le rapport annuel de l'UNN de 2019, qui passe en revue les structures de coordination de la nutrition et de l'action collective des Nations Unies, le Nigeria a obtenu la note la plus élevée possible, soit 10 sur 10, pour un indice qui évalue un pays en fonction de paramètres tels que « Stratégie/agenda de l'UNN en place », « plan de travail de l'UNN développé » et « programmation conjointe en nutrition ». Cet article porte sur les raisons sous-jacentes de leur succès et sur comment ce niveau d'intégration se traduit par une action sur les indicateurs nutritionnels tels que le retard de croissance, l'émaciation et l'anémie.

En tant que coordonnateur résident du Nigeria depuis 2016, Edward Kallon supervise toutes les opérations de l'ONU dans le pays, en alignant la mission et en assurant le lien avec le gouvernement. « Le sujet de la nutrition me tient à cœur, » dit-il. « J'ai travaillé au Programme alimentaire mondial pendant plus de vingt ans et, durant cette période, j'ai été témoin des effets dévastateurs de la malnutrition dans de nombreuses situations de pays et j'ai vu des gens souffrir. »

En tant que membre de l'équipe de l'UNICEF, le spécialiste de la nutrition Simeon Namana a participé à la coprésidence du DPN. Victor Ajieroh, responsable de programme pour la nutrition à la Fondation Bill et Melinda Gates, rejoint le Réseau avec un troisième point de vue, celui d'une organisation privée à but non lucratif.



Facteurs de réussite

Les trois parties prenantes interrogées ont identifié certains éléments communs qui aident le Réseau à fonctionner, avec des réunions qui servent de lieu d'échange fiable pour prendre des décisions de groupe. Pour décrire ces réunions, Victor de la Gates Fondation emploie une série de questions auxquelles il répond à toutes l'affirmative. « Parvenons-nous à un consensus sur les priorités? Sommes-nous au courant de ce que chacun fait? Avons-nous formé un front commun pour soutenir le gouvernement et s'adresser aux fonctionnaires? Quelles préoccupations partageons-nous tous? Comment soutenir le conseil national de la nutrition et le rendre opérationnel? Comment pouvons-nous renforcer les capacités du gouvernement? »

La direction du Réseau est l'un des principaux facteurs de ce score élevé. « Nous disposons des plateformes qui soutiennent un engagement multisectoriel, multipartite et multi-acteurs. Le point de ralliement a été l'adhésion au SUN en 2011, et le DFID a fait un excellent travail pour rassembler les gens, » ajoute-t-il.



Simeon a souligné l'avantage d'un agenda partagé. « Le fait d'avoir ce groupe exclut automatiquement la possibilité de toute forme de concurrence. Il garantit que les donateurs et les Nations Unies parlent le même langage et qu'ils abordent le gouvernement [comme une seule unité]. C'est une plateforme qui nous permet de savoir quels financements vont où, et comment ces financements peuvent être mieux ciblés en fonction de la localisation géographique. »

À Jere et Konduga, un programme conjoint (Programme alimentaire mondial et UNFPA) se concentre sur la santé et la nutrition des mères. Un autre programme cible les 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant, de la conception à l'âge de 23 mois. Le Programme alimentaire mondial a fourni des transferts en espèces aux femmes enceintes et allaitantes ou à d'autres personnes s'occupant d'enfants de 6 à 23 mois, sur la base de leur inscription au service de soins prénatals et postnatals et de vaccination soutenu par l'UNICEF.⁷⁴ Par ailleurs, à l'heure actuelle, des programmes mettant en œuvre une agriculture contribuant indirectement à la nutrition sont actifs dans six États (Adamawa, Borno, Cross-River, Territoire de la capitale fédérale, Kaduna et Yobe) mais à une échelle limitée.

En ce qui concerne le facteur crucial de la budgétisation, le DPN plaide pour que les gouvernements fédéraux et des États incluent la nutrition lors de l'allocation des ressources provenant de financements annuels ainsi que de financements spécifiques au COVID-19. De mai 2019 à avril 2020, le DPN a apporté un soutien financier au Comité national de l'alimentation et de la nutrition et à leurs homologues au sein des États. En outre, le Réseau des partenaires pour le développement a collaboré avec le Forum des gouverneurs, une plateforme non partisane visant à promouvoir les fiches d'évaluation de la nutrition et à partager les enseignements tirés par les États.

⁷⁴ Ibid.

S'aligner sur le gouvernement

Le but ultime du DPN est de travailler plus efficacement avec le gouvernement national en formant un front uni. Simeon a cité un exemple récent. « Lorsque les élections ont eu lieu [en février 2019] et que le gouvernement était en transition, nous avons rédigé une note d'orientation qui représente tous nos intérêts afin de souligner les priorités que nous avons en matière de nutrition. »

Cette note de politique générale de deux pages mettait en évidence les chiffres actuels pour servir facilement de référence, en exhortant le gouvernement à agir. En 2019, 321 300 enfants de moins de cinq ans sont décédés à cause de la malnutrition. Près d'un tiers des enfants de moins de cinq ans (13,1 millions) présentent un retard de croissance et 7% souffrent d'émaciation. Les carences en micronutriments, telles que l'anémie, touchent une proportion considérable de femmes en âge de procréer et 71% des enfants.⁷⁵

La note de politique générale recommande les quatre étapes suivantes. Avec l'aide du bureau du coordonnateur résident, voici les résultats jusqu'à présent.

1. Améliorer et renforcer la coordination, le leadership et la redevabilité en matière de nutrition

Le 28 juillet 2020, une réunion a été organisée virtuellement avec la participation du ministère fédéral des Ressources en eau, du ministère de l'Éducation, du ministère de l'Agriculture et du Développement rural (FMARD), du ministère de l'Information et de l'Agence nationale de développement des soins de santé primaires, entre autres. Lors de cette réunion, les ministères, départements et agences gouvernementales (MDA), qui n'avaient pas de lignes budgétaires pour la nutrition dans le passé, ont déclaré avoir désormais des lignes budgétaires dédiées.

⁷⁵ Nigeria Development Partners Network. 2019. *Nigeria Government Transition; Policy Notes Series*. No. 7. Abuja.

2. Assurer un financement prévisible et durable

En septembre 2020, la plupart des États qui avaient adopté la politique nationale en matière d'alimentation et de nutrition disposaient de lignes budgétaires pour la nutrition dans divers secteurs. Cependant, les débloquages de fonds restent une contrainte majeure.

3. Élaborer un cadre commun de résultats pour suivre les progrès de mise en œuvre

Le Forum des gouverneurs du Nigéria a réuni plusieurs acteurs gouvernementaux pour élaborer des fiches d'évaluation de la nutrition qui permettront de suivre les engagements et les investissements des gouvernements en la matière, ainsi que l'apprentissage mutuel entre les États.



4. Renforcer les systèmes sectoriels pertinents pour améliorer la prestation de services de nutrition

Le coût du plan d'action national multisectoriel pour l'alimentation et la nutrition (2018-2025) est en cours de révision, l'accent étant mis sur les composantes nutritionnelles dans l'ensemble des ministères de tutelle afin de garantir une planification, un chiffrage et des dépenses réalistes par les États.

Dans l'ensemble, l'impact de la note de politique générale a permis au gouvernement de prendre des décisions sur la base d'un agenda convenu et défini par une multitude de parties prenantes.

La nutrition dans les liens entre aide humanitaire et développement

La région du Nord-Est connaît des conflits réguliers qui ont coûté la vie à plus de 37 000 personnes. « Il y a encore plus de 10,6 millions de personnes qui vivent dans cette région, tandis que 1,6 million ont commencé à retourner dans des 'zones sûres' », note Edward Kallon. Pour y remédier, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) fait de la nutrition un résultat collectif du lien entre l'humanitaire et le développement, ce qui constitue une avancée importante. Actuellement, la FAO et le Programme alimentaire mondial mettent conjointement en œuvre un projet d'agriculture contribuant indirectement à la nutrition dans le Nord-Est pour protéger l'état nutritionnel et renforcer la résilience. D'autres travaux sont en cours pour aligner l'aide humanitaire sur le programme de santé du gouvernement fourni par les soins primaires, un concept qui vise à faciliter la coordination entre les diverses parties prenantes.

Le coordonnateur résident explique: « Pour moi, le lien entre humanitaire et développement consiste à aider les personnes touchées à transformer leur vie en passant de la dépendance à l'autonomie et à la résilience. » Il s'agit de trouver les possibilités d'améliorer la vie des gens tout en atténuant les menaces, en s'appuyant sur les forces des individus, de leurs communautés et de leurs gouvernements, et en les aidant à faire face à toute faiblesse qui entrave leurs capacités d'autosuffisance. »

À plus long terme, une approche fondée sur les systèmes alimentaires sera essentielle pour améliorer simultanément la sécurité alimentaire, la nutrition et l'environnement. M. Kallon a également souligné que « les systèmes d'approvisionnement d'urgence en eau sont également remplacés par des arrangements à plus long terme qui peuvent être gérés par les communautés bénéficiaires. »

La promotion de la paix dans les régions du nord touchées par le conflit figure également en bonne place dans l'agenda du lien développement-humanitaire. « Mon approche a été très cohérente à cet égard: nous devons modifier notre stratégie, rechercher des îlots de paix et commencer à donner espoir aux gens. Cela a un effet domino, » dit-il.



Les défis à venir

Bien que les trois personnes interrogées s'accordent sur les points forts de l'organisme de coordination, elles ont toutes trois, dans leurs entretiens respectifs, exprimé leur inquiétude quant au fait que le DPN pourrait en faire beaucoup plus. Elles étaient frustrées par la vitesse de mise en œuvre des interventions en matière de nutrition et a souligné que la traduction des politiques en actions n'en était encore qu'à ses débuts.

Le bureau du coordonnateur résident a souligné que l'un des principaux défis a été l'adoption et la mise en œuvre de politiques de nutrition au niveau infranational. Par exemple, le retard de croissance et l'émaciation coexistent dans les mêmes zones géographiques, dans les mêmes communautés, et parfois, chez le même enfant. En plus d'aider le gouvernement à coordonner son approche, il est nécessaire d'éviter les doublons et de promouvoir la convergence de la mise en œuvre dans les zones géographiques. En outre, ces problèmes persistent en raison de l'insuffisance des capacités techniques à tous les niveaux du gouvernement pour mettre en œuvre un ensemble d'interventions de nutrition visant à réduire le retard de croissance et l'émaciation.

Victor a été direct dans son évaluation. « Je constate des progrès dans les discussions et les efforts de hiérarchisation des priorités. Mais si l'on compare cette évolution à la lente réduction de la malnutrition, elle ne suit pas. Les conversations sont sincères, mais le rythme n'est pas à la hauteur des défis du Nigeria. »

« Passer de l'intention à l'action au niveau gouvernemental [est notre principal objectif], » a commenté Simeon. « [Sur une note plus positive], quatre États ont débloqué des fonds de leur budget pour la nutrition. » Les quatre - Bauchi, Gombe, Jigawa et Yobe - ont débloqué un total de 454 000 USD. C'est le résultat d'un plaidoyer soutenu ainsi que de la supervision des comités d'État sur l'alimentation et la nutrition pour une planification et un suivi opportuns.



La voie à suivre

Bien que le Nigeria ait obtenu une note de 10 sur 10 pour l'indice de fonctionnalité de l'UNN, l'intégration de la nutrition entre les organismes gouvernementaux doit être améliorée. Le bureau du coordonnateur résident aimerait voir une meilleure coordination entre: le ministère du Budget et de la Planification nationale (MoBNP), qui supervise la mise en œuvre de la politique alimentaire et nutritionnelle et les comités alimentaires et nutritionnels au niveau des États, le conseil national de la nutrition (NCN), dirigé par le vice-président, le ministère de la Santé et le point focal SUN pour le chapitre nigérian du mouvement mondial SUN.

M. Kallon se considère comme faisant partie intégrante de ce processus. « Mon rôle en tant que coordonnateur résident est de veiller à ce que le processus soit rationalisé - pour s'assurer que la nutrition reste au centre des préoccupations. Comme vous le savez, les causes sous-jacentes de la malnutrition sont multiples et aucune agence ne peut y remédier à elle seule. Ma position en tant que représentant du Secrétaire général me confère le privilège convoité de réunir un large éventail de parties prenantes autour de questions litigieuses. »

La nutrition a un grand potentiel, non seulement parce qu'elle est cruciale pour la santé et le bien-être des Nigériens, mais aussi parce qu'elle est au cœur de tant d'autres questions. Une bonne nutrition a un certain nombre de retombées positives. Les collègues dans le pays sont impatients de voir le dialogue conjoint et les engagements collectifs se traduire par des avancées concrètes et travaillent activement pour que cela devienne une réalité du quotidien.





PROGRAMMATION ET PARTENARIATS DE L'UNN

Une approche innovante de l'équité entre les sexes au Sri Lanka



COMMENT UNE COORDINATION FONDÉE SUR
LA NUTRITION S'ATTAQUE AUX TABOUS CULTURELS
ET FAVORISE L'AUTONOMISATION DES FEMMES

Récit 17

De décembre 2018 à mars 2020, le Programme alimentaire mondial (WFP), qui fait partie des membres du Réseau des Nations Unies (UNN) au Sri Lanka, et le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), ont uni leurs forces afin de lancer le projet CHANGE pour des progrès en santé via la nutrition et l'égalité hommes-femmes. Le programme vise à atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en améliorant la nutrition, la sécurité alimentaire, la santé sexuelle et reproductive (SSR) et l'accès aux services de santé. Six districts, avec un total de 8000 participants, y ont pris part, grâce à un financement du gouvernement danois.

L'intégration intersectorielle était au cœur du projet dès sa conception. « C'était la première fois que les questions étaient reliées d'une manière évidente pour les participants, » explique Sarah Soysa, analyste des programmes nationaux pour l'UNFPA. « Par le passé, la nutrition était traitée séparément de la violence fondée sur le genre, la santé sexuelle et procréative, etc. Par exemple, le manuel a changé en ce qui concerne les groupes de soutien aux mères, l'une des principales composantes du programme. La formation a également été modifiée afin d'établir un lien clair entre comment une mauvaise nutrition peut avoir des répercussions sur une grossesse et comment la violence fondée sur le genre peut affecter la santé mentale d'une personne, » ajoute-t-elle.



Lakmini Perera, chargée de programme sur les questions liées au genre au Programme alimentaire mondial, convient que l'une des principales réussites du projet a été la collaboration obtenue. « Les supports, les partenaires et les conversations sur le thème du genre [ont fait l'objet d'une pollinisation croisée]. C'était aussi une nouveauté pour le gouvernement de collaborer entre les secteurs - genre, santé et nutrition. » Ce type de modèle offre des possibilités d'effet multiplicateur.

Les aspects novateurs de ce programme sont nombreux. Une application pour téléphone mobile a été développée pour suivre les progrès. Des vidéos ont été réalisées pour des élèves de 9^e année, conçues pour être montrées à la fois aux garçons et aux filles, dans le cadre d'un cours sur les compétences de vie. Enfin, des démonstrations de cuisine ont été organisées avec une touche supplémentaire (décrite ci-dessous).

Une nouvelle application pour les groupes de soutien aux mères

Au départ, ces groupes ont été formés dans le cadre d'un projet de collaboration entre le Programme alimentaire mondial et l'UNFPA pour sensibiliser à la nutrition, avec la possibilité d'aborder des questions plus sensibles comme la santé sexuelle et procréative et les inégalités hommes-femmes. Pas moins de 1 250 groupes de soutien aux mères se réunissent régulièrement dans six districts, et le programme a abordé un grand nombre d'entre eux lors des sessions de « formation des formateurs » qui ont ciblé des médecins et autres volontaires communautaires dans 78 zones du ministère de la Santé.

Une application a été développée afin de suivre la fréquence des réunions du groupe de soutien aux mères, de savoir qui dirige les échanges et de connaître les sujets abordés. « La prise de notes lors des réunions n'était pas systématique, » note Sarah. Elle précise que « l'application sert d'outil de suivi pour tout regrouper en un seul endroit. Des photos et des récits d'expérience peuvent être téléchargés. Il aide les groupes à se connecter à d'autres groupes. Au niveau national, les responsables de programmes peuvent accéder aux données, [et] voir l'évolution des sujets. »

Les formations à l'utilisation de l'application, qui n'en sont encore qu'à leurs débuts, ont commencé juste avant que la pandémie de COVID-19 ne paralyse le pays.

Des nouvelles normes de genre présentées en vidéo

Lakmini prévoit que l'outil le plus précieux pour les participants sera la série de vidéos pour les écoles, développée pour le programme CHANGE. Deux vidéos de activités de communication pour le changement de comportement social (CCCS) ont été produites dans les langues locales. La série est basée sur les compétences de vie et intègre la nutrition ainsi que la santé sexuelle et procréative, en abordant des sujets tels que la puberté, la menstruation et une image corporelle positive, pour n'en citer que quelques-uns.

« Dans les vidéos, nous présentons un garçon qui parle à la fille de certains de ces sujets tabous, afin de normaliser ce type de discussions, » explique Lakmini. « Il est accompagné d'un guide de l'enseignant pour s'assurer que les bons messages sont partagés. Nous n'avons pas d'éducation sexuelle [dans le cadre du programme scolaire], donc les enseignants n'abordent généralement pas ces questions sensibles. En attendant l'approbation du ministère de l'Éducation et d'autres agences gouvernementales, nous pensons que cette série sera un outil utile, notamment en ce qui concerne les normes et les inégalités entre les sexes. »



Les vidéos comportent également une section sur les choix alimentaires sains. On y explique l'importance de consommer des aliments denses en nutriments pendant l'adolescence, en soulignant que des choix alimentaires sains assurent une meilleure concentration et une meilleure productivité. Elles abordent également les effets à long terme sur les niveaux d'immunité, l'obésité et les maladies non transmissibles (MNT). Dans une autre section, les avantages de l'exercice physique sont passés en revue.



Représentants nationaux de l'UNFPA et du Programme alimentaire mondial lors d'une visite conjointe de terrain pour le programme CHANGE.
UNFPA Sri Lanka

Démonstrations culinaires polyvalentes

Les démonstrations culinaires menées par le Programme alimentaire mondial ont commencé par aborder des questions d'alimentation, pour ensuite aboutir au sujet plus large de l'équité entre les sexes. « Dans les communautés pauvres, on observe de plus en plus une tendance à acheter des aliments transformés et mauvais pour la santé. L'un des objectifs était donc de parler de la valeur nutritionnelle de certains de ces aliments, comme les biscuits, [qui ne sont pas bons pour la santé] et de promouvoir des alternatives plus saines. Non seulement auprès des mères, mais aussi auprès des dirigeants de la communauté. Les démonstrations font le lien entre ces connaissances, » précise Sarah, et elles contribuent également à renforcer la confiance des participants.

À partir de là, les sujets se sont étendus à des domaines plus délicats en lien avec la prise de décision au sein des ménages. *Comment les familles décident de ce qu'elles vont cuisiner et servir? Où faut-il planter les différentes graines? Pourquoi les femmes servent le repas mais mangent en dernier? Qui a droit à une deuxième portion à la table familiale?*

Des sujets tabous comme la menstruation ont également été abordés au cours de ces démonstrations, qui visaient à inclure les hommes dans les échanges. Les sessions ont fonctionné comme « formations de formateurs »: les chefs de groupe de soutien aux mères ont été conviés, ainsi que des sages-femmes et des inspecteurs de la santé. L'idée est que ces techniques de cuisine ainsi que ces conversations sensibles soient ensuite relayées par les participants dans les communautés.

Regarder vers l'avenir: Phase 2

Les deux organisations, le Programme alimentaire mondial et l'UNFPA, souhaiteraient s'appuyer sur les réalisations de la phase 1 dans un autre cycle de projet de 18 mois, surtout après que la première phase ait été interrompue par les élections et le COVID-19. Voici quelques-uns des objectifs qu'ils souhaitent intégrer, notamment ceux qui permettront au programme de toucher d'autres secteurs.

Résilience climatique

Avec l'augmentation de la fréquence et de la gravité des inondations, des glissements de terrain et des sécheresses, la création de communautés plus résilientes face au changement climatique figure en bonne place sur leur liste. Les démonstrations culinaires et autres supports de sensibilisation permettront de plaider pour une agriculture contribuant indirectement à la nutrition, notamment la production et la consommation de variétés tolérantes à la sécheresse, riches en micronutriments et disponibles localement. En outre, la phase 2 pourrait offrir des possibilités de promotion de la biodiversité, notamment les espèces négligées et sous-utilisées, sachant que la composition en nutriments des différentes variétés de cultures peut varier considérablement.



Faire venir plus d'hommes au foyer

Le programme fournit une plateforme pour engager activement les hommes et les garçons à devenir des défenseurs de la lutte contre les disparités entre les sexes en matière de nutrition et à changer les pratiques et les comportements discriminatoires. La mise à l'échelle de cette activité encouragera la participation des hommes de manière plus significative et systématique. « Nous avons surtout travaillé avec des groupes de soutien aux mères, et par conséquent, il y avait une certaine participation des hommes, mais elle était minime. Nous aimerions organiser une deuxième phase où davantage d'hommes seraient impliqués, » déclare Lakmini.

Impliquer les jeunes

La phase 2 souhaitée sera davantage axée sur les enfants d'âge scolaire - garçons et filles - bénéficiant du programme de compétences de vie. Une approche participative sera utilisée pour s'assurer que leur contribution est prise en compte dans l'élaboration des supports du projet, ce qui contribuera à maximiser les chances de réussite.

Une nouvelle approche de la violence fondée sur le genre

Les responsables du programme sont également impatients de piloter des techniques de communication visant à modifier les comportements afin de s'attaquer à ce problème urgent au Sri Lanka.

Lorsque l'état nutritionnel des filles, des adolescents et des femmes est amélioré, tout le monde y gagne. Des programmes innovants, comme CHANGE, permettent aux filles d'obtenir de meilleurs résultats scolaires et d'augmenter leurs revenus tout au long de leur vie, ce qui favorise l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. La collaboration entre le Programme alimentaire mondial et l'UNFPA au Sri Lanka place l'égalité des sexes au premier plan et a le potentiel de mettre fin au cycle intergénérationnel de la malnutrition. L'intégration de paramètres permettant de mesurer l'impact nutritionnel sera essentielle pour orienter les efforts futurs et transmettre les enseignements à d'autres pays.



PROGRAMMATION ET PARTENARIATS DE L'UNN

*Libérer le « pouvoir du nous »
en Afrique australe*



COMMENT UN SOUTIEN RÉGIONAL
PEUT AIDER

Récit 18

Si au premier coup d'œil, le niveau régional du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) semble invisible, des échanges récents avec des collègues des Nations Unies en Afrique australe offrent une perspective différente. De la direction générale des agences des Nations Unies aux spécialistes techniques desservant la région, la programmation conjointe de l'ONU est considérée comme un moyen de parvenir à une plus grande efficacité et d'atteindre des résultats communs, notamment les objectifs de développement durable (ODD). Il est essentiel de comprendre les éléments déclencheurs (et les goulots d'étranglement) pour poursuivre une programmation conjointe des Nations Unies à plus grande échelle. Cela signifie davantage de projets conjoints dans un plus grand nombre de pays et un renforcement de la capacité des équipes de pays des Nations unies à le faire. C'est là que le Réseau des Nations Unies entre en scène.

Pour les collègues régionaux, le Réseau des Nations Unies (UNN) est une plateforme qui aide à transformer le discours sur la nutrition au niveau national, et par là même, le comportement des parties prenantes, de sorte que le soutien des Nations Unies à la nutrition prenne de plus en plus la forme d'une action collective. La pandémie de COVID-19, qui nous rappelle de manière frappante la nature interconnectée de notre monde actuel et l'importance d'agir ensemble de manière coordonnée, donne un nouvel élan aux approches conjointes, notamment aux programmes liés à la nutrition.



Le Réseau des Nations Unies en tant que catalyseur

Une équipe de trois nutritionnistes du Programme alimentaire mondial travaillant au niveau régional à Johannesburg a reconnu à l'unanimité que le Réseau des Nations Unies était une force motivante pour la programmation conjointe de l'ONU. Les nutritionnistes de l'UNICEF partageaient cet avis, notant que cela est particulièrement évident au niveau national où les collègues de l'ONU se rallient autour du point focal SUN au gouvernement et lorsque des fonds sont alloués à un travail commun. Alors, on se passe le mot: l'UNN aide les acteurs - collègues des Nations Unies, responsables gouvernementaux et autres partenaires du développement - à comprendre ce que signifie réellement la nutrition multisectorielle. Son portefeuille d'outils,⁷⁶ tels que l'Inventaire des actions de nutrition de l'ONU et la Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition, et les produits de connaissance de l'UNN, comme son Compendium des actions de nutrition, décortiquent le paysage nutritionnel dans son intégralité et identifient les possibilités de meilleures synergies. Les exercices d'inventaire et de cartographie ont été menés dans quatre pays de la région⁷⁷ et un cinquième a récemment exprimé son intérêt envers l'exercice de cartographie.



⁷⁶ Pour plus d'informations, consultez <https://www.unnetworkforsun.org/fr/analyses-de-lunn>.

⁷⁷ L'Inventaire des actions de nutrition de l'ONU a été réalisé en Eswatini, au Lesotho, au Mozambique et au Zimbabwe, tandis que la Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition a été réalisée au Lesotho, à Madagascar, au Mozambique et au Zimbabwe.

Qu'est-ce que les pays ont à gagner ? Rose Craigue, ancienne conseillère régionale principale en matière de nutrition et de VIH, déclare: « Il s'agit vraiment de mettre en évidence la valeur ajoutée de la collaboration entre les différentes agences des Nations Unies. »

La programmation conjointe des Nations Unies a le potentiel de mener à une situation où triomphent une efficacité opérationnelle accrue et des investissements en nutrition, car les acteurs voient les avantages comparatifs et les bénéfices d'une collaboration. Ceci, à son tour, peut conduire à un impact accru améliorant directement la vie des femmes, des enfants et des autres populations vulnérables. « La prestation conjointe de services essentiels de santé sexuelle et procréative, tels que les soins prénatals, l'alimentation complémentaire dans les maisons d'attente des maternités, ainsi que des informations et des services de nutrition aux femmes enceintes dans les régions souffrant d'insécurité alimentaire, comme nous l'avons constaté au Zimbabwe, est une victoire certaine pour de meilleurs résultats de grossesse pour les mères et leurs bébés, » a déclaré le Dr Julitta Onabanjo, directrice régionale de l'UNFPA pour l'Afrique orientale et australe.

D'autres ont reconnu que l'UNN-REACH au Lesotho⁷⁸ et au Zimbabwe a également été une force unificatrice, contribuant à favoriser une plus grande convergence entre agences des Nations Unies et à faire entrer de nouveaux membres dans le cercle de l'UNN au niveau local. Par exemple, l'UNFPA a choisi de rejoindre l'UNN dans les deux pays grâce à l'encouragement de la facilitatrice de l'UNN-REACH et à l'Inventaire des actions de nutrition de l'ONU, qui a aidé les collègues à voir comment leur travail en matière de santé sexuelle et reproductive était lié aux résultats nutritionnels.

78 Voir le récit 3 pour plus d'informations sur comment l'UNN-REACH contribue à faire progresser le programme de nutrition au Lesotho.

Le soutien des dirigeants de l'ONU est essentiel

La réforme de l'ONU, ainsi que les encouragements des directeurs régionaux des différentes agences des Nations Unies, des coordonnateurs résidents des Nations Unies, des chefs d'agences au niveau national et de la coordonnatrice mondiale de l'UNN, entrent aussi en compte. Christiane Rudert, conseillère en nutrition pour l'UNICEF basée à Nairobi, a indiqué que les spécialistes techniques de la FAO, du HCR, du Programme alimentaire mondial, de l'OMS et de l'UNICEF dans la région ont récemment convenu d'une note d'information unique à transmettre aux coordonnateurs et coordonnatrices résident(e)s et aux équipes de pays des Nations Unies, afin d'accélérer la prévention et le traitement de l'émaciation sur le terrain. L'implication du « coordonnateur résident en tant que plateforme de plaidoyer est utile, mais nous n'avons pas encore beaucoup d'expérience en la matière, » déclare Christiane. La note soulignera comment la mise en œuvre du Plan d'action mondial sur l'émaciation chez les enfants, une priorité pour le Secrétaire général des Nations Unies, est soutenue par les cinq agences susmentionnées, ce qui est différent de l'activité habituelle et comment elle contribue à l'agenda SUN dans les pays pionniers, tels que Madagascar et le Malawi.



Pour Nuha Ceesay, directrice nationale de l'ONUSIDA au Malawi, les chefs d'agences ont également un rôle important à jouer, un point de vue partagé par les nutritionnistes régionaux de l'UNICEF et du Programme alimentaire mondial. « La majeure partie du travail sur les programmes conjoints est effectuée au niveau technique, mais le niveau technique consiste essentiellement à traduire la vision des dirigeants des Nations Unies, » explique Nuha. Pour cette raison, établir la collaboration inter-agences comme une priorité organisationnelle est essentielle pour renforcer la programmation conjointe des Nations Unies à l'avenir.

La directrice régionale du Programme alimentaire mondial, Lola Castro, fait aussi partie des défenseurs d'une action conjointe. En parlant de la nutrition, elle a évoqué la « nécessité d'aller un peu plus loin pour s'assurer que nous travaillons de manière multisectorielle et intégrée, en prêtant attention aux questions de genre et au changement climatique. » Lola a également souligné que « nous ne partons pas de zéro. Au niveau national, il existe un certain nombre de programmes conjoints, comme les activités de résilience au Malawi avec la FAO, le FIDA et l'UNICEF. »

Aperçu du programme « Promouvoir des partenariats durables pour une résilience renforcée »

Contributions écrites du Bureau régional du Programme alimentaire mondial pour l'Afrique australe

Depuis 2019, la FAO, le Programme alimentaire mondial et l'UNICEF font partie d'un consortium qui met en œuvre un programme financé par l'UKAID intitulé PROSPER (Promoting Sustainable Partnerships for Empowered Resilience). Le programme cible 900 000 personnes vulnérables dans quatre districts sur une période de 52 mois. Il aide le gouvernement du Malawi à réduire l'extrême pauvreté et à rompre le cycle récurrent des crises et de l'aide humanitaire. Ce programme à parties prenantes multiples vise également à atténuer l'impact des chocs climatiques, à répondre aux besoins de consommation saisonniers, à soutenir la conception de filets de sécurité sociale et à générer des données probantes pour éclairer les politiques gouvernementales.

Sous les auspices de PROSPER, les trois agences des Nations Unies ont collaboré dans de nombreux domaines, notamment: l'élaboration d'une procédure opérationnelle standard commune servant de document de référence, la formation commune des agents de vulgarisation agricole et nutritionnelle, et les activités de communication pour le changement de comportement social (CCCS), en particulier dans les groupes de soins et les écoles professionnalisantes agricoles. Les plans actuels prévoient une évaluation indépendante du projet en 2023, qui permettra de mesurer l'impact sur la nutrition.



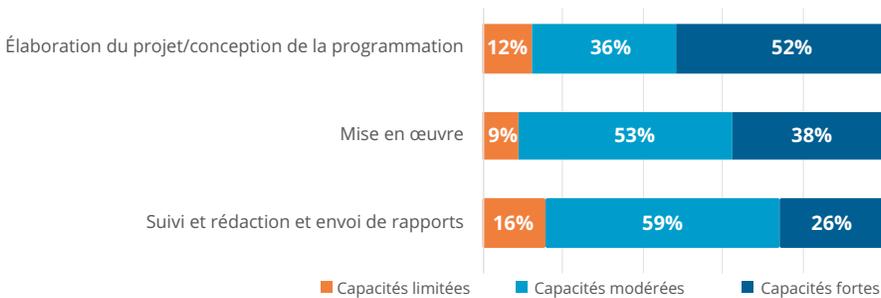
Le partenariat peut également être encouragé par le biais d'orientations spécifiques aux agences. À l'UNICEF, il encouragé d'étendre les partenariats en nutrition à plusieurs secteurs et d'englober plusieurs systèmes (par exemple, l'éducation, l'alimentation, la santé, la protection sociale) avec des règles d'engagement claires. Dans certains cas, des orientations sont élaborées conjointement, comme la note d'orientation formulée par la FAO, le Programme alimentaire mondial et l'UNICEF sur *L'atténuation des effets de la pandémie de COVID-19 sur l'alimentation et la nutrition des écoliers*⁷⁹ (avril 2020). Des collègues des bureaux régionaux du Programme alimentaire mondial et de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe se sont ensuite appuyés sur cette base et sur un nouveau cadre pour la réouverture des écoles (en juin 2020), également élaboré par plusieurs agences,⁸⁰ par la formulation

79 FAO, UNICEF & WFP. 2020. *Mitigating the effects of the COVID-19 pandemic on food and nutrition of schoolchildren*. Disponible à l'adresse <https://www.wfp.org/publications/mitigating-effects-covid-19-pandemic-food-and-nutrition-schoolchildren>.

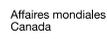
80 Banque Mondiale, Programme alimentaire Mondial, HCR, UNICEF et UNESCO.

d'une Liste de contrôle multisectorielle sur la réouverture des écoles et la nutrition en milieu scolaire en contexte de COVID-19 (juillet 2020).⁸¹ Le document souligne l'importance des considérations multisectorielles en matière de nutrition, de protection de l'enfance, d'éducation, de services d'eau, assainissement et hygiène et de santé, tout en exposant les mesures recommandées à prendre avant et après la réouverture des écoles. « La nature conjointe donne un gros coup de pouce » et contribue à améliorer l'adoption des documents d'orientation, reconnaît Kudakwashe Chimanya, nutritionniste au bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ESARO). Au Programme alimentaire mondial, la tendance est à la colocation, ce qui se reflète dans les documents de programmation contribuant indirectement à la nutrition. Il n'en reste pas moins que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer les capacités en matière de programmation conjointe, en particulier leur mise en œuvre, leur suivi et l'établissement de rapports, comme le montrent les données du rapport mondial 2019 de l'UNN (cf. figure 6).

FIGURE 6.
Capacité des agences des Nations Unies à poursuivre une programmation conjointe en nutrition (2019)



Réalisé à l'aide de contributions financières au Secrétariat de la part de:



81 UNICEF & WFP. 2020. *Multisectoral checklist about school re-openings and school-based nutrition in the context of COVID-19*. UNICEF and World Food Programme Eastern and Southern Africa Regional Offices. Disponible à l'adresse <https://www.wfp.org/publications/joint-wfp-and-unicef-multisectoral-checklist-school-reopening-and-school-based>.

Examen du rôle des bureaux régionaux et des plateformes

Le rôle des bureaux régionaux de l'ONU se situe à plusieurs niveaux. Dans les bureaux plus petits, tels que ceux d'Eswatini et du Lesotho, les collègues régionaux ont tendance à s'impliquer davantage dans les activités au niveau du pays, y compris la formulation de programmes conjoints des Nations Unies. Il est clair que la chaîne de soutien ne s'arrête pas là. Les bureaux régionaux peuvent jouer un rôle de catalyseur dans le renforcement des liens entre les agences des Nations Unies. Par exemple, l'engagement régional a permis au Programme alimentaire mondial et à l'UNICEF de se réunir au Zimbabwe pour promouvoir une complémentarité accrue entre les deux agences, y compris les mesures liées à la réponse au COVID-19. Ces mêmes agences ont fait équipe sur la SBCC concernant l'alimentation de la mère, du nourrisson et du jeune enfant, qui comprend désormais des messages liés au COVID-19 et est diffusée par les points de distribution de nourriture en période de soudure dans vingt-trois districts. L'UNFPA utilise également ce canal pour distribuer des produits liés à la santé sexuelle et procréative, en faisant appel au Programme alimentaire mondial pour son soutien logistique.

Cela dit, la collaboration demande des efforts et parfois, la volonté de trouver un compromis. Les collègues régionaux sont également mobilisés lorsqu'il y a des difficultés et que les agences « ne s'entendent pas », encourageant les collègues nationaux à résoudre les problèmes et les malentendus. En outre, le personnel régional des Nations Unies peut servir d'intermédiaire, en mettant en relation des collègues nutritionnistes dans les pays avec le Secrétariat du Réseau des Nations Unies pour l'assistance technique (par exemple, sur les analyses du Réseau).

Les plateformes régionales, telles que le groupe de travail sur la sécurité alimentaire et le groupe régional de nutrition en Afrique australe, codirigés par l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial, contribuent également à renforcer la collaboration entre les agences. Cela a permis aux partenaires de la région d'adopter une approche harmonisée de la nutrition dans le cadre de la réponse COVID-19 et de se tenir au courant des dernières directives. En outre, le groupe de travail a alimenté le plaidoyer en faveur de la nutrition, ayant élaboré un appel à l'action fin juillet qui soulignait

l'impact potentiel de la pandémie sur les résultats de nutrition en Afrique orientale et australe. L'expérience a également montré que ces plateformes régionales peuvent servir d'incubateurs pour de nouvelles idées, telles que la mesure de l'indice du périmètre brachial par la mère en période de COVID-19, une idée née dans ce forum. En conséquence, un certain nombre de bureaux nationaux, dont le Zimbabwe, ont réduit au minimum le dépistage de la malnutrition effectué par les agents de santé communautaires et demandent aux mères de le faire elles-mêmes. L'hypothèse sous-jacente est que cette adaptation est un moyen de réduire les contacts, et donc de minimiser les risques liés au virus.



L'action conjointe à l'ère du COVID-19

Si la pandémie de COVID-19 a présenté une série de nouveaux défis, allant de la communication du personnel de l'ONU à la mise en œuvre des programmes, elle a également accru le souhait d'adopter des approches conjointes. Au niveau régional, le Programme alimentaire mondial et l'UNICEF ont utilisé le COVID-19 comme une fenêtre d'opportunité pour développer une liste d'indicateurs pour lesquels il est relativement facile de collecter des données afin d'obtenir un panorama de la situation sans aller sur le terrain. Cela limite l'exposition potentielle au virus. Les deux agences ont également uni leurs forces au niveau national pour préserver la nutrition pendant la pandémie. Au Malawi, l'UNICEF a développé des jingles avec des messages clés sur la prévention du COVID-19 qui sont utilisés par le Programme alimentaire mondial et d'autres partenaires pour renforcer les activités de CCCS et de sensibilisation dans différents programmes. Les deux agences fournissent également un soutien conjoint (technique et financier) au gouvernement pour les équipes de district sur les adaptations programmatiques qui en découlent, de l'utilisation d'équipements de protection individuelle à la révision de la fréquence des distributions pour limiter la contagion. Dans le cadre de ces efforts, le Programme alimentaire mondial et l'UNICEF ont soutenu la révision de la procédure opérationnelle standard nationale sur la gestion de la malnutrition aiguë dans le contexte de COVID-19, ainsi que sa mise en œuvre. Les collègues des deux agences n'ont pas manqué de souligner que ces mesures s'appuyaient sur une riche histoire de collaboration inter-agences à l'appui de la réponse nationale d'urgence nutritionnelle d'octobre 2015 à juin 2017. Cela pourrait suggérer que la collaboration engendre la collaboration ou qu'il est plus facile d'exécuter les tâches lorsqu'il existe déjà un précédent.

Un groupe plus large d'agences des Nations Unies (OIT, ONUSIDA, OMS et Programme alimentaire mondial) travaille ensemble pour renforcer l'éducation et la sensibilisation à la nutrition, en ciblant les personnes vivant avec le VIH et les patients atteints de tuberculose, afin de s'assurer que leurs vulnérabilités ne soient pas davantage exacerbées dans le contexte du COVID-19. Le directeur de l'ONUSIDA dans le pays, Nuha Ceesay, reconnaît que « la volonté du gouvernement de faire pression pour que les Nations Unies travaillent ensemble fait une énorme différence. » Il a expliqué que la Commission nationale de planification guide en permanence les parties prenantes dans leur manière de travailler ensemble et de soutenir les programmes convenus, donnant ainsi le ton pour la collaboration.

Des goulots d'étranglement existent mais peuvent être surmontés

Le financement et les personnalités ont été identifiés comme les principaux obstacles à la programmation conjointe des Nations Unies dans le domaine de la nutrition. « Le fait de disposer d'une structure formelle, comme l'UNN, aidera les responsables techniques individuels à surmonter les difficultés liées à la personnalité des uns et des autres et s'assurer que l'on parvient aux objectifs collectifs. Une personnalité obstructive ne devrait pas être un frein à une action collective, » déclare Christiane à l'UNICEF. Il s'agit de changer les mentalités et d'être prêt à voir les choses sous des angles différents. Nuha en est très conscient après des années de travail commun dans le cadre de l'ONUSIDA. Selon lui, « il faut que ce soit une coalition de volontaires. Cela demande beaucoup de patience, de compréhension et un engagement continu. » La formation peut également aider les gens à « envisager la gloire collective plutôt que la réussite individuelle, » ajoute-t-il. La communauté de la nutrition peut potentiellement apprendre des expériences conjointes des Nations Unies accumulées au cours des décennies pour combattre le VIH/SIDA. Sa collègue Narmada Acharya Dhakal, conseillère régionale de programme pour l'Afrique orientale et australe, a expliqué ce point et a souligné l'importance de se réunir dès le début. « Nous devons être en mode équipe conjointe et essayer de nous adapter à l'agenda de l'équipe, en mettant de côté nos chapeaux d'agence et en définissant l'agenda ensemble. »

L'environnement financier influence également la mesure dans laquelle les agences des Nations Unies se réunissent et collaborent dans le domaine de la nutrition. D'après l'expérience de Kudakwashe, les propositions de financement conjointes peuvent aider à montrer les avantages comparatifs des agences respectives et sont un moyen d'atténuer certains de ces défis, notamment les différentes conditionnalités des donateurs et les modalités de versement des fonds. Rappelant l'exemple de Madagascar, Rosalyn Ford, nutritionniste au Programme alimentaire mondial, a noté que certains donateurs souhaitaient une plus grande collaboration entre les agences des Nations Unies, ce qui a conduit à l'élaboration d'une proposition conjointe de la FAO, du Programme alimentaire mondial et de l'UNICEF pour l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), associant des actions spécifiques contribuant directement à la nutrition à d'autres y contribuant indirectement pour réduire les niveaux élevés de retard de croissance du pays.

Parfois, c'est plus compliqué. Rose apprécie le fait que « nous avons tous des priorités et des intérêts différents et que la bourse reste petite. Il peut être difficile de trouver comment converger. » Il peut arriver qu'« un donateur donne la priorité à quelques districts qui pourraient s'aligner sur l'agence bénéficiaire principale, mais parfois les

autres agences ne sont pas vraiment présentes dans ces districts, ce qui les oblige à rechercher des fonds supplémentaires, » dit-elle. Cela peut entraîner des retards dans la programmation, ce qui peut affecter directement l'impact du programme.

Tirer parti du cadre des ODD pour galvaniser l'action collective de l'ONU

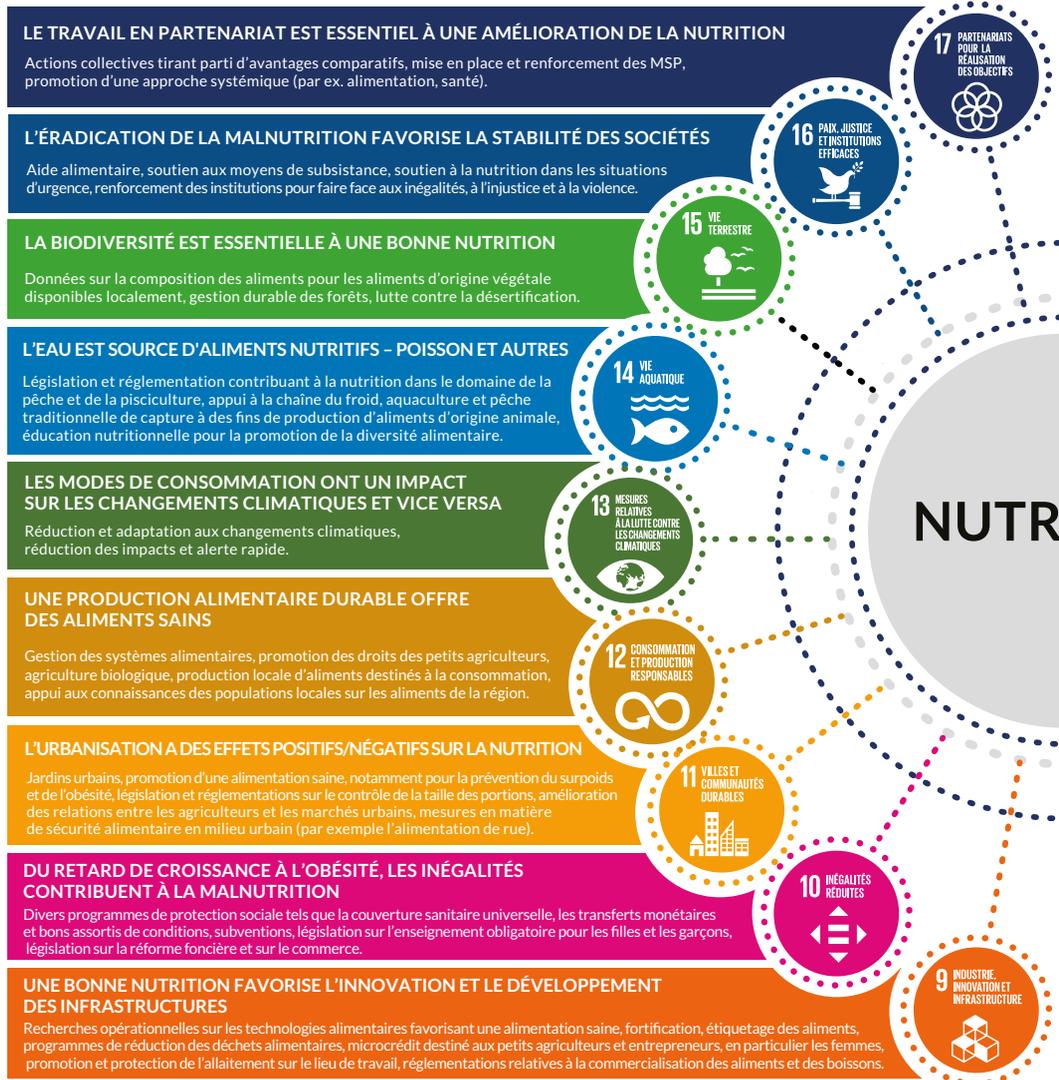
Les ODD ont permis de mieux faire connaître la nutrition, y compris auprès des hauts fonctionnaires des États membres. « Les Objectifs de développement durable 2030 fournissent le cadre d'une réponse collective pour: accélérer la réduction du nombre d'enfants malnutris dans toute la région, pour une voie de rétablissement après les effets de la pandémie de COVID-19, et les opportunités de renforcer la résilience de la nutrition pour répondre aux chocs futurs, » déclare Mohamed M. Malick Fall, directeur régional de l'UNICEF pour l'Afrique orientale et australe. La Décennie d'action des Nations unies pour la nutrition, le Mouvement SUN et le Rapport sur la nutrition mondiale ont aussi attiré l'attention sur ce sujet.

De même, les ODD contribuent à promouvoir une compréhension plus large de la nutrition afin qu'elle soit perçue comme un moteur du développement durable, et non comme une simple intervention technique. Le Secrétariat de l'UNN a développé une infographie qui décrit les liens respectifs entre la nutrition et les ODD pour aider à les mettre en évidence, en particulier pour les dirigeants de l'ONU et les collègues travaillant dans d'autres domaines techniques (cf. Figure 7). Au cours de ses voyages dans la région, la directrice et coordonnatrice mondiale de l'UNN a aidé un plus grand nombre d'agences des Nations Unies à s'engager dans le programme national de nutrition, comme le FNUAP, l'OIM, et le PNUD au Zimbabwe.

De plus en plus de non-nutritionnistes parlent de la nutrition, du Rapport sur la nutrition mondiale, etc. en comprenant que « nous ne pourrions pas atteindre les autres ODD si nous ne nous occupons pas de la nutrition, » déclare Rose. Il y a une place pour tout le monde, et chacun doit prendre sa place. Rufaro Musvaire, nutritionniste au Programme alimentaire mondial, a bien résumé la situation par une métaphore frappante: « C'est comme une voiture composée de différentes pièces: certaines peuvent se remarquer plus que d'autres. Mais si une vient à céder, qu'il n'y a plus d'essence ou qu'un pneu est à plat, vous ne pouvez plus aller nulle part. » Garder cette idée à l'esprit peut aider les collègues de l'ONU à surmonter les différences institutionnelles et autres défis pour s'assurer qu'ils cheminent vers les mêmes objectifs, particulièrement en cette période exceptionnelle.

FIGURE 7.

S'appuyer sur le pouvoir de la nutrition pour réaliser les ODD



Réseau des Nations Unies



Réalisé à l'aide de contributions financières au Secrétariat de la part de:



Global Affairs
Canada

Affaires mondiales
Canada



OUTILS ANALYTIQUES DE L'UNN

Une deuxième vague de cartographie au Niger révèle des lacunes et clarifie les priorités en nutrition



Récit 19

Cinq ans après le premier exercice de cartographie réalisé au Niger (2014) sous l'égide du Haut-Commissariat à l'initiative 3N⁸² et de l'UNN-REACH,⁸³ un deuxième cycle de cartographie a été mené avec un ensemble d'améliorations. Les acteurs gouvernementaux ont considéré cet exercice comme un moyen de renforcer les mécanismes de coordination de la nutrition, qu'ils soient nationaux ou infranationaux, et de promouvoir une redevabilité mutuelle entre les parties prenantes afin de faire baisser les niveaux de retard de croissance et d'émaciation chez les enfants, qui, à l'heure actuelle, enregistrent une hausse significative. Selon une enquête SMART, en 2018, le retard de croissance et l'émaciation chez les enfants de moins de cinq ans étaient respectivement estimés à 47,8% et 17%. Ces chiffres ont tiré la sonnette d'alarme car ils dépassent largement les seuils de santé publique définis par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

« Il a été unanimement reconnu que la cartographie constitue non seulement un outil de référence pour le suivi de la mise en œuvre du plan national de nutrition, mais aussi pour le plaidoyer et la prise de décision à tous les niveaux » souligne Sarah Cruz, ancienne analyste au Secrétariat du Réseau des Nations Unies. Cet exercice a par ailleurs permis aux acteurs de différents groupes de parties prenantes d'identifier les lacunes dans le processus de mise à l'échelle entrepris dans le pays.

Une approche participative

La deuxième vague de cartographie a été lancée en décembre 2018 à l'aide d'une version améliorée de l'outil du Réseau des Nations Unies (UNN), initialement développé pour l'UNN-REACH. Sous la direction du gouvernement, le Secrétariat de l'UNN a formé et accompagné la Cellule Nationale de Nutrition⁸⁴ et d'autres membres de l'équipe nationale de cartographie tout au long du processus, de la personnalisation de l'outil à l'analyse des données et à la présentation des résultats à l'occasion d'un atelier des parties prenantes tenu en juin 2019, où les résultats ont

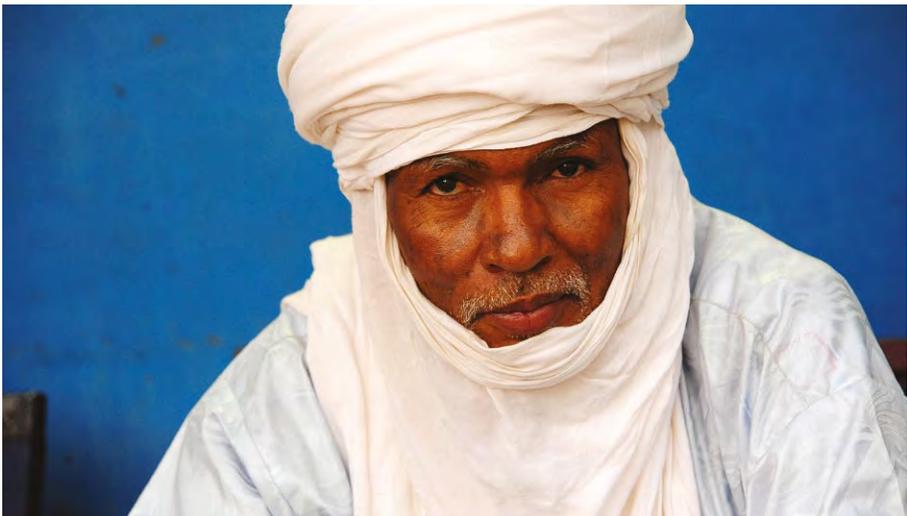
82 Ceci fait référence à « Nigériens Nourrissant les Nigériens ».

83 Cet acronyme fait référence au Partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants, qui fait partie du dispositif multisectoriel d'assistance technique de l'UNN.

84 Cet organisme est placé sous l'égide du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N.

été validés. Cette fois, la cartographie a été financée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Union européenne via l'initiative FIRST,⁸⁵ ainsi que par une contribution du Secrétariat du mouvement Scaling Up Nutrition (SUN), ce qui témoigne du soutien des Nations Unies et de la communauté des donateurs.

Les actions ont été sélectionnées dans le cadre d'un exercice participatif impliquant une série de groupes de parties prenantes de différents secteurs, tels que l'agriculture, l'éducation, la santé, la protection sociale, et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (« WASH »). Les acteurs ont tenu compte des dispositions du plan national de nutrition, de la faisabilité de la collecte de données ainsi que d'autres facteurs techniques. Dans l'ensemble, l'exercice de cartographie a porté sur plus de 70 parties prenantes, dont neuf ministères, et a abouti à des statistiques agrégées sur la couverture, réparties par intervention. Les domaines de travail de l'aide humanitaire et du développement ont été fusionnés, renforçant ainsi le lien entre aide humanitaire et le développement, qui facilite une plus grande collaboration, coordination et cohérence entre ces deux sphères d'activité.



⁸⁵ Acronyme signifiant « Impact, résilience, durabilité et transformation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ».

Nouvelles fonctionnalités

Bien que le paysage des partenaires à la mise en œuvre reste dominé par les acteurs humanitaires, cette deuxième vague de cartographie a été l'occasion d'aller plus loin et d'établir des liens avec d'autres initiatives en cours dans le pays. La cartographie 2018-2019 a élargi le champ des interventions à vingt-sept au lieu de dix-neuf, permettant ainsi aux décideurs de faire évoluer les politiques en se fondant sur des données dans davantage de domaines. Ce choix s'explique en partie par le besoin de parvenir à une plus forte spécificité et de refléter une compréhension évoluée des approches contribuant indirectement à la nutrition. Par exemple, lors de cette deuxième vague, la production alimentaire locale a été répartie en trois actions d'agriculture familiale: (1) la promotion des activités maraîchères et des jardins de case; (2) la promotion du petit élevage; et (3) la promotion de la pisciculture. Une tendance similaire a été observée pour la protection sociale axée sur la nutrition. L'augmentation du nombre d'actions cartographiées est également due à la décision de recenser des interventions supplémentaires, telles que la fortification au point d'utilisation, la vaccination et les soins prénataux (le recours à au moins quatre visites), qui peuvent avoir un effet positif sur les résultats nutritionnels (tel que le retard de croissance).

En outre, la deuxième vague de cartographie a élargi le champ d'application géographique en affichant les données par commune. C'est un pas en avant par rapport à la cartographie de 2014, qui s'était arrêtée au niveau régional. Pas moins de 265 municipalités se sont mobilisées en 2018-2019, ce qui souligne la forte dimension sous-nationale de cet exercice. L'idée était que procéder de cette manière permettrait de prendre des mesures correctives à un niveau plus local, dans le but de réduire les délais et de mieux servir les populations vulnérables. Elle confère également une approche plus équitable pour permettre aux acteurs de modifier leurs stratégies de ciblage pour soutenir les communautés qui étaient auparavant insuffisamment couvertes. En ce sens, la cartographie devient un outil opérationnel plutôt qu'une analyse statique, ce qui contribue largement à sa popularité auprès des gouvernements.

Pour la première fois, les acteurs ont manifesté un intérêt pour l'intégration des données générées par la cartographie à la plateforme nationale d'information sur la nutrition (NIPN). Le processus sera facilité par la participation de certains membres de l'équipe nationale de cartographie au comité technique de cette plateforme. Deux grandes dynamiques ont rendu cela possible. La première est la forte participation de fonctionnaires du gouvernement dans l'exercice de cartographie, qui connaissaient bien les deux initiatives et étaient désireux de les mettre en relation. Deuxièmement, la cartographie a été réalisée à l'aide d'une application web basée sur le logiciel d'information sanitaire de district, version 2 (District Health Information Software ou DHIS2). Cela facilite les échanges avec d'autres systèmes d'information, tels que la NIPN, et offre la possibilité de maximiser l'assistance technique fournie par de multiples acteurs.

FIGURE 8.

Extrait de la Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition au Niger (2018-2019)



Résultats principaux

L'exercice a mis en lumière des données spécifiques, distribuées par région, ainsi que de grandes tendances, permettant ainsi aux parties prenantes de voir où la couverture était faible, et pour quelles interventions. En moyenne, dix-neuf interventions avaient été mises en œuvre dans chaque région (environ 70%). Bien que ce résultat semble encourageant, la cartographie a également révélé de grandes disparités géographiques pour certaines actions. Par exemple, le soutien à l'allaitement exclusif, l'une des interventions les plus importantes pour sauver des vies, n'a touché qu'une faible proportion de femmes enceintes et allaitantes dans quatre régions (25% ou moins dans les régions d'Agadez, Diffa, Zinder et Niamey), jusqu'à 50% à Dosso et plus de 75% dans deux régions (Tahoua et Tillabéri). Cela soulève des questions sur les causes de ces disparités régionales. S'agirait-il d'obstacles à la mise en œuvre? Ou d'un contexte d'insécurité ou de conflits? Les disparités pourraient être dues en partie à la présence limitée d'organisations non gouvernementales (ONG) dans certaines de ces régions, notamment celles d'Agadez et Zinder.

La cartographie a par ailleurs montré que les régions les plus touchées par le retard de croissance (par exemple Maradi et Zinder) sont aussi celles où la couverture géographique et démographique est considérablement faible. Ceci illustre une relation directe entre la portée de l'intervention et la malnutrition, ce qui souligne une fois de plus la nécessité d'accroître la couverture. Étant donné que moins de 15% des interventions cartographiées avaient une couverture géographique supérieure ou égale à 50%, il n'est pas surprenant que le pays soit confronté à des niveaux extrêmement élevés de retard de croissance, d'émaciation et d'anémie. Maimouna Doudou, ancienne point focal SUN au gouvernement et consultante pour l'OMS dans le pays, estime que « *la cartographie est un outil essentiel pour le suivi de la couverture des interventions nutritionnelles* » afin que les acteurs puissent se réunir pour faire évoluer la situation et combler les lacunes en matière de couverture.

Les interventions assurées par le secteur de la santé (par exemple, la supplémentation en vitamine A) ont généralement couvert une plus grande proportion de communes que les autres actions. En outre, la plupart des actions reposent sur les trois mêmes mécanismes de mise en œuvre: le système sanitaire, les relais communautaires et les ONG. Par exemple, la

supplémentation en vitamine A a été effectuée dans l'ensemble des 265 communes, atteignant la grande majorité des enfants de moins de cinq ans par le biais de campagnes de masse, de services de santé de routine et de relais communautaires. En comparaison, vingt-sept communes (sur 265) bénéficiaient de transferts sociaux en nature. Dans le meilleur des cas, ces transferts, assurés par des ONG, des distributions ciblées et des services techniques du gouvernement, touchaient 25% des ménages vulnérables. Ces conclusions ont suscité des discussions sur les mesures à prendre pour accroître les synergies et étendre la couverture à d'autres secteurs.

Suivi des progrès dans le temps

Bien que la situation se soit légèrement améliorée entre 2014 et 2018, une part importante des moins de 5 ans ne bénéficie toujours pas de l'ensemble des interventions nécessaires à leur développement. Seule la couverture de quatre interventions a pu être étendue sur cette période: l'allaitement maternel exclusif, l'alimentation complémentaire, la distribution de moustiquaires traitées à l'insecticide et le lavage des mains au savon. Heureusement, les deux premières (allaitement maternel exclusif et alimentation complémentaire) sont des actions à fort impact et essentielles à la nutrition.⁸⁶ Une autre tendance encourageante est ressortie de la cartographie : par rapport à 2014, davantage d'acteurs s'engagent dans des actions en lien avec l'agriculture afin de contribuer à atténuer le changement climatique et ses conséquences sur la nutrition. Les partenaires au développement apportent de plus en plus de nouvelles technologies pour aider les agriculteurs à s'adapter aux conditions environnementales changeantes et à renforcer leur résilience. Comme ces actions étaient plus spécifiques que lors de la première vague de cartographie, il est difficile de savoir si la présence d'autres acteurs impliqués s'est traduite par une couverture accrue des interventions. Les résultats suggèrent une possible augmentation des jardins familiaux, bien que la couverture de l'élevage de petits animaux et de la pisciculture soit considérablement faible et davantage conforme aux niveaux de production alimentaire locale observés en 2014 (cf. figure 9).

86 WHO. 2013. *Essential nutrition actions: Improving maternal, newborn, infant and young child health and nutrition*. Geneva. Disponible à l'adresse <https://apps.who.int/iris/handle/10665/84409>.

FIGURE 9.

Extrait de la Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition au Niger (2018-2019)

Analyse comparative de la couverture des interventions clé destinées à un enfant à l'échelle nationale
De 2014 à 2018, la situation reste inchangée avec une faible couverture des interventions et un nombre important d'enfants de moins de 5 ans ne recevant pas de paquet complet des interventions nécessaires à leur développement



Il existait également une quantité d'autres actions dont la couverture est restée pratiquement inchangée (par exemple, le suivi et la promotion de la croissance des enfants, la disponibilité et promotion de l'utilisation des latrines, le traitement de l'eau à domicile). Cela a révélé un besoin urgent de repenser la stratégie nationale de nutrition et la mise en place d'interventions prioritaires, car beaucoup de ces mêmes acteurs se trouvent aux mêmes endroits et mènent les mêmes interventions. « *La mise à l'échelle du paquet complet d'interventions spécifiques et sensibles à la nutrition avec une couverture suffisante et un engagement fort des acteurs sont nécessaires pour inverser les tendances de la malnutrition* » déclare Amina Idrissa Bagnou, experte en cartographie au sein du Haut-Commissariat pour l'Initiative 3N.

Qu'est-ce qui se profile à l'horizon?

Au-delà de l'utilité directe de pouvoir vérifier la couverture des interventions, la cartographie constitue un levier pour le renforcement de la gouvernance de la nutrition. « *Par l'aperçu du paysage des intervenants et du niveau de couverture du Paquet d'interventions prioritaires qu'il donne, l'outil a servi dans la formulation des supports de plaidoyer en faveur de la nutrition, l'élaboration de la Politique nationale de sécurité nutritionnelle (PNSN) 2017-2025 et son Plan d'action budgétisé. En outre, l'outil, avec l'analyse de la situation, l'aperçu des politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle et le profil des intervenants, tous développés par REACH, ont été les principaux supports de plaidoyer ayant rendu possible la prise en compte de la nutrition dans le Plan de Développement Économique et Social (PDES) 2016-2020 du Niger* » explique Mahamadou Aboubacar, coordinateur de la cellule nutrition de 3N. Ce sentiment est partagé par d'autres, toutes les parties prenantes recommandant qu'une vague de cartographie soit réalisée chaque année. À ce jour, le Niger est l'un des trois pays à avoir entrepris plusieurs séries de cartographie, rejoignant ainsi le Sénégal et la Tanzanie. Conscient des avantages de cet outil, le Mali le succèdera bientôt en lançant une deuxième vague.

Depuis l'achèvement de la cartographie, les résultats ont été présentés à la 4e conférence FANUS sur la nutrition en action pour le développement durable en Afrique, qui s'est tenue à Kigali, au Rwanda, du 26 au 29 août 2019. La présentation a été si bien accueillie qu'à l'issue de la conférence, les membres de l'équipe nationale de cartographie ont été contactés par *le Journal of Food Science and Engineering* pour faire paraître un article dans leur prochain numéro.

Malgré tout, comment s'assurer que les personnes souffrant de malnutrition au Niger tirent profit de ces expériences? Quelles sont les garanties mises en place pour briser le statu quo? Diverses parties prenantes ont exprimé être en faveur de la création de profils présentant les principaux acteurs de la nutrition dans le pays. Le principe sous-jacent est que ces profils faciliteraient les liens entre les acteurs pour une convergence accrue des services de nutrition. En outre, ces efforts seront complétés par une analyse sectorielle et régionale supplémentaire réalisée par les principaux ministères, avec le soutien de l'équipe technique nationale et du Secrétariat de l'UNN, afin de mieux cerner les obstacles à la mise en œuvre. En

parallèle, il est également prévu d'extraire les principaux résultats de l'exercice de cartographie à l'attention des parlementaires afin de les aider à réorienter les parties prenantes et les interventions là où elles sont le plus nécessaires. Le soutien de l'UNN à ces prochaines étapes sera crucial. Le gouvernement a également fait une demande officielle pour un renouvellement du dispositif de l'UNN-REACH afin de faciliter la poursuite du dialogue et d'états des lieux multisectoriels, deux éléments clés pour susciter une réflexion extérieure et des solutions innovantes. Comme le montrent les données, le maintien du statu quo laisse pour compte les Nigériens et Nigériennes vulnérables et de nouveaux chocs (comme le changement climatique ou les pandémies) ne feront qu'aggraver une situation déjà délicate.





OUTILS ANALYTIQUES DE L'UNN

Le Pérou entreprend une Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition



UNE « FENÊTRE D'OPPORTUNITÉ »
POUR RENFORCER LES ACTIONS PRIORITAIRES

Récit 20

Introduction

Le Pérou est l'un des premiers pays d'Amérique latine à réaliser un exercice de Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition,⁸⁷ l'une des analyses de l'UNN conçues pour guider les pays dans le renforcement de la multisectoralité et de la mise à l'échelle en nutrition. Cet outil donne aux parties prenantes une image complète de qui fait quoi, où et comment, en illustrant la couverture géographique et démographique. L'exercice de cartographie vise à galvaniser une série d'acteurs (y compris le gouvernement, les agences des Nations Unies, la société civile, le monde universitaire et le secteur privé), en générant des données qualitatives et quantitatives sur les « actions de base en matière de nutrition » qui sont mises en œuvre dans des secteurs tels que la santé, l'agriculture, l'éducation et la protection sociale, et leurs systèmes respectifs.



87 Pour plus d'informations sur l'outil de Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition de l'UNN, consultez <https://www.unnetworkforsun.org/tools/nutrition-stakeholder-action-mapping>.

« Pour moi, l'exercice [de cartographie des parties prenantes] a été comme un puzzle: chaque fois que nous pensions avoir toutes les pièces, nous en trouvions une autre, puis une autre... » explique Emilia Villanueva, consultante au Programme alimentaire mondial (WFP) au Pérou. « Je pensais que ce serait un puzzle avec une seule face, mais nous avons découvert que c'était plutôt un Rubik cube avec beaucoup de faces. »

Un élan pour la cartographie

Le Pérou fait partie du Mouvement SUN depuis 2010. Le pays a une population d'environ 32 millions d'habitants et est divisé en vingt-cinq régions, qui sont elles-mêmes subdivisées en provinces et en districts. Il est actuellement classé parmi les pays à revenu moyen supérieur et a réalisé des progrès impressionnants dans la lutte contre la malnutrition. Par exemple, le retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans (CU5) est passé de 31,3% en 2001 à 12,9% en 2017, tandis que l'émaciation touche moins de 1% de cette tranche d'âge.⁸⁸ Pourtant, derrière la prévalence du retard de croissance au niveau national se cachent des disparités géographiques, trois régions affichant des niveaux de retard de croissance de 31%.⁸⁹ Par ailleurs, le surpoids et l'obésité touchent près d'un tiers des enfants âgés de 5 à 9 ans (32%).

La population adulte du pays est également confrontée à un fardeau de malnutrition: l'obésité touche 24,2% des femmes et 15,2% des hommes.⁹⁰ Par ailleurs, une étude récente a montré que 37,2% des personnes de moins de 15 ans souffraient d'obésité, d'hypertension artérielle ou de diabète. Cette proportion était plus élevée chez les populations urbaines (39,6%, atteignant 43,0% à Lima) que rurales (27,5%).⁹¹

88 Development Initiatives Poverty Research Ltd. 2019. *Global Nutrition Report; Peru country profile*. Disponible à l'adresse <https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/latin-america-and-caribbean/south-america/peru/>.

89 National Institute of Statistics and Informatics. 2018. *Demographic and Family Health Survey*. Lima. Disponible à l'adresse <http://ghdx.healthdata.org/record/peru-demographic-and-family-health-survey-2018>.

90 Development Initiatives Poverty Research Ltd. 2019.

91 National Institute of Statistics and Informatics. 2018.

L'anémie constitue également un grave problème au Pérou. Au niveau national, plus de 40% des nourrissons âgés de 6 à 35 mois sont anémiques, une statistique qui atteint près de 70% dans la région de Puno. Les femmes en âge de procréer présentent également des niveaux élevés d'anémie (18,5%), même si elles sont touchées dans une moindre mesure.⁹²

Catalyseur d'action

Les agences des Nations Unies au Pérou utilisent le groupe de travail sur la nutrition pour l'harmonisation des efforts et l'échange d'informations et des retours d'expériences. Les agences représentées dans le groupe sont l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), l'Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la santé (OPS/OMS), et le Programme alimentaire mondial (WFP), ce dernier étant le chef de file.

Les différents acteurs du groupe, tels que les organisations non gouvernementales (ONG), le monde universitaire et les agences des Nations Unies, ont cherché différents moyens de donner un coup de pouce au gouvernement pour lutter contre la malnutrition. Dans le même temps, le gouvernement du Pérou a décidé de se concentrer sur la réduction des taux d'anémie.

Tous ces efforts ont coïncidé avec l'arrivée d'une nouvelle directrice au Programme alimentaire mondial Pérou, Tania Goossens, qui avait déjà travaillé avec les analystes de l'UNN dans des pays comme le Mozambique. « Lorsque je suis arrivée à la mi-2018, l'anémie était à l'ordre du jour pour tout le monde, à commencer par les plus hauts niveaux du gouvernement, mais malgré les nombreux efforts et investissements, c'est simple: les chiffres ne baissaient pas. »

⁹² Ibid.



« Cela m'a fait penser qu'un bon point de départ serait d'établir une cartographie complète pour mieux comprendre qui fait quoi et où, identifier les lacunes et faire cette analyse pour mieux orienter ces efforts et ces investissements. Pas seulement envers la réduction de l'anémie, mais pour toutes les interventions clés en matière de nutrition, étant donné que certaines régions continuent d'afficher des niveaux élevés de retard de croissance, tandis que l'obésité et le surpoids chez les enfants ont considérablement augmenté. L'exercice m'a semblé vraiment opportun, surtout dans un pays comme le Pérou, où la lutte contre la malnutrition suscite un réel intérêt et où les capacités et les financements sont élevés, » explique Tania.

Les objectifs de la cartographie étaient doubles: (1) informer, sensibiliser, définir et s'accorder sur les possibilités d'améliorer la situation nutritionnelle dans le pays, et (2) promouvoir la coordination entre le gouvernement, les agences des Nations Unies, le secteur privé, la société civile et le monde universitaire afin d'améliorer la couverture des actions de nutrition. Un groupe de travail technique a été formé spécifiquement pour l'exercice de cartographie. Celui-ci comprenait notamment le ministère de la Santé, le ministère du Développement et de l'Inclusion sociale, un groupe du secteur privé (Pérou 2021), CARE (représentant le groupe d'ONG Pérou Prévention de la malnutrition chronique), la FAO, le FIDA, le Programme alimentaire mondial et l'UNICEF.

Faire adhérer le gouvernement

La structure du gouvernement péruvien est décentralisée, de sorte que chaque région peut prendre ses propres décisions, bien que l'orientation politique soit déterminée au niveau national. Selon Emilia, ce système fonctionne en théorie, mais pas dans la pratique. « Lima compte plus de 30% de la population, ce qui signifie que la plupart des actions se déroulent ici, » dit-elle. « Le défi est de savoir comment améliorer ce type de pratiques dans les autres régions où vivent des personnes pauvres et extrêmement pauvres, par exemple dans la région de l'Amazonie. »

Pendant des années, le Pérou a bénéficié d'un bon soutien des donateurs en termes d'assistance technique et de budgets, par l'intermédiaire d'ONG dans la plupart des cas. Le pays ayant connu une croissance économique au cours de la dernière décennie, les donateurs traditionnels ont commencé à concentrer leurs efforts ailleurs. La cartographie de l'UNN a été utilisée comme point de ralliement pour stimuler la participation au sein de l'arène de la nutrition et pour s'assurer que toutes les voix soient entendues.

L'approche du cycle de vie de la nutrition au Pérou a permis de faire participer les parties prenantes de cinq ministères (ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation, ministère de l'Économie et des finances, ministère du Logement, de la Construction et de l'Assainissement, ministère de la Santé et ministère de la Production). Au total, une

centaine de parties prenantes, issues du gouvernement national, de la société civile, du secteur privé et des ONG internationales, ont participé à l'exercice de cartographie. La phase de collecte d'informations, qui a débuté en octobre 2019, a compris plus de trente réunions en face à face et de nombreux courriels et appels jusqu'à ce qu'un consensus se dégage sur une cartographie finale de vingt actions de nutrition. Le processus s'est déroulé en plusieurs étapes, en commençant par un examen des directives nationales ainsi que des plans sectoriels et multisectoriels nationaux. Une liste préliminaire d'actions a ensuite été préparée, sur la base d'une analyse de la situation, en précisant leurs groupes cibles et leurs mécanismes de mise en œuvre respectifs. Le Programme alimentaire mondial au Pérou a continué à travailler en étroite collaboration avec l'analyste de l'UNN Farah Sbytte pour adapter l'outil aux buts et objectifs spécifiques du pays.

Se mettre d'accord sur les actions de nutrition

Les critères clés de sélection des actions prioritaires en matière de nutrition ont été définis. Elles devaient être : fondées sur des éléments probants, inscrites au cadre des programmes de gestion budgétaire et de gestion des résultats, sous la direction de la Commission européenne. Ministère de l'économie et des finances, et faire collecter des données secondaires au niveau du district. Des ministères et certaines agences des Nations Unies, comme le FIDA et l'UNICEF, ainsi que des organisations de la société civile ont contribué au processus de sélection.

Adapter les outils pour faire face à la double charge

Comme dans tous les pays, les pratiques nutritionnelles du Pérou ont changé, en particulier dans les grandes villes. La consommation croissante d'aliments ultra-transformés et une diminution de l'exercice physique ont entraîné une forte augmentation du nombre de personnes en surpoids/obèses, en particulier chez les enfants et les adolescents.⁹³ Les résultats de la cartographie font penser

⁹³ *Ibid.*

que cet indicateur pourrait être considérablement amélioré par un plus grand nombre d'actions de prévention et de détection précoce avec une couverture adéquate. Des données récentes ont également établi un lien entre une mortalité plus élevée due au COVID-19 et les régions où la prévalence du surpoids/de l'obésité et des maladies non transmissibles (MNT) liées à l'alimentation est plus élevée.⁹⁴ « Nous voulions utiliser l'outil de cartographie des parties prenantes pour ouvrir les yeux des gens sur les causes du surpoids/de l'obésité, » affirme Emilia.

FIGURE 10.

Extrait de la Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition au Pérou (2019-2020)



94 2020. Consumo de comida "chatarra" aumenta el riesgo de agravar los casos de Covid-19. Disponible à l'adresse <https://www.gob.pe/institucion/minsa/noticias/212299-minsa-consumo-de-comida-chatarra-aumenta-el-riesgo-de-agravar-los-casos-de-covid-19>.

« Nous n'avons pas trouvé d'indicateurs forts pour aborder ce sujet, bien qu'il y ait au moins trois actions [parmi les vingt dernières] qui se concentrent sur l'obésité/le surpoids, notamment: la promotion de l'activité physique dans la communauté, la formation des enseignants à la promotion de pratiques de vie saine, et l'évaluation [d'une alimentation saine dans] les cantines scolaires. » Cependant, la couverture est faible et il faut davantage d'action et de budget pour ces interventions. Il n'y a actuellement pas assez de données pour évaluer les résultats, tels que le changement de comportement ou le renforcement des capacités des enseignants.

Selon Tania, la cartographie a été l'occasion de plaider pour l'élaboration de politiques et la mise en œuvre d'actions visant à lutter contre la double charge, compte tenu d'une augmentation alarmante du surpoids et de l'obésité. « Ayant travaillé avec l'outil de cartographie de l'UNN dans d'autres pays, j'ai également pensé que le Pérou pourrait être l'un des premiers pays à l'étendre pour faire face à la double charge, et pourrait ainsi être utile à d'autres pays touchés de la même manière. »

Résultats principaux

Les données cartographiques ont mis en lumière un certain nombre de résultats intéressants, notamment la couverture généralement faible des actions de nutrition, en particulier dans les régions amazoniennes. La plus grande couverture d'une intervention était la supplémentation en fer des nourrissons à 4 mois, avec une moyenne nationale de 63,5%. En revanche, un ensemble de services de santé infantile (suivi de la croissance et du développement, vaccination, mesure de l'hémoglobine et supplémentation en fer) pour les enfants de 0 à 11 mois n'a atteint que 27,8% au niveau national, bien que cette situation se soit améliorée au fil du temps.

Lorsque les conclusions ont été présentées aux parties prenantes, y compris le gouvernement, via un certain nombre de présentations virtuelles en septembre

2020, l'objectif était de mettre l'accent sur la situation globale. Il s'agissait de mettre en évidence les moyens positifs par lesquels le gouvernement pouvait réfléchir par soi-même à l'ensemble de la situation nutritionnelle, au lieu de se concentrer sur une faible couverture. Il s'agissait également de regarder au-delà des données de santé en ce qui concerne la nutrition.

« Nous sommes vraiment fiers que l'outil ait fait l'objet d'un processus aussi participatif - toutes les sources de données provenaient des ministères, il a donc été entièrement validé... Un conseil clé pour les autres personnes utilisant cet outil est de ne pas se contenter de demander des données, mais de les examiner et de donner des conseils. D'après notre expérience, les données ne s'adaptent pas toujours à l'outil - nous sommes revenus sans cesse vers eux et nous nous sommes assurés qu'ils avaient signé chaque action, » explique Emilia.

Selon Christian Garay, directeur de la S&E au ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation (MINAGRI), le processus d'élaboration d'un système d'indicateurs en faveur de la nutrition à partir des différentes institutions gouvernementales a donné aux décideurs les informations dont ils avaient besoin pour vérifier si les interventions étaient sur la bonne voie. « La cartographie est un outil extrêmement précieux qui montre clairement comment les interventions du MINAGRI contribuent à une grande politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et il semble que les efforts ne soient pas suffisants. Nous devons utiliser l'outil non seulement pour gérer les actions avec les informations, mais aussi pour les articuler dans les politiques liées à l'agriculture et à la nutrition, » dit-il.

Cette nouvelle étape est devenue une réalité pour le programme « Manger du poisson » du ministère de la Production. Grâce aux discussions menées avec le Programme alimentaire mondial pour la collecte d'informations en vue de l'étude cartographique, nous avons pris conscience de la nécessité de nous restructurer, afin de pouvoir démontrer l'impact que nous avons sur la population que nous servons, » confirme José Otero, responsable régional à Lima pour le programme « Manger du poisson ». « Nous prévoyons maintenant d'élargir la population cible aux femmes enceintes et aux mères qui s'occupent d'enfants de moins de trois ans, en coordination avec les établissements de soin du ministère de la Santé. »

Parmi les autres groupes de parties prenantes à qui les résultats de la cartographie seront présentés figure le secteur privé. Dix entreprises ont été impliquées dans l'exercice, mais il a été constaté que peu d'entreprises contribuaient aux vingt actions répertoriées. Cela dit, les parties prenantes au Pérou considèrent le secteur privé comme un allié clé en matière de nutrition, qui a déjà formé des alliances importantes avec le gouvernement pour la prévention de l'anémie. Beatriz Quispe, de la Direction de la promotion de la santé au ministère de la Santé, a souligné que les résultats de la cartographie étaient importants pour les entreprises du secteur privé qui cherchent à obtenir davantage de conseils pour définir la voie à suivre pour se joindre aux efforts d'amélioration de la nutrition. En outre, « les résultats ont souligné que le Pérou dispose de ressources et de professionnels travaillant dans les ministères, ainsi que dans le secteur privé et la société civile, et qu'il a beaucoup de très bons plans, mais qu'ils doivent être mieux structurés et coordonnés, » remarque Emilia.

Défis rencontrés

Un certain nombre de défis ont été rencontrés lors de la collecte des données, comme le laps de temps entre le lancement de la cartographie en octobre 2019 et le processus de collecte des données lui-même, qui a eu lieu en juin 2020. Ceci a été principalement attribué à l'impact du COVID-19 au Pérou, qui a apporté de nouvelles priorités nationales et a paralysé les ministères et les organisations pendant près de quatre mois, en termes de gestion des informations liées aux actions de nutrition sélectionnées. Parmi les autres problèmes, citons la rotation élevée du personnel clé dans les ministères, l'allongement du temps de réponse des organisations, la faiblesse du système de gestion de l'information du gouvernement et le manque d'information au niveau des districts sur certaines actions prioritaires. Néanmoins, María Elena Ugaz, responsable du développement de la petite enfance et de la nutrition à l'UNICEF, a souligné l'utilité de l'exercice de cartographie qui a fourni d'excellentes données de manière condensée pour éclairer la prise de décision, en particulier au niveau des régions et des districts, en mettant l'accent sur les enfants et les adolescents.

Prochaines étapes

Emilia, du Programme alimentaire mondial, conclut que « le Pérou dispose de données très intéressantes mais tout le monde ne les connaît pas. Il s'agit d'un défi car, pour faire simple, si vous disposez des informations, vous pouvez agir plus efficacement. Mais si vous disposez à la fois d'informations et d'un budget, vous pouvez progresser rapidement. »

Les informations cartographiques correspondent à la période 2019, elles pourraient donc être utilisées comme base de référence pour la prise de décision concernant l'impact du COVID-19 sur la nutrition et la sécurité alimentaire au Pérou, l'un des pays les plus touchés au monde. Le Programme alimentaire mondial estime que pas moins de quatre millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire grave.⁹⁵

« Cette insécurité alimentaire, combinée à des mois d'accès limité, voire inexistant, aux services de santé de base en raison des mesures de confinement, pourrait entraîner une régression du pays par rapport aux progrès réalisés ces dernières années et une augmentation de toutes les formes de malnutrition, » explique Tania. « Cela met vraiment en évidence la nécessité de placer la sécurité alimentaire et la nutrition au cœur de la réponse au COVID-19 et de faire en sorte que les agences des Nations Unies présentes dans le pays étendent leurs efforts conjoints et renforcent leur collaboration. »

95 Programme alimentaire mondial. Enquête en ligne réalisée en août 2020.



OUTILS ANALYTIQUES DE L'UNN

*Les outils analytiques de
l'UNN se font connaître*



Récit 21

Une image vaut mille mots. Ce vieil adage a fait un retour en force : en effet, la visualisation de données et les infographies sont omniprésentes dans le monde d'aujourd'hui. Les outils analytiques du Réseau des Nations Unies suivent cette règle et aident les parties prenantes à laisser de côté leurs « casquettes institutionnelles » respectives pour visualiser la situation dans son ensemble.

Développés au moment de la généralisation de la numérisation, principalement sous les auspices de l'UNN-REACH,⁹⁶ les outils ont ensuite été étendus à l'ensemble du Réseau des Nations Unies (UNN) en réponse à une demande populaire. Leur capacité à broser un tableau complet, au sens propre du terme, grâce à des cartes, des graphiques et des tableaux de bord en couleur, et à s'adresser à des publics non techniques (par exemple, les parlementaires) les distingue des autres instruments et leur permet de résister à l'épreuve du temps. Plus de 34 pays ont utilisé un ou plusieurs de ces outils, certains à plusieurs reprises, reconnaissant leur utilité pour établir un consensus entre diverses parties prenantes et coordonner le vaste éventail d'actions en matière de nutrition. Alors que des données anecdotiques l'avaient suggéré depuis le début, le Secrétariat de l'UNN a réalisé une évaluation d'impact⁹⁷ en 2019, confirmant ce sentiment et mettant en lumière des applications supplémentaires des outils.



96 UNN-REACH fait référence à l'initiative pour le Renforcement des efforts contre la faim de l'enfant et la sous-nutrition, qui fait partie du dispositif multisectoriel d'assistance technique de l'UNN.

97 Cette évaluation a documenté les impacts qualitatifs des outils analytiques de l'UNN tels que rapportés par les pays plutôt que de les mesurer *en soi*.

L'ABC des outils du Réseau des Nations Unies

Dans le cadre de la facilité d'assistance technique multisectorielle du Réseau des Nations Unies, le Secrétariat de l'UNN gère un portefeuille d'outils analytiques pour soutenir la coordination multipartite, renforcer les capacités nationales et intensifier les actions multisectorielles en matière de nutrition. Il existe cinq outils⁹⁸ que les pays peuvent choisir d'utiliser soit comme un ensemble complémentaire, soit sur une base individuelle. Ceux-ci incluent: (1) l'Aperçu multisectoriel de la situation nutritionnelle, (2) la Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition, (3) l'Aperçu des plans et politiques, (4) l'Évaluation des capacités en matière de nutrition et (5) l'Inventaire des actions de nutrition de l'ONU.

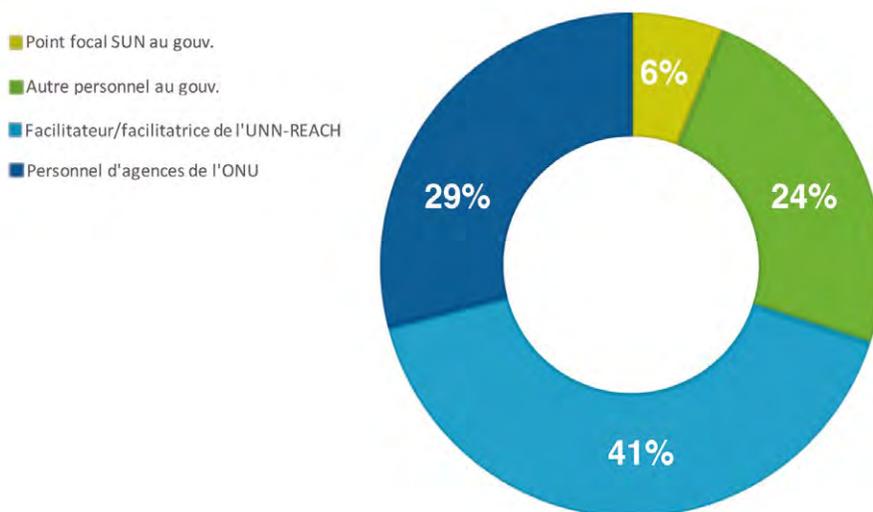
Ces outils s'appuient sur l'expertise technique des agences membres des Nations Unies, comme les seuils de santé publique établis par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les indicateurs de diversité alimentaire développés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial et les cadres développés par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). En outre, les outils identifient les rôles et les contributions des différents acteurs dans le paysage multisectoriel de la nutrition et illustrent la manière dont les choses s'additionnent pour former un ensemble plus vaste. Ils génèrent aussi des données, notamment la couverture des interventions aux niveaux sous-nationaux, pour informer le système de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage (MEAL) du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) et les tableaux de bord des pays respectifs, en contribuant à favoriser une redevabilité mutuelle au sein de la communauté SUN.

⁹⁸ Secrétariat de l'UNN 2020. Rapport annuel de l'UNN (2019) Annexe B: Menu des outils analytiques de l'UNN. Rome. Disponible à l'adresse <https://bit.ly/3773J8G>.

Méthodologie

Les différentes utilisations des outils analytiques de l'UNN au niveau national ont été étudiées dans l'évaluation d'impact. Tous les pays qui avaient déjà utilisé les outils ont eu la possibilité de participer par le biais d'une enquête en ligne qui a été envoyée aux équipes pays après avoir été piloté dans deux pays. En fin de compte, dix-neuf personnes aux profils variés et venant de douze pays ont répondu, dont les points focaux SUN aux gouvernements (voir la figure 11). Ces pays comprennent: le Burkina Faso, le Burundi, le Ghana, la Guinée, le Lesotho, le Mali, le Myanmar, le Népal, la République démocratique du Congo (RDC), la Sierra Leone, le Tchad et le Zimbabwe. Tous les pays sauf deux (le Burundi et la RDC) ont utilisé les outils de concert avec le soutien de l'UNN-REACH.

FIGURE 11.
Profil des répondants



La première partie du questionnaire portait sur l'utilisation de l'ensemble de la « boîte à outils », tandis que la seconde section comprenait des questions relatives à l'utilisation de chaque outil sur une base individuelle. Les participants ont indiqué dans quelle mesure les outils avaient eu un impact sur les processus et les systèmes de gouvernance de la nutrition en utilisant l'échelle d'évaluation suivante : beaucoup, modérément, peu ou pas du tout. Ils ont également eu la possibilité de compléter leurs réponses par des commentaires qualitatifs. Cela a permis de contextualiser les résultats et de maximiser l'apprentissage acquis lors de l'évaluation. Près de la moitié des répondants (47%) ont fourni des informations sur les cinq outils, tandis que 41% ont fourni des informations sur un seul outil et que les 12% restants ont fourni des réponses sur un sous-ensemble d'entre eux. Presque toutes les personnes interrogées (94%) avaient participé à l'exercice de cartographie, ce qui en fait l'outil le plus documenté de l'évaluation.

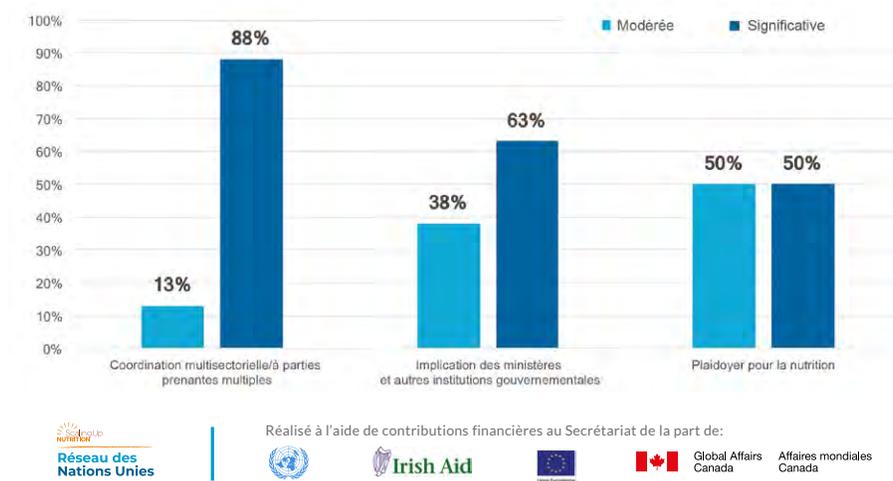
Principales conclusions de l'évaluation

Cet article met en évidence les principales conclusions de l'évaluation d'impact ainsi que les efforts plus récents pour mieux faire connaître les outils aux utilisateurs potentiels. Des informations supplémentaires sont présentées dans le rapport complet d'évaluation d'impact, préparé par le Secrétariat de l'UNN.

Cette étude multi-pays a permis d'identifier des tendances comparatives, en tenant compte des différences temporelles et géographiques. Dans l'ensemble, les résultats ont démontré que les outils ont eu un impact notable sur: (1) le plaidoyer en faveur de la nutrition, (2) les systèmes d'information nationaux, (3) l'engagement en nutrition des institutions gouvernementales, et (4) la coordination multisectorielle/à parties prenantes multiples. Dans les contextes où la suite complète d'analyses a été utilisée, toutes les personnes interrogées ont fait état d'améliorations substantielles en matière de coordination multisectorielle et de plaidoyer en faveur de la nutrition, ainsi que d'une participation accrue des institutions gouvernementales au programme national de nutrition (voir Figure 12).

FIGURE 12.

Impact du portefeuille analytique complet de l'UNN



L'évaluation d'impact a également été utile pour documenter une série d'effets d'entraînement, tels que le soutien à la planification basée sur les données et l'intégration de la nutrition dans tous les secteurs. Selon 90% des personnes interrogées, l'Aperçu multisectoriel de la situation nutritionnelle a permis d'améliorer les connaissances en matière de nutrition, notamment chez les autorités gouvernementales, des parlementaires au personnel des ministères et aux agents de district. Ces impacts secondaires ont contribué à faire avancer l'agenda de la nutrition dans les pays étudiés, démontrant que leur utilité dépasse les quatre thèmes initiaux.

« L'aspect le plus remarquable des outils analytiques de l'UNN est leur flexibilité et leur capacité à s'adapter aux besoins du pays. » Un même outil suivant une même méthodologie peut être utilisé et employé différemment selon le contexte et le public. C'est cette caractéristique qui fait que ces outils sont si demandés par les équipes de pays, » explique Farah Sbytte, qui coordonne le volet analytique au Secrétariat de l'UNN.

Exhorter les personnes au pouvoir à agir

Les résultats de l'évaluation ont confirmé que les analyses de l'UNN sont de puissants outils de plaidoyer qui ont permis de sensibiliser les politiciens et politiciennes de haut niveau à la malnutrition dans les pays, et à ses conséquences désastreuses. Les outils ont été jugés « faciles à comprendre » et ont permis aux décideurs de différents secteurs de les utiliser à des fins de sensibilisation. Plus de 80% des personnes interrogées ont déclaré que les outils avaient permis d'améliorer les efforts de plaidoyer en faveur de la nutrition en matière de sensibilisation, de planification et d'allocation des ressources. Si un impact considérable sur le plaidoyer en faveur de la nutrition a été observé dans tous les domaines, il a été plus prononcé lorsque l'ensemble des outils a été adopté. Dans ce dernier scénario, toutes les personnes interrogées ont déclaré que les outils avaient modérément ou fortement contribué au plaidoyer en faveur de la nutrition aux niveaux national et infranational. Néanmoins, l'impact était également élevé pour l'utilisation d'outils individuels. Par exemple, la grande majorité des personnes interrogées (82%) ont déclaré que les résultats de la cartographie avaient contribué de manière significative au plaidoyer en faveur de la sensibilisation et la budgétisation de la nutrition.

Lorsque l'enquête porte sur les principaux impacts, les réponses varient selon les outils. La moitié des personnes interrogées ont indiqué que le plaidoyer et la mobilisation des ressources constituaient l'impact principal de l'exercice d'Aperçu multisectoriel de la situation nutritionnelle, ce pourcentage passant à 70% pour l'Inventaire des actions de nutrition de l'ONU. Plusieurs décideurs y participant ont décrit l'Aperçu multisectoriel de la situation nutritionnelle comme étant un « solide outil de plaidoyer ». Au Myanmar, l'Aperçu multisectoriel de la situation nutritionnelle a été à la fois indispensable et catalyseur, en apportant des preuves justifiant la nécessité d'un plan national de nutrition multisectoriel alors que le nouveau gouvernement prenait ses marques dans un tournant historique. De même, l'exercice de cartographie a fourni à la plateforme à parties prenantes multiples (MSP) du pays des données permettant d'informer les efforts de plaidoyer en faveur de la nutrition qui ont contribué à façonner l'agenda émergent dans ce domaine. Le plaidoyer a pris un angle différent au Tchad, où l'Aperçu des plans et politiques a permis aux parties prenantes de plaider pour placer le conseil national de l'alimentation et de la nutrition au niveau de la présidence, ainsi que pour établir des mécanismes de coordination de la nutrition au niveau infranational.

Le plaidoyer et la mobilisation des ressources vont souvent de pair, et les analyses de l'UNN ne font pas exception. L'évaluation a révélé que les outils avaient permis d'attirer les investissements nationaux et étrangers dans le domaine de la nutrition et même d'identifier des schémas innovants de mobilisation des ressources. Au Ghana, les résultats générés par les outils ont été cruciaux pour inciter les secteurs à développer une analyse commune des investissements en cours dans le domaine de la nutrition. Le PPO du Népal a informé le plaidoyer pour donner la priorité à l'établissement d'un pool commun de ressources dédiées à la nutrition.

Générer des données pour une prise de décision éclairée

Les outils analytiques de l'UNN permettent également de combler les lacunes en matière de données et de renforcer les systèmes d'information nationaux. Selon l'évaluation d'impact, deux tiers des personnes interrogées ont fait état d'une amélioration considérable de la disponibilité des données nutritionnelles, lorsque le kit d'outils complet avait été utilisé. Pour de nombreux répondants (au moins la moitié), l'augmentation de la disponibilité des données a été considérée comme l'un des principaux impacts des cinq outils respectifs. Ils contribuent également à alimenter les cadres nationaux de S&E et à surveiller la situation de nutrition, notamment la mise en œuvre des plans nationaux de nutrition. En particulier, l'outil de cartographie a été reconnu pour son utilité dans la production de données permettant d'orienter le passage à l'échelle supérieure et d'identifier les zones géographiques à privilégier. Par exemple, les résultats de la cartographie ont été principalement utilisés aux niveaux sous-nationaux au Ghana pour prioriser les activités sectorielles. Les décideurs régionaux ont en outre exprimé leur intérêt pour l'intégration des données cartographiques dans les systèmes d'information infranationaux, qui alimentent à leur tour les processus de planification semestriels. Parfois, ces types d'applications ont débordé sur la sphère des Nations Unies, aidant à identifier des domaines potentiels pour une programmation conjointe et des mécanismes de S&E (Ghana, Mali et Zimbabwe), notamment l'outil d'Inventaire.

Les répondants ont également apprécié le large éventail d'actions que les analyses englobent - contribuant directement et indirectement à la nutrition - et la capacité de faire le lien entre ces deux voies. Au Zimbabwe, l'engagement de plusieurs parties prenantes tout au long des exercices analytiques de l'UNN a permis d'harmoniser un système d'information intégré sur l'alimentation et la nutrition qui sert désormais de plateforme centralisant les données sur la nutrition. Ce changement systématique contribuera, à son tour, à simplifier la prise de décision aux niveaux national et infranational afin de garantir que personne ne soit laissé pour compte.

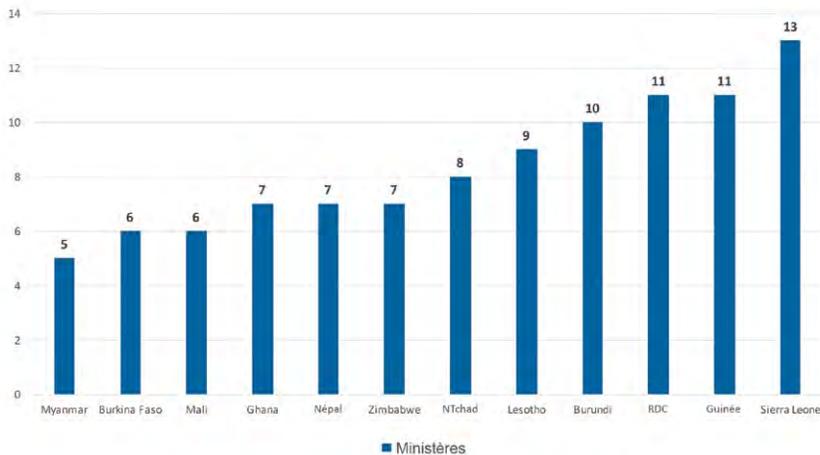
Élargir le cercle de la nutrition

Lutter contre la malnutrition implique la mobilisation de différents secteurs et l'intégration de la nutrition dans leurs plans et activités respectifs. Un nombre impressionnant de personnes interrogées (94%) ont indiqué que davantage d'institutions gouvernementales, comme des ministères, étaient devenues actives dans le domaine de la nutrition grâce à ces outils. La même évaluation a également révélé qu'une moyenne de huit ministères étaient impliqués, avec une intensité variable, dans la mise en œuvre des analyses de l'UNN au niveau national (voir Figure 13). Ce nombre était légèrement plus élevé pour l'outil de cartographie (neuf ministères en moyenne), qui a généralement été lancé par un atelier multipartite et a donc contribué à galvaniser les parties prenantes. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, mais sont encore plus impressionnants si l'on considère que la nutrition a toujours été perçue comme un problème de santé. En conséquence, les résultats de l'évaluation d'impact confirment que les analyses de l'UNN ont servi de portes ouvertes pour engager d'autres secteurs, élargissant ainsi la nutrition au-delà de la circonscription de la santé.

Les outils sont allés un peu plus loin. Les résultats démontrent également qu'ils ont notamment renforcé les capacités dans la grande majorité des cas (90%), y compris dans la gestion des données, une priorité identifiée dans le Rapport sur la nutrition mondiale de 2018. Le personnel impliqué, y compris les points focaux SUN au gouvernement, les représentants des ministères et les différents réseaux SUN, ont participé activement aux différentes étapes de l'analyse. Cela aurait permis d'accroître à la fois leurs compétences techniques individuelles et leur capacité institutionnelle aux niveaux national et infranational. Le renforcement des capacités est l'objectif principal

de l'Évaluation des capacités en matière de nutrition, tandis que pour les autres outils, l'objectif est poursuivi par le biais du processus d'engagement. Il n'est donc pas surprenant que 80% des répondants aient cité le développement des capacités comme le principal impact de l'outil. Au Tchad, l'évaluation des capacités a permis d'élaborer un plan de renforcement des capacités et de mobiliser des ressources pour soutenir sa mise en œuvre, tandis que l'outil a été utilisé au Myanmar pour évaluer les capacités existantes aux niveaux sous-nationaux pour mettre en œuvre le nouveau plan national de nutrition. L'exercice de cartographie, mené par les acteurs nationaux avec le soutien du Secrétariat de l'UNN, s'est également prêté au renforcement des capacités (Népal). Dans l'ensemble, les outils de l'UNN ont donné aux équipes nationales les moyens de reproduire les exercices à l'avenir et d'extraire des données pour les MSP et d'autres prises de décision, si nécessaire. Cela dit, les personnes interrogées ont exprimé leur intérêt pour des formations périodiques de remise à niveau.

FIGURE 13.
Nombre de ministères impliqués dans la mise en œuvre des outils analytiques de l'UNN



Travailler ensemble plus efficacement dans un paysage encombré

Les acteurs de la communauté de la nutrition sont souvent hautement spécialisés dans un aspect de la nutrition et abordent le sujet sous l'angle d'un secteur, voire d'une intervention. Les outils fournissent un point de ralliement et permettent à diverses parties prenantes de trouver le moindre dénominateur commun sur lequel fonder une action collective et coordonner les efforts, notamment l'exercice de cartographie. Ainsi, les processus participatifs qui sous-tendent les outils sont d'une importance capitale pour les résultats qu'ils génèrent.

Dans l'ensemble, plus de la moitié des personnes interrogées ont signalé des améliorations majeures de la coordination multisectorielle de la nutrition grâce à l'utilisation des outils de l'UNN. Lorsque le portefeuille complet d'outils a été adopté, ce chiffre est passé à 100%. Ces outils ont également permis de renforcer les liens entre les mécanismes de coordination nationaux et infranationaux. La plupart des répondants ont identifié l'amélioration de la coordination comme le principal impact des outils, avec 90% enregistrés pour l'Aperçu multisectoriel de la situation nutritionnelle et 87% pour la cartographie. L'évaluation d'impact a en outre affirmé que les outils analytiques avaient fourni un point d'entrée pour établir, rendre opérationnel et renforcer progressivement la fonctionnalité des MSP. Non seulement ces plateformes sont devenues plus dynamiques, mais elles ont été habilitées à améliorer la supervision nationale des actions de nutrition entre les parties prenantes (par exemple, au Mali⁹⁹ et au Myanmar). Au Zimbabwe, l'outil d'inventaire a permis d'identifier les lacunes de la coordination des Nations Unies, ce qui a donné lieu à des mesures correctives qui ont permis d'accroître l'équité des actions de nutrition mises en œuvre dans les zones rurales et urbaines. Ces tendances suggèrent que les outils de l'UNN font partie intégrante de l'intensification de la nutrition et qu'il est nécessaire de les rendre de plus en plus accessibles aux pays SUN et non-SUN.

99 Lisez un entretien exclusif avec le point focal du SUN au gouvernement du Mali pour en savoir plus sur la façon dont la Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition a amélioré la coordination entre les secteurs. Disponible à l'adresse: <https://bit.ly/3qLHzAS>.

Rendre les outils de l'UNN plus accessibles aux pays

La démonstration de l'impact et la connaissance des expériences des pays ont incité d'autres personnes à se manifester. Le symposium DHIS2, qui se tiendra du 1er au 17 septembre 2020, est un forum de choix pour les participants pour poser des questions et partager des idées, en particulier parmi les pays qui utilisent déjà le logiciel d'information sanitaire de district, version 2 (DHIS2). Grâce au financement de l'UNN-REACH par Irish Aid, Abu Mortay Kamara, responsable du suivi et de l'évaluation au Secrétariat SUN de Sierra Leone, et Farah Sbytte, du Secrétariat de l'UNN, ont participé au symposium virtuel, où l'outil de l'UNN pour la Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition a été présenté aux participants, y compris aux décideurs des ministères.

La présentation de l'UNN a mis l'accent sur la manière dont les pays ont entrepris l'exercice de cartographie et ont ainsi appliqué le logiciel DHIS2 en dehors du secteur de la santé. Des exemples du Burkina Faso, du Lesotho, du Mali et du Niger ont été mis en avant pour montrer comment les résultats sont utilisés pour guider la prise de décision au niveau sous-national (voir Figure 14). La migration de ce qui était officiellement un outil basé sur Excel vers la plateforme DHIS2 a conféré une série d'avantages, notamment des fonctions automatisées pour la personnalisation et l'analyse des données. Cela facilite les efforts visant à adapter l'outil au contexte national en termes d'interventions à cartographier et de niveau géographique. Il permet également d'accélérer l'achèvement des cycles successifs de cartographie (par exemple, les réitérations annuelles) pour suivre les progrès au fil du temps, réduisant ainsi la charge financière des pays associée à la reproduction. L'outil permet aussi aux pays de stocker les données sur des serveurs nationaux. Cela signifie que le gouvernement est le gardien des données cartographiques, ce qui accroît encore l'appropriation de l'exercice et de son suivi.

FIGURE 14.

Extrait de la présentation de l'UNN au Symposium DHIS2 (2020)

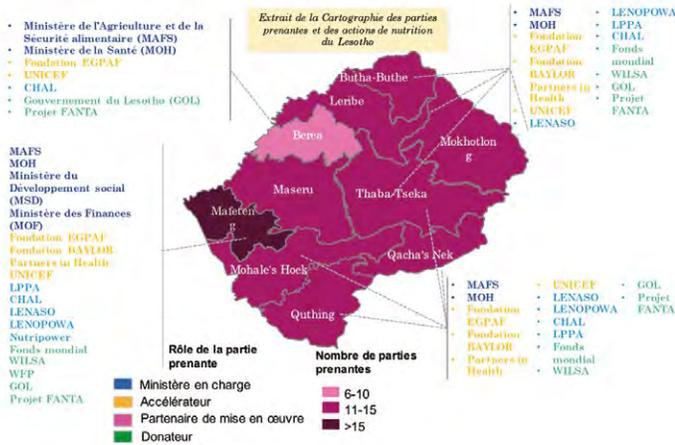
La Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition

Qui fait quoi et où pour la nutrition? Quels est leur rôle?

Prise de décision fondée sur des données au niveau infranational

Vue d'ensemble du paysage de la nutrition au niveau infranational

Dans la plupart des districts, plus de 10 partenaires sont présents, à l'exception de Berea, où seuls 3 partenaires travaillent sur l'évaluation de la nutrition



Réalisé à l'aide de contributions financières au Secrétariat de la part de:



Perspectives d'avenir

L'évaluation d'impact a fourni des informations précieuses sur l'efficacité et l'utilité des outils analytiques de l'UNN. Elle a également dévoilé d'autres informations frappantes. Parmi ceux-ci, les outils UNN se sont avérés avoir déclenché un engagement accru en faveur des efforts conjoints, y compris aux niveaux infranationaux. Ce résultat est à lui seul positif et mérite d'être approfondi. De même, l'évaluation a identifié des domaines à améliorer, comme l'exploitation des données de nutrition stockées dans les systèmes DHIS2 existants liés à la santé pour la cartographie afin de rationaliser davantage les processus et d'améliorer la gestion des informations. La demande se maintient, tant de la part des pays qui cherchent à entreprendre ces exercices pour la première fois que de ceux qui souhaitent mener des cycles successifs pour suivre les progrès réalisés au fil du temps, témoigne également de leur popularité et de leur utilité. Le défi consiste à mobiliser des ressources pour aider les pays à en bénéficier. Cependant, avec l'éthique du SUN 3.0 fortement axée sur les pays, et le rôle fort de la gestion des connaissances, l'horizon est dégagé.





OUTILS ANALYTIQUES DE L'UNN

Adapter les outils analytiques de l'UNN au contexte du COVID-19



EXPÉRIENCES AU LIBÉRIA, AU SOUDAN
ET AU TOGO

Récit 22

Introduction

Le Réseau des Nations Unies dispose d'un portefeuille d'outils analytiques¹⁰⁰ qui a contribué à catalyser le dialogue et l'action collective sur la nutrition parmi les parties prenantes de divers secteurs, tant au niveau national qu'infranational. Ces outils se sont révélés être des points d'entrée efficaces dans un certain nombre de pays. Ils ont été utilisés par tous, des spécialistes techniques aux points focaux du SUN, en passant par les autres parties prenantes gouvernementales des plateformes de coordination de la nutrition et les décideurs politiques. À ce jour, les analyses de l'UNN ont été utilisées pour identifier les lacunes en matière de capacités de nutrition, comme mécanismes de responsabilisation pour les plans nationaux de nutrition, pour renforcer les capacités de gestion des données et pour mieux coordonner les actions multisectorielles du domaine.

Rappel sur l'outil de Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition

Développé par l'UNN-REACH avec le soutien du Boston Consulting Group, l'outil de cartographie permet de déterminer quelles parties prenantes font quoi, où, et comment, dans le but de parvenir à une vue d'ensemble complète de la couverture géographique et de la population. Il aide à motiver tout un ensemble d'acteurs en produisant des données qualitatives et quantitatives sur les actions de nutrition clés mises en œuvre par les systèmes de santé, d'alimentation, d'éducation et de protection sociale, ainsi que celles qui favorisent l'autonomisation des femmes. À ce jour, l'exercice de cartographie a été mené dans vingt-six pays, et il est en cours dans plusieurs autres.

¹⁰⁰ Secrétariat de l'UNN 2020. Rapport annuel de l'UNN (2019) Annexe B: Menu des outils analytiques de l'UNN. Rome. Disponible à l'adresse <https://bit.ly/3773J8G>.

Mener la formation sur place

Si la formation à distance a toujours été une caractéristique de la mise en œuvre des outils analytiques de l'UNN, il y a eu une évolution récente vers une formation sur place sur l'exercice de Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition pour les équipes dans les pays. Les facilitateurs et facilitatrices de l'UNN-REACH dans les pays, soutenus par des consultants internationaux et l'équipe de spécialistes des outils de l'UNN, ont lancé l'exercice de cartographie par le biais d'un atelier participatif, au cours duquel les différentes parties prenantes ont été initiées à l'outil et à la méthodologie impliqués dans les étapes préparatoires.

Suite à cet exercice initial, l'équipe des outils analytiques avait mené une formation sur place pour la collecte et la saisie des données. À la fin de l'exercice, une autre visite sur place est généralement prévue pour organiser un atelier final au cours duquel les résultats seront présentés et validés. À ce jour, cette méthode de formation sur place et de livraison de l'exercice de cartographie a été employée dans environ dix-huit pays, entre 2016 et 2019.

Selon Farah Sbytte, coordinatrice des services analytiques de l'UNN, le fait d'être sur place a encouragé la participation d'un grand groupe de parties prenantes qui s'impliquent intensivement dans le processus. « Nous avons constaté que la formation analytique planifiée, organisée dans les pays, a contribué à l'appropriation des outils et à un élan positif. Cela permet également de renforcer les rapports et la confiance au sein des équipes nationales, ce qui facilite ensuite la mise en œuvre effective de l'exercice. » À Madagascar, la formation à l'exercice de cartographie a impliqué des agences des Nations Unies (principalement le Programme alimentaire mondial et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, UNICEF), des ministères et des institutions gouvernementales, comme l'Office national de la nutrition et l'Institut national des statistiques, de sorte que les parties prenantes, tant du côté des Nations Unies que du côté du gouvernement, font partie de l'équipe technique. Ils travaillent en étroite collaboration avec un consultant national sur ce sujet, avec le soutien hebdomadaire de l'équipe d'analystes de l'UNN.

Passage à un exercice entièrement virtuel au Soudan

La pandémie de COVID-19 a modifié le mode de livraison de la Cartographie des parties prenantes et des actions de nutrition, qui reposait en grande partie sur des ateliers et des formations sur place.

« La pandémie nous a obligés à faire évoluer notre formation vers une prestation entièrement virtuelle, rendue possible uniquement par le dévouement du personnel national, » confirme Farah. « Cela a également significé plus de soutien tout au long du processus pour assurer la bonne mise en œuvre de l'exercice. Nous avons développé des supports supplémentaires pour y contribuer, tels que des documents d'orientation sur la préparation des tableaux de bord finaux dans la plateforme DHIS2¹⁰¹ et sur la préparation des produits analytiques dans le système. »



¹⁰¹ Il s'agit du logiciel d'information sanitaire du district, version 2.

Les récentes expériences de formation à l'outil de cartographie au Soudan en sont un bon exemple. Le processus de formation au Soudan, qui a débuté par une réunion en face à face l'année dernière, a été entravé par les troubles politiques dans le pays et a dû être adapté à un modèle entièrement virtuel à la suite de l'épidémie de COVID-19. Une formation ultérieure a été réalisée à distance avec l'équipe gouvernementale du ministère de la Santé pour leur permettre de commencer le processus de collecte des données, avec le soutien du bureau du Programme alimentaire mondial dans le pays.

Selon le consultant indépendant de l'UNN, Matthew Robinson, la réunion initiale dans le pays avec les parties prenantes au Soudan a été importante pour établir une relation avant la formation à distance. « Cela a vraiment aidé d'avoir rencontré les personnes clés avant le confinement - de pouvoir mettre un visage sur un nom. » Toutefois, il a également estimé que, contrairement aux anciennes méthodes de travail, il était incontestable que le nouveau modèle avait apporté des avantages.

« Par le passé, nous passions deux jours avec le personnel pour l'aider à préparer les données pour l'exercice de cartographie. C'était un vrai exercice d'entraide - nous disions ce dont nous avons besoin et ils nous le fournissaient, » explique Matthew. « Avec le Soudan, le personnel du ministère de la Santé a dû être plus proactif et indépendant en recherchant les données par lui-même. J'ai fait des suggestions, mais ils se sont approprié l'exercice et ont trouvé leurs propres solutions et sources de données. On a vraiment le sentiment qu'ils comprennent mieux le processus - et cela nous paraît plus durable. »

Atelier de lancement au Libéria

Le lancement de la cartographie et la formation au Libéria, en octobre 2020, ont été une expérience d'apprentissage car c'était la première approche mixte, avec des participants dans une salle et des facilitateurs analytiques de l'UNN en ligne. Au total, 44 parties prenantes y ont participé, tant au niveau national (les membres de l'équipe de cartographie sont issus du ministère de la Santé, de l'Institut libérien des statistiques et des services d'information géographique, de la société civile et du Secrétariat SUN du pays) qu'au niveau infranational (avec les représentants de quinze comtés). Parmi les autres participants figuraient le ministère de l'Agriculture et celui de l'Éducation, des organisations non gouvernementales (ONG) telles que Concern Worldwide et Save the Children, ainsi que des agences des Nations Unies, telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme alimentaire mondial et l'UNICEF.



Bien que les problèmes habituels de connectivité aient été un défi, c'est le consultant national, Julius Lekpeh, qui a joué un rôle de premier plan pour assurer le succès de l'opération en dirigeant les sessions et en maintenant l'intérêt des participants lorsque la connexion était coupée. Les approches participatives se sont également

avérées efficaces, les volontaires se relayant pour faire une démonstration à leurs collègues de certaines fonctionnalités du logiciel d'information sanitaire de district 2 (DHIS2). Les participants ont également été répartis en petits groupes, chaque groupe comprenant une personne ayant une expérience préalable du DHIS2 pour aider les autres à entreprendre les exercices pratiques.

« Nous avons remarqué, en particulier, que le soutien du ministère de la Santé [pour la cartographie] avait joué un rôle crucial dans cet atelier, » confirme Kou Baawo, la facilitatrice de l'UNN-REACH au Libéria. Le directeur de la nutrition et l'expert en DHIS2 au ministère ont également apporté leur soutien lors des étapes de planification et de mise en œuvre, permettant l'utilisation du système d'information du ministère de la Santé pour cette activité. « L'intérêt pour l'utilisation de l'outil [de cartographie] continue de croître au fur et à mesure de son introduction, » note-t-elle.

La prochaine étape consiste à la collecte de données par le personnel infranational dans ses comtés respectifs. Ces parties prenantes seront également soutenues au travers d'échanges en ligne avec l'équipe nationale de cartographie, ainsi que par un soutien local au processus de cartographie avec la participation des agences des Nations Unies et d'autres partenaires. La collecte des données devrait être terminée dans un délai d'un mois, et les résultats seront présentés d'ici la fin 2020.

Le Togo établit des plans pour des progrès futurs

Les plans pour l'utilisation de l'outil de cartographie au Togo sont encore en phase préparatoire. Farah, du Secrétariat de l'UNN, confirme que la tâche de personnalisation de l'outil prend plus de temps qu'elle ne le ferait lors d'une visite sur place, en raison de la nécessité de conseils techniques supplémentaires et d'un accompagnement sur la durée. Néanmoins, des pays comme le Togo ont assumé une plus grande responsabilité en s'assurant que toutes les étapes préparatoires étaient achevées et que les produits finaux seront

livrés. « Avant, nous travaillions ensemble [l'UNN et les équipes nationales], mais c'est sans aucun doute nous [l'UNN] qui menions le processus. Désormais, les acteurs nationaux savent que ces informations seront utilisées pour calculer les indicateurs nutritionnels qu'ils ont sélectionnés, de sorte que l'exercice fasse vraiment le lien entre les deux. »

La future formation pour le Togo comprendra une session à distance sur des tablettes pour la collecte mobile de données et l'adaptation de l'outil pour inclure pour la première fois des données sur le COVID-19. Il est prévu qu'un(e) consultant(e) national(e) soit présent(e) dans la salle de formation avec tous les collecteurs de données régionales, mais que le secrétariat de l'UNN assure la formation à distance afin d'offrir le « meilleur des deux mondes ». « Ce type de formation quasi à distance signifie que tout le monde peut être dans la même pièce pour regarder par-dessus l'épaule des autres et voir ce qu'ils font, sous la direction d'un(e) consultant(e) national(e), » explique Farah.



Les obstacles de la formation à distance

Les défis liés à la connectivité et au maintien de la concentration tout au long des formations à distance peuvent être des obstacles évidents, selon Farah. Les deux ont un effet sur le processus de formation. Bien que les problèmes de connectivité soient plus difficiles à surmonter, les journées de formation ont été réduites à des demi-journées et dispensées sur une plus longue période, en se concentrant sur un sujet spécifique par session au lieu de sessions de formation plus longues, d'une journée entière. « Les sessions de formation virtuelles plus courtes nous ont permis de délivrer des quantités d'informations digestes, ce qui a été mieux pour les personnes formées, » confirme Farah. « Cela nous a également donné plus de temps pour nous assurer que les informations avaient été bien comprises. »

Toutefois, le nouveau mode de fonctionnement a fait que les différentes étapes du processus prennent plus de temps pour être finalisées. Il y a évidemment eu moins d'activités pratiques et de soutien aux équipes techniques nationales.

Renforcer les capacités nationales et infranationales

Outre le fait qu'elle encourage une plus grande appropriation de l'outil de l'UNN au niveau national, l'approche virtuelle a permis une meilleure mobilisation des ressources humaines au niveau national en raison de la nécessité de disposer de l'implication sur le terrain d'experts techniques dans le pays plutôt que l'engagement précédent de consultants externes. Pour ce faire, des points focaux techniques clés ont été identifiés afin de s'assurer que les outils sont fonctionnels et adaptés aux spécifications du pays. Au Soudan, l'UNN a intégré le personnel du ministère de la santé qui travaillait déjà avec le système de données DHIS2. Cela devrait également renforcer les capacités du personnel clé, lorsqu'il est disponible, pour permettre aux acteurs nationaux de reproduire l'exercice sur une base périodique sans avoir besoin d'une formation et d'un soutien externes importants.



Les prochaines étapes de formation en période post-COVID-19

La future mise en œuvre de l'outil de cartographie utilisera certainement les mécanismes qui ont permis une plus grande appropriation, tels que l'implication de plus d'experts techniques des ministères et institutions nationales. Cela permettra également de confier davantage de responsabilités aux équipes nationales en les faisant participer dès le début aux étapes préparatoires. Cette nouvelle phase de formation à distance a permis à l'UNN d'identifier les étapes clés où une assistance sur place peut s'avérer essentielle, tout en se penchant sur les domaines où une assistance à distance est plus efficace, ce qui réduit aussi le coût de l'exercice de cartographie et la charge sur les budgets nationaux.



Conclusion

Ces récits d'expérience mettent en lumière le dynamisme des contributions de l'UNN au Mouvement SUN, dans un contexte où celui-ci s'engageait dans la dernière moitié de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025). Ils témoignent également de la montée en puissance de l'UNN sur de multiples fronts au niveau des pays. Des membres de l'UNN aux coordonnateurs et coordonnatrices résident(e)s et facilitateurs et facilitatrices de l'UNN-REACH, en passant par la présidence des UNN et par d'autres collègues des agences des Nations Unies, l'ONU renforce l'action conjointe dans la poursuite de résultats partagés et d'un plus grand impact. Les coordonnateurs et coordonnatrices résident(e)s reconnaissent de plus en plus le Réseau des Nations Unies comme une plateforme de collaboration en nutrition au niveau national et voient comment celui-ci, par sa portée horizontale, peut être le déclencheur d'une action conjointe des Nations Unies dans d'autres domaines.

Certains récits ont mis en lumière de quelle manière l'UNN travaille pour renforcer la capacité des gouvernements à améliorer la coordination en nutrition entre les différents secteurs et les parties prenantes et pour assurer (et maintenir!) une place importante pour la nutrition dans l'agenda politique. Les analyses de l'UNN, quant à elles, continuent de tracer la voie vers la mise à l'échelle et constituent un tremplin vers de nouvelles façons de travailler ensemble.

Alors, que nous réserve l'avenir? 2021 sera une année intense, avec des opportunités idéales pour renforcer l'engagement en faveur de la nutrition. Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, y compris les échanges qui le précèdent au niveau des pays, et le Sommet N4G, seront des points de ralliement cruciaux et des moyens de faire entendre la voix des Nations Unies en matière de nutrition. Malgré cela, rien n'est acquis, en particulier dans le contexte du COVID-19 et de ses retombées immédiates. Les Nations Unies ne peuvent pas se montrer

complaisantes. Les ressources seront limitées, et pourtant, dans le monde entier, les personnes vulnérables seront plus nombreuses, et plus que jamais dans le besoin.

Avec le SUN 3.0 et l'évolution des dispositions institutionnelles de l'ONU à l'horizon et un avenir incertain, une chose est claire: la gestion des connaissances jouera un rôle de premier plan. La documentation et la conservation des expériences pays resteront des mécanismes importants pour l'apprentissage mutuel et la reproduction des bonnes pratiques. Il en va de même pour les efforts déployés afin de mesurer l'impact de l'action conjointe dans l'optique d'en savoir plus sur ce qui fonctionne sur le terrain dans différents types de contextes et d'étayer les demandes de nouveaux investissements en matière de nutrition, dans un contexte d'intérêts concurrents.

L'UNN célèbre le « nous », et les connaissances que le Réseau a accumulées au fil des ans peuvent constituer un terreau fertile pour reconstruire mieux, et reconstruire ensemble.



Crédits photo

Première et quatrième de couverture: Privé/Diego F. Gabaldon

Page 4: WFP/Adel Sarkozi

Page 12-13: Privé/Diego F. Gabaldon

Page 14: FAO/Marzio Marzot

Page 18: UNICEF/Frank Dejongh

Page 19: WFP/Nathalie Magnien

Page 20: UNICEF/Glorianna Ximendaz

Page 29: WFP/Stephen Wong

Page 37: WFP/Adel Sarkozi

Page 44: WFP/Diego F. Gabaldon

Page 50: Privé/Diego F. Gabaldon

Page 51: Privé/Diego F. Gabaldon

Page 53: Privé/Diego F. Gabaldon

Page 54: Privé/Diego F. Gabaldon

Page 57: Privé/Diego F. Gabaldon

Page 58: Privé/Diego F. Gabaldon

Page 59: WFP/Jonathan Eng

Page 62: UNICEF/Kanobana

Page 66: UNICEF/Mugabe

Page 69: UNICEF/Nkinzingabo

Page 70: UNICEF/Nkinzingabo

Page 71: WFP/Santosh Shahi

Page 75: UNICEF/Adam Ferguson

Page 77: WFP/Diego F. Gabaldon

Page 80: WFP/Challiss McDonough

Page 81: WFP/Djaounsede Pardon

Page 84: WFP/Wahidullah Amani

Page 85: WFP/Djaounsede Pardon

Page 87: WFP/Bikkil Sthapit

Page 90: WFP/Santosh Shahi

Page 91: WFP/Santosh Shahi

Page 96: WFP/Santosh Shahi

Page 97: WFP/Olivia Acland

Page 101: WFP/Giulio D'Adamo

Page 104: WFP/Giulio D'Adamo

Page 106: WFP/Giulio D'Adamo

Page 109: FIDA/Andre Francois

Page 110: WFP/Ousman Bittaye

Page 112: WFP Gambia

Page 115: WFP/Dawda Samba

Page 117: WFP/Thomas Kimaru

Page 122: WFP/Ousman Bittaye

Page 123: WFP/Juan Montes

Page 127: PNUD/José Mario Lagos

Page 131: PNUD/José Mario Lagos

Page 132: WFP/Hetze Tosta

Page 134: WFP/Juan Montes

Page 135: WFP/Simon Pierre Diouf

Page 138: WFP/Olivia Acland

Page 139: WFP/Claire Nevill

Page 141: WFP/Caroline Thomas

Page 145: Pixabay/Simon D. Allen

Page 150: WFP/O. Oluwamuyiwa

Page 151: UNICEF/Andrew Esiebo

Page 153: WFP/O. Oluwamuyiwa

Page 154: WFP/O. Oluwamuyiwa

Page 156: WFP/Rein Skullerud

Page 158: UNICEF/Andrew Esiebo

Page 159: WFP/O. Oluwamuyiwa

Page 160: WFP/Rein Skullerud

Page 161: WFP/Nguyen Duc Hoang

Page 162: UNFPA Sri Lanka

Page 164: UNFPA Sri Lanka

Page 165: UNFPA Sri Lanka

Page 167: UNFPA Sri Lanka

Page 169: UNICEF/Ashura Sala Lewis

Page 170: UNICEF/Ashura Sala Lewis

Page 171: UNFPA Namibia

Page 173: WFP/Badre Bahaji

Page 175: UNICEF/Ashura Sala Lewis

Page 178: WFP/David Orr

Page 184: WFP/Diego F. Gabaldon

Page 186: WFP/Diego F. Gabaldon

Page 193: WFP/Diego F. Gabaldon

Page 194: UN Volunteers Peru

Page 195: WFP/David Davila

Page 198: WFP/David Davila

Page 206: Privé/Diego F. Gabaldon

Page 207: WFP/O. Oluwamuyiwa

Page 219: WFP/Ala Kheir

Page 220: WFP/Abeer Etefa

Page 223: WFP/Ala Kheir

Page 225: WFP/Abeer Etefa

Page 227: WFP/Ala Kheir

Page 229: WFP/Saddal Diab

Page 230: WFP/Bikkil Sthapit

Page 232: WFP/Ala Kheir

Pour en savoir plus sur comment le **Réseau des Nations Unies** soutient une action collective en matière de nutrition, retrouvez les documents clés suivants:

**Récits d'expérience de l'UNN, série 1
(en anglais)**

<https://bit.ly/36BUNGN>

Rapport annuel de l'UNN (2019)

<https://bit.ly/3wULJYZ>

Le Réseau des Nations Unies et les ODD

<https://bit.ly/2n9hijt>

Compendium des actions de nutrition

<https://bit.ly/3eHOWq2>

L'heure est venue. Le Réseau des Nations Unies appelle toutes les agences de l'ONU au niveau des pays à appuyer une action intégrée employant la nutrition comme moteur de la réalisation des ODD.

Réalisé à l'aide de contributions financières au Secrétariat de l'UNN de la part de:



Global Affairs
Canada

Affaires mondiales
Canada



**Réseau des
Nations Unies**

Pour en savoir plus sur les moyens mis en place par l'UNN pour soutenir l'action au niveau des pays, rendez-vous sur <https://www.unnetworkforsun.org/> ou contactez unnetworkforsun@wfp.org

Secrétariat de l'UNN:

Via Cesare Giulio Viola, 68/70 - 00148 Rome, Italie